



Université Toulouse - Jean Jaurès

**Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques
à Toulouse (IPEAT)**

**Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés
Parcours Espaces, sociétés, cultures dans les Amériques**

**« COLONIALITÉ DU POUVOIR, MILITARISME ET MASCULINITÉS
HÉGÉMONIQUES DURANT LE PREMIER MANDAT D'ALVARO
URIBE (COLOMBIE, 2002-2006) »**

Mémoire de 2^{ème} année présenté par :

Delphine MOSCOVICI

Sous la direction de :
Fanck GAUDICHAUD

Année Universitaire 2020-2021



Déclaration sur l'honneur de non-plagiat

Je soussigné.e :

Moscovici Delphine

Régulièrement inscrit à l'Université de Toulouse – Jean Jaurès - Campus du Mirail

N° étudiant : 21911379

Année universitaire : 2020-2021

Certifie que le document joint à la présente déclaration est un travail original, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, sans mentionner précisément leur origine et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.

Conformément à la charte des examens de l'Université de Toulouse – Jean Jaurès Campus du Mirail, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire.

Fait à : Paris

Le : 26 août 2021

Signature :

REMERCIEMENTS

Je remercie ma mère, Fanny Bru, pour m'avoir soutenue tout au long de mes études, et particulièrement durant ces deux années de master.

Je remercie toutes les autrices et tous les auteurs qui m'ont permis d'écrire ce mémoire, d'éclairer mes pensées et mon esprit critique et qui représentent une réelle source d'inspiration dans le développement de ma recherche.

Je remercie aussi toutes les femmes et tous les hommes qui luttent chaque jour en Colombie et ailleurs pour faire évoluer les pensées vers une société plus juste et équitable et qui gardent espoir malgré les obstacles.

Je remercie mon directeur de recherche, Mr Franck Gaudichaud, qui m'a conseillé tout en me laissant une certaine liberté et une indépendance.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	3
SOMMAIRE	4
INTRODUCTION.....	6
CADRE THÉORIQUE	8
I. CONTEXTUALISATION	16
II. CULTURE MILITARISTE À L'ÈRE DE LA GUERRE ANTI TERRORISTE	49
III. LES AUC : UN MODÈLE DE MASCULINITÉ HÉGÉMONIQUE MILITARISÉ	86
CONCLUSION	121
BIBLIOGRAPHIE	129
TABLE DES MATIÈRES	141

INTRODUCTION

Le thème de ce mémoire porte sur la Colombie sous le premier mandat d'Alvaro Uribe de 2002 à 2006 et l'imbrication entre le processus de militarisation du pays, la propagation d'une culture militariste imposée à la société et l'exploitation du discours hégémonique - prônant un modèle unique de masculinité- de la part des paramilitaires des AUC. Plusieurs études et rapports d'ONG ont été écrits sur les violences sexuelles faites aux femmes lors du conflit colombien. Dans ce mémoire nous nous centrerons principalement sur le premier mandat de l'ex-président Alvaro Uribe entre 2002 et 2006 – contextuellement entre les attentats du 11 septembre 2001 et la démilitarisation des groupes paramilitaires en 2006 avec la loi Justicia y Paz. Plus précisément, nous allons analyser l'imbrication la lutte anti-terroriste menée à partir de 2002 et la doctrine militariste du pays à travers une approche de genre, en étudiant les masculinités hégémoniques. Il existe de plus en plus de travaux sur le fait que le militarisme ou la « sécurité militarisée » entretient la domination des femmes en temps de conflit (notamment en Irak où la domination des femmes s'est accrue depuis la « paix militarisée » imposée par les États-Unis). Beaucoup d'autrices féministe ont écrit sur ce sujet et cette imbrication, telles que Betty Reardon, Jules Falquet (sur l'imbrication entre néolibéralisme et patriarcat), Cynthia Enloe, Laura Sjoberg, Sandra Via, Julia Sachseder. Le livre de Jules Falquet *Pax neoliberalia*, a permis de mieux comprendre le lien entre le néolibéralisme et la dynamique des rapports sociaux de sexe/race/classe, notamment l'exploitation des femmes comme pilier de l'accumulation primitive à l'ère néolibérale. Son étude de cas sur le Guatemala et sur la violence de l'extractivisme néolibéral, notamment sur le corps des femmes racisées, nous a permis de construire cette analyse sur le cas colombien. Notre étude de cas porte sur les témoignages des femmes afro-descendantes et indigènes ayant vécues sous le contrôle social et territorial des AUC et ayant été stigmatisés et victimes de violences sur des critères liées à leur « race » et à leur sexe. Nous analyserons ces témoignages en utilisant le concept de « colonialité du genre » développé par l'anthropologue féministe argentine Maria Lugones, qui se base elle-même sur la théorie de « colonialité du pouvoir » d'Anibal Quijano

Ainsi, en première partie nous analyserons les concepts de « race », la construction de l'Autre depuis l'ère coloniale jusqu'à l'ère néolibérale et le concept de « masculinité hégémonique ». Au cours de la seconde partie, nous nous concentrerons sur le problème de la doctrine militariste à l'ère des discours sécuritaires et de la lutte antiterroriste mondiale et le phénomène des masculinités militarisées et paramilitaires en Colombie. Dans la troisième

partie, nous tenterons de démontrer comment le corps des femmes racialisées a été instrumentalisé comme un terrain de reproduction du système de domination et de soumission colonialiste, de la période coloniale à la guerre anti-terroriste. Et comment la construction de la figure de l'« Autre » a été utile au maintien des élites au pouvoir. Pour cela, nous allons analyser le processus militariste, et ses effets sur le renforcement des normes de genre-masculinité/féminité- sur les consciences. Le but de cette analyse est de sortir des carcans idéologiques imposés par le pouvoir colombien, qui présente et légitime ces violences au nom d'une guerre contre la guérilla. Derrière la justification officielle d'une guerre anti subversive au nom de la liberté et du développement économique, il s'agit d'une guerre aux relents coloniaux, qui poursuit une soumission structurelle de la classe dirigeante sur la classe paysanne, des « masculinités hégémoniques » sur les « masculinités subordonnées » et de la « classe des hommes » sur la « classe des femmes ». Nous nous alignerons sur la pensée des chercheuses féministes qui travaillent dans le domaine de la sécurité internationale, en analysant et en déconstruisant les discours officiels à l'ère de la guerre anti-terroriste, qui véhiculent une culture militariste, basée sur des divisions entre le « eux » et le « nous ». Ainsi, l'analyse de la période de la militarisation lors des mandats d'Alvaro Uribe (2002-2010) nous permet de nous écarter de la vision binaire et réductrice d'une période de « paix » versus une période de « guerre ». Étudier la militarisation, c'est aussi étudier un processus, le déconstruire, et dans le cas de cette étude, c'est analyser comment les normes de genre liés aux masculinités et aux féminités sont utilisées pour légitimer l'utilisation de la violence, sur fond d'héritage colonial.

Le problème que nous allons poser et auquel nous allons répondre est de savoir comment le processus de militarisation d'un pays et des consciences conduit à un renforcement des normes patriarcales et dans le cas précis de la Colombie à une forme de « colonialité du pouvoir » basée sur l'exploitation des discriminations intersectionnelles liées au genre et à la race par les groupes paramilitaires. Pour cela, nous étudierons le cas des femmes afro-descendantes et indigènes qui ont vécues sous le contrôle territorial et social des AUC et la manière dont leurs corps ont été instrumentalisés à des fins militaires et les violences sexuelles justifiées et légitimées sur la base de stéréotypes datant de l'ère coloniale et réalimentés par la doctrine militariste. De plus, plusieurs autrices ont travaillé sur le thème de la déconstruction des masculinités comme stratégie de paix ou/et de réinsertion dans la société civile pour les combattants, ainsi nous examinerons aussi cette politique de déconstruction de l'ordre de genre. Plusieurs problématiques se posent donc : Comment la violence justifiée et légitimée par l'État colombien depuis la fin des années quatre-vingt-dix, a exploité et exacerbé les inégalités de race

et de genre dans le pays ? Comment la guerre anti-terroriste et la doctrine militariste perpétuent les logiques de dominations coloniales et patriarcales à travers un modèle de masculinité hégémonique ? Quel est l'impact des masculinités hégémoniques militarisées sur les personnes racialisées considérées comme *Autre* ?

CADRE THÉORIQUE

« Race »

J'utiliserai le concept de « race » au cours de ce mémoire en l'analysant comme une construction historique, un phénomène social hérité du passé colonial et construit et créé artificiellement par les élites coloniales blanches masculines et hétérosexuelles pour catégoriser et ainsi hiérarchiser les êtres humains. Basée sur la couleur de la peau et les critères phénotypes des individus, ce système hiérarchique a été véhiculé, à ses débuts, comme une catégorisation *naturelle*. J'utiliserai le concept de race pour montrer aussi comment la différenciation entre un « nous » et un « eux » s'est construite et s'est ensuite développée tout au long de l'histoire contemporaine jusqu'au XXIème siècle ainsi que dans les discours sécuritaires à l'ère des guerres antiterroristes. Comme l'écrit Maria Viveros, « elle [la race] devient dès lors une catégorie sociale très habile mais aussi très efficace et puissante pour orienter des comportements discriminants et pour créer des identités qui peuvent être politisées¹ ». Ainsi comme nous le verrons, la race sera aussi utilisée pour catégoriser et discriminer sur des critères phénotypes mais aussi à travers des critères liés à la sexualité, au sexe, à l'origine sociale. Il est intéressant de citer les propos de Mara Viveros Vigoya concernant le débat sur la race dans les sciences humaines et sociales et sa manière de dé-construire la complexité de ce concept : « Pour résumer, ce champ est théoriquement et politiquement traversé par les tensions liées à la contradiction inhérente à la race. D'un côté, si l'on insiste pour montrer que la race est une construction artificielle et historique et qu'en ce sens elle n'existe pas, on court le risque de minimiser ses effets bien réels. De l'autre, si l'on choisit de documenter ces derniers en détail, on finit par contribuer à penser la race comme un phénomène omniprésent et inévitable en perdant l'opportunité de dénoncer son caractère arbitraire et construit. Ces tensions sont inévitables dans les champs de recherches sur la race et d'un point de vue théorique² ».

¹ Mara VIVEROS VIGOYA, « Les bénéfices de la masculinité blanche : entre race, classe, genre et nation », in *Les couleurs de la masculinité*, 2018, Paris : La Découverte, p.137.

² *Ibid* p.138.

Racialisé / racisé

Dans cette étude, afin de décrire les femmes non blanches, le terme « racisé » sera utilisé ; il se base sur le concept de race et consiste à représenter les personnes victimes de catégorisations discriminatoires socialement construites, définies comme *Autre*. C'est d'abord Collette Guillaumin qui utilise le terme de « racisé » pour décrire le processus par lequel un groupe dominant, catégorise un groupe dominé, en termes de rapport de pouvoir. Comme l'écrit Alexandra Pierre, militante féministe, le terme « racisé » permet de « rompre avec ce refus de prendre publiquement au sérieux l'impact social du concept de race, refus qui n'obéit ni à un manque ou à une cécité, mais permet justement de reconduire les discriminations et hiérarchies raciales ». Ainsi la racisation décrit et représente le groupe dominé selon la vision du groupe dominant, avec tous les critères stigmatisant et discriminant qui les conditionnent : « la racisation ne désigne qu'un aspect des processus de racialisation, celui de la production de l'assignation racialisante³ ».

C'est pour cela que l'on ne peut pas représenter les femmes blanches, catégorisées par le concept de « blanchité », comme « racisées » mais comme « racialisées », car en termes de rapports de pouvoir, elles sont incluses dans le groupe des « dominantes » et donc elles sont aussi catégorisées dans une « race » mais non discriminées de par cette race.

Blanchité

Aujourd'hui, le concept de *blanchité* – traduit de l'anglais *whiteness* – symbolise une condition sociale construite et perpétuée depuis la colonisation hispanique. Comme l'explique Maxime Cervulle, la blanchité représente « l'hégémonie sociale, culturelle et politique blanche à laquelle sont confrontées les minorités ethno raciales, aussi bien qu'un mode de problématisation des rapports sociaux de race ». Ainsi, c'est une condition sociale artificielle, qui ne représente pas une origine en particulier, car comme le montre l'historien Noel Ignatiev⁴, les irlandais américains lors de leur arrivée aux États Unis ont petit à petit été « blanchisés ». À travers la blanchité, on accède à tout un système de privilèges sociaux, économiques, qui perpétuent les discriminations et stigmatisations et catégorisations raciales issues du colonialisme. Et comme l'écrit la féministe Sara Ahmed, la blanchité n'est rarement reconnue comme un groupe

³ Sarah MAZOUZ, « Racialisation ou racisation ? », *Carnet de recherche Racismes* [en ligne], 06/10/2020. Disponible sur : <https://racismes.hypotheses.org/173>. Consulté le 2 juin 2021.

⁴ Noel IGUATIEV, *How the Irish Became White* [en ligne], New York : Routledge, 1995, 242p. Disponible sur : <https://thechanelhouse.org/wp-content/uploads/2019/11/Noel-Ignatiev-How-the-Irish-Became-White-1995.pdf>. Consulté le 3 mai 2021.

ethnique ou n'est « ressentie » par les personnes « blanches », notamment car depuis des siècles les élites blanches au pouvoir leur ont inculqué que la « blanchité » était la norme et que les autres couleurs étaient considérées comme « déviantes ». Ainsi Sara Ahmed affirme que du point de vue des personnes blanches, cette blanchité est invisible mais que les personnes « de couleurs », ressentent cette condition socialement construite au quotidien.

« Classe des hommes »

Dans cet écrit, le terme de « classe des hommes », utilisé par Jules Falquet, servira à décrire un groupe de personnes qui sont étiquetées par la société comme *masculins*, car proches des normes liées aux masculinités, indépendamment des critères biologiques. Ainsi les personnes de sexe masculin homosexuel ne sont pas inclus car dans la majorité des sociétés ils sont exclus des normes liées à la masculinité et sont catégorisés comme plus proches des normes liées aux féminités.

Dans « classe des hommes » sont compris tous les hommes sans distinction de race, ni d'origine sociale, car le but de cette idée est de montrer la domination des normes stéréotypées liées aux « masculinités » sur les normes liées aux féminités.

Le groupe colonialité/modernité et Anibal Quijano

Tout au long de ce chapitre, la théorie de la colonialité du pouvoir, tendra à illustrer comment le système de pouvoir en place au XXIème siècle en Colombie -mais aussi en Amérique latine et dans le monde- provient de l'héritage colonial. Les chercheurs du groupe modernité/colonialité, dont font partie Quijano, Dussel, Mignolo analysent donc le capitalisme et le système-monde à travers ses faces cachées : la colonialité du pouvoir et la différence héritée de l'ère coloniale. Ils analysent les relations entre identité et différence, métropole et périphérie, capital, travail et connaissance (Escobar 2002). Le but de ces théories postcoloniales est de ré examiner les relations modernes du pouvoir en prenant en compte l'impact de l'expérience coloniale sur celles-ci car ce domaine « aide à mieux comprendre comment l'imaginaire national permet de légitimer la domination sociale, économique et politique en distinguant les êtres humains selon une essence imaginaire⁵ ».

La théorie de la **colonialité du pouvoir** d'Anibal Quijano sert à montrer que le colonialisme et le système de catégorisation selon la « race » ne s'est pas achevé après les indépendances en

⁵ Mathieu RIGOUSTE, « Les nouveaux chantiers de la « question postcoloniale » », in RIGOUSTE Mathieu, *L'ennemi intérieur*, Paris : La Découverte, 2009, p.6.

Amérique latine et que ce système de domination et d'exploitation- selon des critères phénotypiques - reste toujours en vigueur à notre époque. Selon les termes de Sabine Masson, la colonialité du pouvoir s'est construite sur la période de la colonisation au XV^{ème} siècle, à partir de laquelle « s'élabore un rapport matériel et symbolique de domination, (...) fondés sur la différence coloniale et la catégorie de race, marquant aussi bien les formes de contrôle du travail que les aspects cognitifs et discursifs de la pensée moderne⁶ ». Nous décrirons aussi comment les relations de pouvoir actuelles sont régies par cette classification de « race », qui a légitimé une domination et une exploitation de la part des colonisateurs européens sur les peuples originaires et la population noire, ce qui signe aussi le début du capitalisme. Ce système économique capitaliste reposant toujours aujourd'hui sur cette domination sociale héritée de l'histoire coloniale.

Cette théorie de la colonialité du pouvoir a été réutilisée par Maria Lugones anthropologue féministe argentine, pour décrire ce qu'elle nomme la « **colonialité du genre** ». D'après elle pour réussir à déconstruire les catégorisations coloniales, il faut analyser la colonialité du pouvoir à travers les relations hommes/femmes pour montrer comment au XXI^{ème} siècle, l'héritage colonial est toujours très actif dans les relations entre les genres et dans la construction des stéréotypes de genre qui régissent nos sociétés modernes. Elle montre notamment la manière dont la hiérarchisation selon la race a eu, et a encore, un impact sur les femmes racisées, notamment la racialisation du sexe qui s'est opérée lors de la colonisation. Tout comme Quijano, elle explique que le modèle économique capitaliste d'exploitation et de domination des « races » considérées comme inférieures à l'ère de la colonisation, peut être analysé aussi comme un système de domination et d'exploitation entre les genres, la domination des hommes sur les femmes ayant permis l'avènement du « capitalisme colonial global » ; ce système qui régit aujourd'hui les relations de pouvoir et de genre sous le nom de patriarcat.

En ce qui concerne l'étude de cas qui analyse la portée néocoloniale à travers les violences de genre exercées par les paramilitaires dans les zones étudiées, nous allons nous baser sur la théorie de la « colonialité de la violence » de Julia Sachseder. Cette théorie vise à expliquer le renforcement d'une société qui repose sur un rapport de dominants/dominés construit sur les critères de classe, race, genre. Elle analyse la violence comme le produit des structures coloniales, capitalistes et genrées qui sert ensuite à renforcer la relation entre des

⁶ Sabine MASSON, « Sexe race et colonialité. Point de vue d'une épistémologie postcoloniale latino-américaine et féministe », in Elsa DORLIN (dir), *Sexe, Race, Classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris : PUF, 2009, p.185.

groupes dominants et d'autres subalternes. Sur la base de différents témoignages de femmes victimes d'agressions sexuelles et du contrôle social exercé par les paramilitaires, nous allons montrer comment cette violence est produite par des structures coloniales, capitalistes et genrées- cherchant à renforcer- le rapport existant entre dominants et dominés.

Accumulation primitive du capital (Marx)

Ce concept marxiste sera utilisé pour décrire l'expropriation des terres par les groupes armés paramilitaires menée avec violence et terreur et ce, au nom du développement économique néolibéral. Marx décrit cette période qui précède l'avènement du mode capitaliste, comme une période de violence et d'emplois de méthodes violentes de la part des grands propriétaires fonciers, de la bourgeoisie et du pouvoir d'État. Selon lui, la violence a été l'accoucheuse, elle a précédé le nouveau mode de production capitaliste par l'expropriation violente des moyens de production et des terres de la paysannerie dès le 15^{ème} siècle. Ces paysans sans terres n'avaient plus d'autres choix que de travailler pour les grands propriétaires qui les avaient expropriés. C'est exactement ce qu'il s'est passé en Amérique du Sud mais aussi au XXI^{ème} siècle en Colombie avec les paramilitaires, souvent à la solde et payés par de grands propriétaires terriens pour s'accaparer des terres par la violence. C'est ce qui a provoqué de grands déplacements de populations, populations qui ensuite s'entassent à la lisière des villes et qui sans terres et sans moyens de production constitue la main d'œuvre pas chère indispensable au mode capitaliste. Un processus que David Harvey nomme « l'accumulation par dépossession »⁷. Ce que nous chercherons à démontrer ce n'est pas tant le renforcement du système néolibéral par l'utilisation de la doctrine militariste et sa violence associée, mais l'impact de cette violence sur le renforcement de la domination des hommes sur les femmes, sur le renforcement de la masculinité hégémonique et des normes de genre et de race. C'est-à-dire analyser comment la doctrine militariste, certes est utile au dessein néolibéral, mais aussi à une révolution conservatrice mise en place par la violence. Silvia Federici dans *Caliban et la Sorcière* décrit comment l'accumulation primitive est utilisé face à une crise économique : « systématiquement, dès que le système capitaliste est menacé d'une crise économique majeure, la classe capitaliste doit relancer un processus 'd'accumulation primitive', c'est-à-dire un

⁷ HARTSOCK, Nancy, "Globalization and Primitive Accumulation: The Contributions of David Harvey's Dialectical Marxism." in Noel CASTREE and DEREK GREGORY, *David Harvey: A Critical Reader*, Oxford: Blackwell, 2006, pp. 167-190.

processus de colonisation et d'asservissement à grande échelle tel que celui auquel nous assistons⁸ ».

Hégémonie culturelle

Ce concept créé par le marxiste Antonio Gramsci désigne la domination d'un groupe sur l'autre, selon l'auteur le pouvoir se conquiert si l'opinion publique est conquise. Si les élites bourgeoises sont au pouvoir, si une oligarchie tient, ce n'est pas seulement grâce à la force ou à la violence, mais aussi grâce à son emprise sur les représentations culturelles de la masse des travailleurs, en les manipulant pour qu'ils adoptent la même vision du monde que les dominants et qu'ils l'acceptent comme « allant de soi ». C'est la différence avec l'utilisation de la force, qui « oblige » l'autre à accepter, alors que dans le concept d'hégémonie culturelle, le but est de faire accepter l'inacceptable à l'autre sans devoir passer par la force. Nous pouvons citer comme exemple la Colombie et l'acceptation de la violence au nom de la lutte antiterroriste. L'hégémonie culturelle passe aussi par la légitimation de la soumission : on légitime le fait de tuer et le fait de perdre des libertés comme « allant de soi » au nom d'une lutte qui n'avantage que les nantis et le modèle néolibéral et dont les répercussions touchent majoritairement les populations « dominées » ou du moins victimes de discriminations intersectionnelles.

Masculinité hégémonique

La masculinité hégémonique se construit donc à travers le concept gramscien d'hégémonie et a été élaborée par la sociologue Raewyn Connell dans son livre *Masculinities* (1995). Dans ce livre, l'auteure montre que les hommes ne représentent pas un seul groupe homogène mais plusieurs masculinités. C'est pour cela qu'au cours de ce mémoire j'utiliserai le terme « masculinités » au pluriel, car il n'existe pas un seul modèle type de masculinité, mais plusieurs, qui sont soumis à des rapports de pouvoir, que nous analyserons dans les prochaines lignes. C'est aussi pour aller à l'encontre du modèle de masculinité hégémonique qui est véhiculé au sein des sociétés patriarcales par les élites au pouvoir comme l'unique modèle à suivre et qui a comme conséquence d'homogénéiser la société vers une seule forme de masculinité, et ainsi stigmatiser ceux/celles qui sortent du modèle traditionnel.

Comme l'écrit Connell, à l'intérieur de la classe des hommes, il y a des dominés et dominants en termes de rapport de pouvoir : « les masculinités ne sont pas un équivalent des hommes ; elles concernent la position des hommes dans un ordre genré », cet ordre étant construit par le

⁸ Silvia FEDERICI, *Caliban et la sorcière*, Genève : Entremonde, 2014, p.210.

système patriarcal et consolidé par ceux qui maintiennent leurs privilèges sur ces rapports de domination et soumission. Au sein de cet ordre et cette hiérarchisation genrée, Connell relève trois « catégories » de masculinités : subordonnées, marginalisées et hégémoniques. Comme elle l'explique :

« ce concept vise à analyser les processus de hiérarchisation, de normalisation et de marginalisation des masculinités, par lesquels certaines catégories d'hommes imposent, à travers un travail sur eux-mêmes et sur les autres, leur domination aux femmes, mais également à d'autres catégories d'hommes ».

Ces masculinités sont donc construites et analysées en termes de rapports de pouvoir. Les masculinités hégémoniques peuvent représenter la « classe des hommes » détenteurs du pouvoir, et qui jouissent de privilèges sociaux et économiques du fait de leur masculinité. Souvent les modèles de masculinités hégémoniques existent grâce à un rapport de domination et de soumission avec les autres catégories de masculinités. Parmi celles-ci, Connell analyse les masculinités dites « subordonnées » qui correspondent aux hommes exclus du modèle hégémonique de par leur sexualité, comme les masculinités homosexuelles, qui sont considérées comme « trop » similaires aux modèles de « féminités ». Puis, il existe les masculinités « marginalisées », auxquelles nous nous intéresserons au cours de ce mémoire, car elles représentent les masculinités soumises et exclues du fait de leur « race ».

Ce concept est essentiel à mon analyse car il permet de comprendre l'utilisation de cette masculinité hégémonique par le pouvoir dominant pour justifier le processus de militarisation au sein de la population et aussi l'impact de la culture militariste sur la société colombienne. De plus, nous verrons comment les masculinités peuvent être perçues comme reproductrices du système patriarcal et de la domination de la « classe des hommes » sur la « classe des femmes » mais aussi d'une domination entre hommes au sein de la « classe des hommes ». Travailler sur les masculinités permet aussi de comprendre les rapports de pouvoir au sein du système patriarcal au sein des relations hommes-femmes mais aussi hommes-hommes, en analysant les masculinités hégémoniques et marginalisées et la manière dont les modèles de masculinités hégémoniques utilisent les normes de genre traditionnelles construites par le système patriarcal pour soumettre les masculinités subordonnées et la classe des femmes. De plus, comme nous le verrons à la fin de ce mémoire, l'analyse des masculinités permet aussi de penser au rôle du féminisme décolonial dans les actions à mettre en place pour déconstruire ces masculinités et l'importance de celles-ci dans le processus militariste.

Militarisation

Une technique qui permet d'instaurer l'idéologie militariste, c'est-à-dire soumettre à la domination de l'armée et rendre apte un terrain à satisfaire les besoins de l'armée.

Militariste

Une politique, une idéologie (le militarisme) qui vante les bienfaits de la « paix armée ». La doctrine militariste mêle la recherche de la suprématie, la loyauté, l'extrémisme politique et le patriotisme.

Militarisme

Lorsque la dimension socio culturelle se rajoute à la militarisation : idéologie du pouvoir militaire. Cette militarisation des sociétés contemporaines est un « fait total » selon les termes de Marcel Mauss « car tous les paliers en profondeur de la réalité sociale y sont impliqués ».

Violences sexuelles

Dans ce mémoire nous aborderons les « violences sexuelles » comme le résultat d'un rapport de pouvoir entre différents acteurs et particulièrement comme le résultat d'une politique de glorification de la masculinité hégémonique militarisée. C'est-à-dire que nous analyserons les cas de violences sexuelles comme une volonté d'établissement d'un pouvoir, d'un ordre hégémonique et d'un contrôle social des populations, comme une technique de guerre pour affaiblir l'ennemi. Nous nous baserons aussi sur la définition édictée par l'anthropologue féministe argentine Rita Segato qui étudie la violence sexuelle comme un objet de recherche. Au cours de ce mémoire je me baserai sur la vision de Segato qui analyse les violences sur les corps des femmes non pas comme le résultat d'une motivation liée à la sexualité mais comme une motivation liée à la volonté de domination et de soumission dans un rapport de pouvoir homme-femme. Comme elle l'écrit la violence sexuelle « no es del orden de lo sexual sino del orden del poder⁹ ». Les violences sexuelles ne résultent pas d'une volonté de satisfaction sexuelle, mais sont instrumentalisées comme une preuve d'appartenance au groupe. Le viol résulte d'une « reproducción de las relaciones jerárquicas de género ancladas en el sistema de estatus » et peut être analysé en termes de rapports de pouvoir et de consolidation du pouvoir, bénéfiques à la valorisation du modèle de masculinité.

La décennie des années 1990 a mis à la lumière le sujet des violences sexuelles dans le domaine international. Notamment après les guerres civiles au Rwanda et en Bosnie Herzégovine, au cours desquelles le viol a été utilisé comme stratégie militaire et comme arme de guerre sur les

⁹ Rita SEGATO, *La guerra contra las mujeres* [en ligne], Madrid : Traficantes de sueños, 2016, p.18. Disponible sur : https://www.traficantes.net/sites/default/files/pdfs/map45_segato_web.pdf. Consulté le 24 avril 2021.

populations féminines. Différentes transformations au niveau social, politique et juridique se sont produites ensuite. En 1994, le tribunal de La Haye adopte une résolution qui désigne le viol en temps de guerre comme un crime contre l'humanité. Lors de la IV Conférence Mondiale de la Femme à Pékin en 1995, les violences sexuelles- et le viol en particulier- a été reconnu comme une atteinte aux droits humains, sexuels et reproductifs des femmes et un crime contre l'humanité.

I. CONTEXTUALISATION

Ce chapitre vise à comprendre le contexte historique et colonial latino-américain qui a construit les stéréotypes de « race » et de « genre » présents aujourd'hui en Colombie et qui ont eu un impact déterminant sur le conflit armé. Frantz Fanon dans ses écrits explore la déshumanisation qu'a provoqué la colonisation sur les peuples colonisés, et ce qui s'en est résulté, à travers le racisme, la violence, l'expropriation des terres par les colons. Mais aussi la manière dont toute cette violence, cette domination et cette exploitation a *réduit* les populations non blanches à la catégorisation *Autre*. C'est cette catégorisation, toujours présente dans les logiques de dominations actuelles, qui va nous intéresser, notamment sur les impacts que cet étiquetage a eu sur les populations non blanches actuelles, c'est-à-dire les afro-descendants et les indigènes en Colombie. Après avoir compris les bases de cette construction idéologique de la « race » et du « sexe » à travers l'*Autre*, nous analyserons comment au XXème siècle, la construction identitaire est réutilisée par l'oligarchie en place face à la déliquescence des liens sociaux produits par la montée du modèle néolibéral. Puis nous examinerons de plus près le contexte colombien de l'époque que nous allons étudier, c'est-à-dire les mandats de l'ex-président Alvaro Uribe entre 2002 et 2010 et la manière dont l'identité, la volonté de cohésion nationale et la promotion de la masculinité a répété le schéma de construction d'un Autre pour justifier la militarisation du pays. Ce rappel théorique sert à montrer comment la construction de la figure de l'Autre a été utilisée au fil des siècles pour justifier et consolider la supériorité et la domination d'une minorité sur la majorité.

A. Hiérarchisation en termes de « race » et de « genre » depuis le passé colonial

Dans cette partie il sera intéressant de comprendre le processus de catégorisation et de hiérarchie qui s'est construit depuis la colonisation des Espagnols en Amérique latine. Cela nous permettra ensuite de comprendre comment les élites au pouvoir ont construit des différences, sur quels critères, car ceux-là ont évolué au fil des siècles, pour ensuite analyser le racisme structurel, « souterrain », qui est en place aujourd'hui en Colombie. Premièrement nous analyserons la période coloniale et la classification selon la « pureté du sang » au XVIème siècle puis la création du concept de « race » au XIXème siècle, qui a permis de hiérarchiser la population selon sa couleur de peau. Puis nous exposerons la construction de l'Autre et la hiérarchisation raciale après l'Indépendance jusque dans les années 1930. Pour finir, nous examinerons la continuité de cette hiérarchisation raciale jusqu'au prénommé racisme « structurel » qui régit la société contemporaine colombienne. Finalement nous prendrons l'étude de cas du génocide maya au Guatemala pour donner un exemple de la colonialité du pouvoir et de la violence à la fin du XXème siècle.

1. Période coloniale

Lors de l'arrivée des espagnols au XVIème siècle, déjà des catégorisations genrées s'étaient construites sur ce « nouveau » monde. Comme l'explique Carmen Montenegro, dès la conquête espagnole, la nature de ce monde était associée à l'irrationalité, au sauvage, à la passion, au corps, à l'émotion, en comparaison au monde européen « rationnel », « masculin », davantage fondé sur la raison que l'émotion. Il est important d'insister sur cet aspect « naturel » car la nature sera utilisée du moment de la colonisation à nos jours comme outil de légitimation du système de domination/exploitation. Comme l'explique le sociologue péruvien Anibal Quijano, l'échelle de catégorisation va du « « primitif (le plus proche de la « nature », qui inclut bien sûr les « Noirs » avant tout et ensuite les « indiens ») jusqu'au plus « civilisé » (l'Europe, bien entendu), en passant par l'« Orient » (Inde, Chine)¹⁰ ».

Lors de leurs arrivée, les colonisateurs ont utilisé la « pureté du sang » pour établir une catégorisation entre eux et les peuples originels. Partant de la catégorie la plus éloignée-les personnes de couleur noire- pour ensuite monter les échelons en fonction de l'éclaircissement de la peau, le Graal absolu étant la couleur blanche. Ces castes coloniales basées sur une classification hiérarchique de la couleur de peau ont donc permis de justifier la supériorité du peuple blanc, considéré comme civilisé et cultivé face à la « barbarie » des peuples originaires.

¹⁰ Anibal, QUIJANO, « « Race » et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, n°51, septembre-octobre 2007, p. 116.

Alors que, comme le concept de « race », « Être blanc, n'est pas tant une couleur de peau que la mise en scène d'un imaginaire culturel tissé de croyances, modes, comportements et types de connaissances », comme le décrit le philosophe colombien Castro Gomez¹¹.

La pureté du sang

Le concept de la pureté du sang, *limpieza del sangre* en espagnol, n'a donc pas été construit lors de la Conquête de l'Amérique mais a été créé par les Espagnols lors de la Reconquête du territoire ibérique sur les Maures. Le but étant de dissocier les Juifs et les Maures, nommés « Nouveaux chrétiens », des chrétiens espagnols. On assista à l'infériorisation d'un groupe sur la base d'une croyance religieuse. A partir du XV^{ème} siècle, le « processus administratif », à travers l'obtention d'un « certificat de pureté du sang » a commencé et s'est développé au XVI^{ème} siècle. Si l'un des membres de sa famille était Juif ou Maure, la lignée était souillée, car l'hérédité se transmettait par le sang. Ainsi, le certificat était nécessaire pour accéder au système institutionnel, sinon on était banni des offices publics. Comme l'écrit Claude Bourguignon Rougier, « les statuts de pureté de sang permirent de freiner l'ascension de certains groupes sociaux pas seulement ceux qui avaient des ancêtres juifs et juives, mais ceux qui n'arrivaient pas à prouver le contraire », ainsi les mêmes élites chrétiennes de l'époque restaient au pouvoir et consolidaient leur domination grâce à cette classification¹². Selon le sémioticien argentin Walter Mignolo et le sociologue péruvien Anibal Quijano, cette politique a été capitale dans l'émergence des politiques basées sur la « race ».

Ainsi lors de la conquête du continent américain, cette instrumentalisation de différenciation fut réutilisée par les colonisateurs pour catégoriser généalogiquement les personnes par rapport à leur couleur de peau, et ainsi déterminer leur « qualité ». En Amérique latine, tout comme dans la péninsule ibérique, le but était de pouvoir prouver que personne dans sa famille n'avait d'ancêtres indigènes, mulâtres, noirs, la différence étant que cela se voyait selon la couleur de peau. Mais surtout, cette classification a permis d'institutionnaliser une méfiance, un rejet et une peur de l'Autre, que ce soit envers les Nouveaux chrétiens dans la péninsule ibérique ou des peuples originaires en Amérique. Cette peur a permis de creuser davantage la division spatiale et structurelle entre les colonisateurs et l'Autre : « noirs » et « indiens ». Comme la définit le professeur Herring Torres, « la calidad era la valoración social de un individuo dentro

¹¹ Claude, BOURGUIGNON ROUGIER, « 11. Blanchité » in *Un dictionnaire décolonial* [en ligne], Québec : Éditions science et bien commun.

¹² Claude, BOURGUIGNON ROUGIER, *op.cit.*, p.12.

de una jerarquía de significados sociales y valores, de acuerdo con su persona, su juicio y su circunstancia¹³ ». Ces valeurs correspondaient bien entendu à celles instrumentalisées dans la péninsule ibérique, c'est-à-dire l'honneur, la pureté du lignage.

L'évolution du concept de « race » : de la raison religieuse au racisme culturel

« L'idée de race est assurément l'instrument le plus efficace de domination sociale inventé ces 500 dernières années. Produite au tout début de la formation de l'Amérique et du capitalisme, dans le passage du 15e au 16e siècle, elle fut imposée dans les siècles suivants à la population de toute la planète, dans le cadre de la domination coloniale de l'Europe¹⁴ ».

Telle est la définition d'Anibal Quijano de ce concept né avec la « Découverte » de l'Amérique. A travers les termes d'« idée », d'« instrument », de « production », d'« imposition » et de « domination », l'auteur enracine la « race » non pas comme une idée « innée » ou « naturelle » dans l'histoire de l'humanité, mais bien comme relevant d'un processus, d'une construction humaine et artificielle. D'après Clément Thibaud, « la pureté du sang définit ainsi la race, entendue comme la transmission généalogique de la dignité et de l'indignité par le sang¹⁵ ». D'ailleurs la catégorisation de « blanc » s'est développée autour du XVIIème siècle par les colons britanniques pour se différencier des esclaves africains. Cette catégorisation identitaire du « blanc », opposée à « noir » avait été construite par la classe dominante à travers des stéréotypes positifs, valorisants, qui permettaient de justifier et légitimer leur supériorité. Vers 1800 l'idée de « race » a eu un nouveau signifiant. Durant l'ère contemporaine, la « race » a commencé à être perçue comme une « catégorie biologique humaine », c'est pour cela que les scientifiques ont catégorisé chaque « race » selon des caractéristiques biologiques déterminées. Comme l'écrit le sociologue péruvien Anibal Quijano, la « race » est vue « comme un système de pouvoir mondial, elle permet de déterminer qui est dominé et qui est dominant, qui est inférieur ou supérieur »¹⁶.

Sur le plan économique, cette stratégie d'exclusion permet de construire une nouvelle division du travail sur un mode capitaliste, qui est encore en place aujourd'hui. D'un point de vue économique, la « race » est donc un système de hiérarchisation raciale qui permet la domination

¹³ Max S, HERING TORRES, « Limpieza de sangre. Problemas de interpretacion : acercamientos historicos y metologicos », *Historia Critica*, n°45, septembre-décembre 2011, p.46.

¹⁴ Anibal, QUIJANO, « ¡Qué tal raza! », *Ecuador Debate*, n° 48, décembre 1999, p. 141-152.

¹⁵ Clément THIBAUD, « La pureté de sang en révolution. Race et républicanisme en Amérique bolivarienne (1790-1830) », *Le Mouvement social*, n°252, juillet-septembre 2015, p.33.

¹⁶ Anibal, QUIJANO, « Race et colonialité », *Mouvements*, n°51, septembre-octobre 2007, p.111.

et l'exploitation d'une masse de travailleurs au niveau mondial. Comme l'explique très justement Quijano dans son texte, beaucoup de débats sur le concept de « race » sont biaisés dès que l'on considère la « race » comme un « phénomène de la biologie humaine ayant des implications nécessaires pour l'histoire naturelle de l'espèce et donc pour l'histoire des rapports de pouvoir »¹⁷. Car l'idée de « race » n'a rien de naturel et rien de biologique, elle a été construite de toutes pièces par la société humaine. La couleur de peau est biologique, mais la construction sociale et les préjugés qu'il y a derrière le mot « noir » par exemple, en font que c'est devenu impossible de penser ce mot sans sa construction sociale. Beaucoup questionnent le racisme mais très peu le concept de « race », le racisme étant analysé à travers un rapport de pouvoir tandis que la « race » pouvant être simplement et naturellement perçue comme la couleur de la peau. Peut-être existe-il encore dans le monde, des sociétés n'ayant pas été touchées par cette catégorisation, par la « race », mais celles-ci doivent être rares. Car la très grande majorité des sociétés contemporaines ont été modelées et se sont construites à travers cette distribution « d'identités sociales et géoculturelles du monde à l'époque¹⁸ ».

Selon Peter Wade, la chronologie du concept de race peut s'espacer entre différentes époques. Entre le XIV^{ème} siècle et le XVII, XVIII^{ème} la race se réfère à des questions religieuses, à la moralité, à la « culture ». A partir du XIX^{ème}, ce concept se consolide comme biologique, à travers les os, le corps, le sang. Puis après la seconde guerre mondiale, au XX^{ème} et XXI^{ème} siècle, nous traversons l'époque du « racisme culturel », vu comme une forme de discrimination qui s'est déroulée dans la culture. Pour beaucoup de chercheurs, le racisme culturel est la continuation de la hiérarchisation raciale, mais sous une forme cachée, couverte du racisme. On ne parle plus de biologie désormais.

2. La construction de l'Autre en termes de « sexe » et de « genre »

D'après Ochy Curiel, Anibal Quijano dans sa théorie de la colonialité du pouvoir au XX^{ème} siècle :

« marque le corps en tant qu'espace sur le lequel s'exerce la domination, l'exploitation et les relations de genre imposées à partir d'une vision eurocentrée : la liberté sexuelle des mâles, la fidélité des femmes, la prostitution non payée, des schémas familiaux bourgeois, tout ceci fondé sur la classification raciale¹⁹ ».

¹⁷ *Ibid*, p. 113.

¹⁸ *Ibid*. p.111.

¹⁹ Ochy CURIEL, « Critique postcoloniale et pratiques politiques du féminisme antiraciste », *Mouvements*, n°51, septembre-octobre 2007, p.122.

Ainsi pour mieux comprendre comment la construction de l'Autre s'est élaborée, il faut aussi analyser la manière dont une division entre les sexes – qui existait déjà en Europe- s'est reproduite et perpétuée en Amérique latine selon le modèle eurocentré des colonisateurs, mais en y ajoutant la racialisation du sexe. Comme l'écrit Silvia Federici, « tout comme la discrimination fondée sur la « race », la discrimination sexuelle était davantage un bagage culturel que les colons avaient apporté d'Europe avec armes et chevaux²⁰ ». Nous partirons de cette citation pour expliciter les effets que la domination coloniale a eu sur les femmes et sur les constructions sociales imposées depuis la période de la colonisation. Nous rajouterons aussi le processus de sexualisation de la race, c'est-à-dire la manière dont s'est construit une hypersexualisation des femmes racisées légitimant les violences faites sur leurs corps, sur la base de stéréotypes sexuels²¹, qui ont ensuite été utilisés par les groupes armés colombiens pour justifier les violences sexuelles faites aux femmes non-blanches.

Une des questions est donc de savoir, si dans le monde préhispanique, il existait déjà un système patriarcal ? D'un point de vue historique, Rita Segato s'oppose à l'idée que le système patriarcal était inconnu avant la colonisation. Selon elle, il existait un patriarcat de « basse intensité » qui s'est transformé en un patriarcat de « haute intensité » avec l'arrivée des colons et leurs constructions sociales. Cette idée suit celle de Maria Lugones qui explique que lors de la colonisation, certes les peuples originaires ont été dominés et considérés comme inférieurs, mais les normes européennes ont tout de même permis aux hommes vaincus de garder un avantage : celui de leur supériorité sur les femmes. Pour réutiliser les termes de Segato, la colonisation a créé une masculinité de « haute intensité ». De plus, du point de vue des colons, cette masculinité était bénéfique aux colons car ils ont créé une hiérarchisation sexuelle à l'intérieur des groupes dominés. Pour renforcer leur pouvoir, ils ont construit un système de domination à l'intérieur de la structure sociale des dominés.

Les femmes blanches européennes, piliers de la continuité raciale

En ce qui concerne les femmes européennes, la « pureté du sang », a permis aux colonisateurs de contrôler la sexualité des femmes blanches mais aussi des peuples originaires. Au sujet de la domination entre les sexes en Europe, on imposait déjà des formes de restrictions sexuelles et des contrôles de la sexualité aux femmes, au regard de la religion et la tradition, afin de

²⁰ Silvia FEDERICI, *op.cit*, p.7.

²¹ La « sexualisation de la race », cf. Peter WADE, Fernando, GIRALDO, Mara, VIGOYA, *Raza, etnicidad y sexualidades*, Bogota : Coleccion lecturas CES, 2008.

maintenir la hiérarchie sociale fondée sur la race. Les femmes étant les piliers de cette pyramide raciale et garantes de la reproduction biologique et sociale des plus privilégiés. De plus, durant la colonisation hispanique l'imposition de codes sociétaux et des hiérarchies en fonction de la « race » ont accentué les différences entre hommes et femmes. Car beaucoup d'hommes des groupes dominants circulaient dans le milieu des femmes de groupes dominés, mais les femmes des groupes dominants étaient soumises à un très fort contrôle de leur sexualité, notamment pour accentuer la différence entre les hiérarchies raciales. Le métissage très rapide de la population a eu comme conséquence un plus fort contrôle de la sexualité des femmes des élites blanches. Alors que la Conquête comportait seulement 6% de femmes, celles-ci représentaient la clef légitimant la domination raciale²². C'est ce métissage qui faisait peur aux élites blanches : voir s'effondrer leur supériorité basée sur la couleur de peau et la pureté de leur sang. Les femmes furent donc utilisées, et leur corps contrôlé, pour renforcer cette catégorisation raciale à travers la racialisation de leur sexe et les différences construites par le modèle blanc masculin. Lors de la période de l'indépendance, les femmes racialisées étaient souvent associées au passé pré hispanique, à ce passé irrationnel, sans cultures, selon le point de vue eurocentré. Ainsi, elles sont catégorisées comme en opposition avec le progrès et la modernité, assimilés à l'homme blanc ou métis. En ce qui concernait les femmes noires, indigènes et métisses, celle qui allaitaient leurs enfants, étaient exclues de la société et des critères de qualité, car cet acte était perçu comme un retour à l'état « sauvage » selon le point de vue eurocentré. De plus, selon les croyances médicales et religieuses de l'époque, par la transmission de lait de la mère à l'enfant, se transmettait aussi les « vices » et les critères d'« impureté ». Ainsi, l'enfant était automatiquement étiqueté et catégorisé dès sa naissance et ce déterminisme social - qui écartait des sphères du pouvoir-permettait de consolider et « purifier » la hiérarchie sociale²³.

Au-delà de la différenciation à travers la couleur de peau, c'est donc aussi à travers le sexe que se crée une hiérarchie. Celle-ci permet ainsi de contrôler la moitié de la population : les femmes sans distinction de couleur de peau ; ainsi des rôles sont assignés en fonction du sexe, mais aussi la sexualité est différenciée entre hommes et femmes ; la sexualité devant être contrôlée pour garantir la perpétuation de l'hégémonie des colons blancs et de la structure sociale. Comme l'écrit Carmen Montenegro, on assiste à la racialisation du sexe : un entremêlement entre sexe/genre/race permet de maintenir la société en place, en contrôlant la sexualité des femmes, en imposant des rôles assignés en fonction du sexe, cela maintient la division du travail

²² Nelly, SCHMIDT, *Histoire du métissage*, Paris: Éditions de la Martinière, 2003, p.40.

²³ Max S. HERING TORRES, *op.cit*, p.13.

entre les classes, la domination entre les races et entre les sexes. Cette racialisation des sexes permet donc de créer une différence entre les sexes, et entre les femmes.

De plus, comme l'a développé le chercheur Peter Wade, on assiste à une sexualisation de la race des femmes considérées comme Autre, et le viol a été utilisé comme une stratégie incontournable des phases d'accumulation primitive. L'auteur fait la relation entre l'avènement du capitalisme et l'utilisation de la sexualisation des races lorsqu'il relate que les colons européens ont construit une image de la femme racisée hypersexualisée, animale, agressive, sauvage, qui a besoin d'être domptée, tout comme la nature sauvage de ce nouveau continent²⁴. Peter Wade poursuit en décrivant l'usage du viol « comme une arme de répression contre elles et d'agression contre les hommes subordonnés », mais aussi comme moyen de reproduction de la main d'œuvre nécessaire au système capitaliste et raciste²⁵. La création de ces images sexualisées et racialisées ont été perpétuées après l'indépendance en 1810 par l'oligarchie au pouvoir, proche des anciens colonisateurs.

3. Période post coloniale et XXème siècle

En 1810, la Colombie obtient son indépendance mais conserve le modèle colonial européen et la hiérarchisation des « races ». Quijano décrit la construction de l'État nation comme un processus de relative homogénéisation d'une population auparavant hétérogène et diverse, pour produire une identité commune, consolidée par une forte loyauté à cette identité. Mais dans les sociétés post coloniales qui ont perpétué le système de domination/exploitation raciale, la création d'une identité commune était beaucoup plus compliquée et ne s'est pas construite ou propagée dans les esprits. Anibal Quijano estime que cette minime protection n'a pas été perpétuée par les élites oligarchiques :

« la pequena mayoría blanca que asumió el control de esos Estados se encontró inclusive con la ventaja de estar libre de las restricciones de la legislación de la Corona española, que se dirigían formalmente a la protección de las razas colonizadas²⁶ ».

Au nom de l'uniformisation du territoire, de la modernité et du progrès, on assiste dès lors à la disparition des cultures non européennes et à une nouvelle colonisation, cette fois-ci interne. Ce

²⁴ Peter WADE, *op.cit*, p.16.

²⁵ Je me base sur cette définition du racisme : « le racisme consiste à considérer les différences entre individus qu'elles soient physiques ou culturelles comme héréditaires, immuables et « naturelles » ; il établit une hiérarchie entre des catégories d'êtres humains. Il peut se traduire par des sentiments, par des actes allant de la discrimination jusqu'à l'extermination de l'autre ». cf. Evelyn Heyer, « Vous avez dit racisme ? », *theconversation.com*, 30 mars 2017.

²⁶ Anibal Quijano, « Colonialidad del poder, Eurocentrismo y América latina », *CLACSO*, 2014, p.816.

phénomène de « colonialisme interne », a été utilisé par les scientifiques dans les années soixante et soixante-dix pour « caractériser l'apparente relation paradoxale des États indépendants avec les populations colonisées²⁷ ». Les nouvelles élites au pouvoir perpétuent le racisme issu de la période de colonisation précédente et comme le décrit Sabine Masson « le nouveau sujet universel vecteur de « civilisation », nationale désormais, est une variante de la figure de l'Européen : appelé Blanc, Espagnol, Créole, Latin ou Métis, il est en réalité « blanchi » dans son identité sociale et raciale²⁸ ». L'écrivain colombien William Ospina explique que, sur cette époque post coloniale, « el unico credo verdadero es el impartido por la iglesia catolica (...) el matrimonio por la iglesia catolica es la unica fuente de legitimidad social », toute personne en dehors de ces canons sociaux et religieux était reléguée au bas de la hiérarchie sociale²⁹. En ce qui concerne le modèle de développement économique, il reposait aussi sur les critères européens de hiérarchisation raciale du travail, au sein de laquelle les peuples originaires n'étaient perçus que comme source de retard au développement. C'est ce qu'Ospina décrit comme le « paradigme européen ». Soit une représentation du monde construite depuis le point de vue européen « blanc », étiqueté comme l'unique source de développement face aux peuples « primitifs » qu'ils ont l'obligation morale d'« éduquer »³⁰. C'est ainsi dit-il que débute le processus de « globalisation » il y a déjà cinq siècles. Suivant le modèle européen, il faut utiliser la violence et détruire tout obstacle à leur mission civilisatrice : le régionalisme et l'entre soi, qui perpétuent les traditions locales et communautaires, sont perçus, décrétées comme des sources de retard au « développement ». Ainsi le but est d'exclure et d'effacer toutes les traditions des peuples originaires indigènes pour ne faire exister que l'identité globale, l'identité nationale, basée sur la culture du développement, associée au paradigme européen et aux représentations socialement construites du phénotype. Dussel décrit la « Découverte » de l'Amérique plutôt comme une « dissimulation » : car les européens ont « caché » ou tenté de dissimuler le passé pré hispanique – et ses populations- en créant un nouveau monde, façonné selon la vision eurocentrée. C'est ainsi que l'on assiste au XVIème siècle à la construction et l'invention et la fabrication d'une Amérique, où l'Autre doit assimiler ce modèle européen pour devenir « moderne » : « le « couvert » a été « découvert »: *ego cogito cogitatum*, mais immédiatement « re-couvert » comme Autre³¹ », comme l'estime Dussel.

²⁷ *Ibid*, p.816.

²⁸ Sabine MASSON, *op.cit*, p.186.

²⁹ Paola SANDOVAL, Suad MOLINA, *La inclusion indigena y el desarrollo : los casos de Colombia y Ecuador*, mémoire en sciences économiques et sociales, Universidad de la Salle, Bogota, 2016, p.15.

³⁰ *Ibid*, p.7.

³¹ Enrique, DUSSEL, *1492 : El encubrimiento del Otro. Hacia el origen del "mito de la Modernidad* [en ligne], La Paz : UMSA, 1994, p.36-37.

En 1851 sont proclamées l'abolition de l'esclavage en Colombie et la consolidation d'une République métisse, mais les gouvernements conservateurs gardent les fondements de la hiérarchie des races, avec la figure masculine blanche à la tête de la hiérarchie raciale. Une politique de blanchiment des « races inférieures » est aussi amorcée en Colombie et dans toute l'Amérique latine, pour ainsi se rapprocher de l'idéal de la « pureté blanche ». Pour cela, les gouvernements en place ont promulgué la volonté d'une unité nationale, qui incluait toutes les « races » autour de la même identité, mais aussi de la même langue. Ce processus de « globalisation » au nom de l'unité nationale et d'une culture commune, a rendu invisible et effacé les cultures et coutumes historiques des peuples originaires, considérées comme « inférieures » dans le but d'« unifier » autour d'une seule culture, une seule langue et une seule religion, celle des anciens colonisateurs hispaniques. Cette politique nationale du « blanchiment » en Amérique latine a aussi permis de justifier le viol et l'exploitation des femmes noires et indigènes par les hommes blancs, au nom d'une « amélioration de la race », et de la supériorité masculine des hommes européens³². D'autre part, comme le décrit Mara Viveros Vigoya³³, sachant que cet esprit républicain discréditait la hiérarchie de sang, les élites en place basèrent leur supériorité sur la *morale*, sur *l'honneur*, sur les valeurs bourgeoises, en lien avec la sexualité. C'est alors que s'établit un contrôle encore plus strict de la sexualité des femmes basé sur la *morale sexuelle*, celle-ci devant être protégée par les hommes, au risque de déshonorer la famille et encore une fois, de *souiller* la lignée familiale. Comme le décrit l'autrice, cette question d'*honneur* se transmet aussi dans le domaine militaire : défendre l'honneur national se traduisait par la défense de l'honneur des femmes, ce qui renforça d'autant plus les « masculinités³⁴ ». Et au final, dit –elle « les seuls qui purent tirer totalement bénéfice de la modernité furent les hommes blancs des classes supérieures qui monopolisaient les règles du contrôle moral et le privilège de l'honorabilité³⁵ ». La construction d'une masculinité hégémonique se reproduisait ainsi sur une supposée supériorité sexuelle et raciale, par le *devoir* commun à tous les hommes de classes et « races » différentes, de défendre et protéger *l'honneur national*, caractérisé socialement par la protection de la sexualité des femmes. Ce que l'on peut en déduire, c'est qu'encore une fois, de nouvelles lois et critères socialement construits par l'élite blanche ont été adoptés pour maintenir les hiérarchies raciales et sexuelles en place, et

³² Carmen, XIMENA MARCIALES, « Violencia sexual en el conflicto armado colombiano : racismo estructural y violencia basada en genero », *Revista Via Iuris*, n°19, p. 76.

³³ Mara, VIVEROS VIGOYA, *op.cit.*, p.3.

³⁴ *Ibid*, p.144.

³⁵ *Ibid*, p.147.

toujours en sacrifiant les femmes sur l'autel de leur sexualité et désormais, de *l'honneur national*.

Entre 1886 et 1930 le gouvernement dit de la Régénération est au pouvoir en Colombie. C'est une république conservatrice qui représente l'alliance entre les propriétaires terriens et le clergé et qui reproduit la même hiérarchisation raciale construite par les colonisateurs. Le parti conservateur a mis en place une politique d'exclusion des populations indigènes, soi-disant incompatibles avec le développement économique de la nation basé sur le modèle occidental. Selon eux, le développement ne pouvait se produire que par le haut, par les populations blanches et l'oligarchie au pouvoir ; toute personne racisée était considérée comme un frein à la modernisation. À partir de 1930 le parti libéral est élu, et change la politique en place en voulant construire une cohésion nationale, reposant sur une identité nationale et une inclusion des populations indigènes. Pour le développement économique de la nation, il faut que toute la population soit représentée et travaille en faveur de ce développement ; en opposition aux conservateurs, qui eux voient le développement de la nation dans le passé colonial hispanique et la glorification d'une élite blanche- au-dessus de la hiérarchie raciale- tel l'idéal européen, blanc, rationnel et « civilisé »³⁶. Mais pour faire accepter les peuples indigènes dans la population occidentalisation, les libéraux exhibent le folklore de ces derniers sans les considérer comme sujets politiques- comme l'explique Aura Cumes- à travers l'idée d'une « muséification » des indigènes³⁷. Cela rejoint l'idée de Mathieu Rigouste, car « en désignant celui qui « doit s'intégrer », on stigmatise celui qui ne serait par principe ni l'« un des nôtres » ni exempt de tout soupçon. Dans leur usage pratique, les discours de l'intégration sont discriminants³⁸ ». C'est aussi le point de vue de Sabine Masson qui explique que « la folklorisation des peuples anciennement colonisés est un mode contradictoire de domination qui les anéantit en tant que sujets, mais les exhorte à conserver leurs modes de vie et leurs valeurs « ethniques³⁹ ». Dans les années 30 apparaît aussi le mouvement indigéniste artistico littéraire Bachué qui veut promouvoir l'indianité dans le projet nationaliste, en valorisant les coutumes historiques des peuples originaires et ainsi rassembler la nation autour du passé préhispanique glorieux. De plus, dans les années 30 et début des années 40 naît au sein du parti

³⁶ Christine LAURIERE, *L'exil colombien (1941-1943)*, in *Le savant et le politique*, Publications scientifiques du Muséum, 2008, p.551-596.

³⁷ Claude BOURGUIGNON ROUGIER, « 45. Féminisme décolonial » in *Un dictionnaire décolonial*, Éditions science et bien commun : Québec.

³⁸ Mathieu RIGOUSTE, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Paris : La Découverte, 2011, p.190.

³⁹ Sabine MASSON, *op.cit.*, p.188.

libéral le gaitanisme. C'est un mouvement politique créé par son leader Jorge Eliécer Gaitan, un avocat en voie vers le socialisme, qui était en faveur d'une société multiculturelle et qui réussit à réunir toutes les franges sociales et « raciales » de la population colombienne, mais fut assassiné en 1948.

Au XX et XXIème siècle, la réforme constitutionnelle de 1991 a eu un fort impact sur les droits des populations noires et indigènes, notamment dans sa législation multiculturelle qui définit la Colombie comme une nation « pluriethnique et multiculturelle ». Désormais, le développement économique n'est plus vu à travers l'obligation d'une assimilation culturelle forcée et la suppression des cultures pré hispaniques et afro descendantes mais dans la reconnaissance de ces différentes cultures, de ces différents territoires. Même si selon certains auteurs dont Gros, cette « visibilisation » des cultures indigènes et l'adoption de politiques de différenciation a renforcé la perte de leur identité, car ils n'ont pas été reconnus comme des sujets politiques mais davantage comme des attractions exotiques pour le développement du tourisme⁴⁰. Tout comme l'explique Ana Cumes :

« Les peuples autochtones apparaissent comme les gardiens de la culture, mais jamais comme des sujets politiques. Ensuite, il y a une « muséification » des indigènes qui nie notre statut de sujets politiques. La gauche voit la domination comme de l'exploitation, et dans une large mesure, c'est le cas. Pour nous, le colonialisme n'est pas un système d'exploitation, mais un mode de domination, d'oppression, qui ne repose pas seulement sur l'économie. S'il n'avait été question que de cela, tant de gens ne seraient pas morts pour défendre le christianisme⁴¹».

Selon Mosquera et Rodriguez, on assiste à quatre formes de racisme en Colombie au niveau structurel, culturel, institutionnel et social. Le racisme structurel se définit par une conjonction de facteurs, de valeurs et de pratiques, par lesquelles se consolident et s'enracinent les désavantages sociaux et économiques des personnes non blanches à l'intérieur de la structure politique et sociale de l'État. Il croît au sein même de l'organisation de la société, au sein des rapports sociaux qui se sont développés au cours des siècles sur la base de traditions et coutumes. En ce qui concerne le racisme culturel, Wieviorka explique que c'est lorsque « les attributs culturels d'un groupe sont utilisés pour le marquer comme différent », dans le cas de la Colombie et de la condition des personnes non-blanches, ces attributs culturels sont pour la plupart issus de la hiérarchisation raciale coloniale. On peut dire que le racisme culturel renforce le conflit armé colombien car ce type de racisme et de discriminations sont ancrés dans les institutions étatiques et ont implicitement renforcé le vide étatique auquel sont confrontées les

⁴⁰ Paola SANDOVAL, Suad MOLINA, *op.cit.*, p.42.

⁴¹ Claude BOURGUIGNON ROUGIER, « 45. Féminisme décolonial » in Un dictionnaire décolonial, Éditions science et bien commun : Québec.

régions en proie au conflit armé. L'abandon de ces régions aux groupes armés montre bien le dénigrement étatique des classes « supérieures » et la hiérarchie raciale qui existe entre régions notamment celles qui abritent les populations considérées auparavant comme « inférieures », (afro-colombiennes dans le Choco et indigènes dans le Cauca, Putumayo, Caraïbe). Pour mieux contextualiser l'impact de cette géographie racialisée sur les peuples originaires, nous utiliserons le cas du Guatemala et du génocide maya, comme preuve de la reproduction des préjugés colonialistes sous la forme d'une colonialité de la violence.

4. La colonialité de la violence et colonialisme interne à la fin du XXème : Guatemala et Colombie

Lors du conflit armé colombien qui a débuté au milieu du XXème siècle et qui se poursuit au XXIème siècle, les déplacements de populations orchestrés par les groupes armés sur ces populations exilées, à des fins capitalistes en sont aussi une démonstration. A l'ère du néolibéralisme, l'héritage colonial est d'autant plus présent comme on le voit par l'accaparement de terres afro descendantes et indigènes et par l'usage de violences sexuelles sur les femmes racisées. Selon Julia Sachseder, les paramilitaires perpétuent le passé colonial, elle a conceptualisé ses actions sous le nom « colonialité de la violence ». Cette théorie sert à expliquer le renforcement inégalitaire et hiérarchisé d'une société qui repose sur un rapport de dominants/dominés basé sur les critères de classe, race, genre. Elle analyse la violence comme le produit des structures coloniales, capitalistes et genrées qui sert ensuite à renforcer la relation entre des groupes dominants et d'autres subalternes. Cette relation est conceptualisée par l'auteure comme un espace partagé par des violentes formes de domination et d'appropriation qui facilitent l'accumulation du capital et qui pourraient favoriser une relation d'oppression structurelle dans la Colombie post-conflit. Toujours aujourd'hui on assiste à une colonisation interne de groupes armés qui prennent les terres de paysans et entraîne des déplacements de populations à des fins néolibérales, c'est à dire selon la définition néomarxiste, pour étendre et maintenir la domination et la hiérarchie raciale et sexuelle héritée du passé colonial. Ainsi, au XXème et XXIème une nouvelle rhétorique est utilisée pour justifier ce néo colonialisme. Auparavant le colonialisme se faisait au nom du christianisme, pour sauver les âmes des conquis et pour les « éduquer ». Cette fois ci, nous assistons à un phénomène de colonialisme interne qui se construit au nom du développement économique des régions, de l'enrichissement des populations marginalisées, qui vivent dans des zones difficilement accessibles et souvent dans des territoires géographiques racialisés. Le « développement » promu servirait à faire profiter

ces populations de l'économie de marché, pour ceux qui se trouvent dans des zones « sous développées », sans au préalable leur avoir demandé leur avis. L'une des différences entre le colonialisme et le néocolonialisme que l'on peut remarquer est qu'au XV^{ème} siècle le but était de peupler les terres, tandis qu'aujourd'hui le but est de dépeupler ces terres de ses habitants, comme on a pu le voir avec les différentes techniques des paramilitaires (usage de la terreur, du viol, des déplacements de population) pour s'accaparer de nouvelles terres et stopper toute forme de résistance au projet néolibéral. Ainsi comme préambule à l'étude de cas colombienne, il sera intéressant d'étudier le cas du Guatemala et du génocide perpétué contre la population maya au cours de la guerre civile entre 1960 et 1996. L'analyse de ce génocide nous permettra de poser un exemple sur le concept de « colonialité du pouvoir » et de « colonialité de la violence » et ainsi montrer comment, cinq cents ans après le début de la colonisation, la hiérarchisation de race et les stéréotypes qui y sont assimilés se sont perpétués. Le cas du Guatemala représente aussi l'impact de la pensée néolibérale étatsunienne sur les systèmes économiques et politiques latino-américains et comment le point de vue occidental, d'un pays dit « développé » régit encore la géopolitique des pays dits « en voie de développement ». Ce génocide montre aussi comment la vision de l'Autre reste enracinée dans une racialisation qui est perçue comme une source de retard au « développement » si sacralisée par les élites blanches au pouvoir.

Le génocide maya au Guatemala comme étude de cas de la colonialité de la violence et la volonté d'éradication de l'Autre

Au Guatemala, il y a eu une guerre civile de 1960 à 1996 qui a fait plus de 200 000 morts, la majorité se sont déroulés entre 1978 et 1985⁴². En 1994 l'Accord d'Oslo signe la paix entre la guérilla URNG et le pouvoir militaire en place. Parmi ces morts, 83% venaient d'ethnies mayas⁴³. Cette guerre a été justifiée par le pouvoir militaire en place par une politique anti insurrectionnelle contre les guérillas communistes, regroupées sous l'acronyme UNRG. La stratégie utilisée par les militaires était inspirée de celle mise en place par les militaires français durant la guerre d'Algérie puis des soldats américains au Vietnam : attraper le poisson (la guérilla) en asséchant la mer (la population), l'assèchement se faisant par des techniques de terreur, ce qui créa de grands déplacements de population. Selon la Commission pour la vérité

⁴² Marta, CASAUS ARZU, « El Genocidio: la máxima expresión del racismo en Guatemala: una interpretación histórica y una reflexión » [en ligne], *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 23 septembre 2009, p. 2.

⁴³ *Ibid*, p.3.

historique (CEH), mise en place après la guerre, l'armée et les milices paramilitaires étaient responsables de 93% des morts et la guérilla 3%.

Un génocide au nom du profit néolibéral : exemple de la colonialité du pouvoir au XXème

L'auteur utilise le concept de colonialité pour décrire les bas-fonds du génocide guatémaltèque, à travers l'idée que la colonisation et la catégorisation raciale selon des critères phénotypes ne sont pas terminées et sont reproduites depuis 500 ans. Ces critères sont l'un des facteurs du génocide organisé par les élites masculines blanches au pouvoir contre l'*Autre*. L'auteur explique que ce génocide et ceux qui se sont déroulés post colonisation résultent d'une volonté des états-nations plus « avancés » et « modernes » d'accumuler leur pouvoir politique et économique global sur les pays considérés comme « moins avancés », « sous-développés » et moins « modernes ». Ce processus de modernisation – qui se fait par l'extrême violence, l'expropriation des terres et la domination patriarcale- est dominé et manipulé par les états dits « modernes » - selon le modèle européen et la vision euro-centrée de la modernité, dont la Conquête en est une représentation désastreuse. Dans le cas du Guatemala, leur processus de modernisation a été manipulé par les États-Unis – comme pratiquement le reste du continent américain- qui avait installé sur le sol guatémaltèque la puissante United Fruit Company (UFC). C'est ainsi que pour protéger leur investissement économique, les États Unis ont invoqué la doctrine de sécurité nationale au nom de la lutte anti communiste, pour ainsi légitimer l'utilisation de la violence sur un territoire étranger. Car au printemps 1950 un militaire progressiste est élu démocratiquement, Jacobo Arbenz qui veut redistribuer les terres, et engager des réformes économiques et sociales, non pas sur un modèle communiste mais plutôt populiste démocratique avec une meilleure redistribution des richesses socio-économiques en organisant une réforme agraire. À partir de l'hiver 1952 le parti communiste local (PGT) va profiter de cette redistribution des terres et devient de plus en plus populaire auprès des paysans. En mai-juin 1954 a lieu un coup d'État contre le président Arbenz, démocratiquement élu. Ainsi les États Unis ont étiqueté Arbenz comme communiste et au nom de la doctrine de sécurité nationale, ils ont permis à l'oligarchie militaire et proche des États Unis de fomenter un coup d'État. Au cours des années soixante on assiste à une progression des guérillas révolutionnaires dans le pays, en opposition avec ce système, la répartition inégalitaire des terres et les inégalités sociales. Comme au Mexique avec les Zetas, et dans une majorité des pays d'Amérique latine, les États Unis soutiennent et entraînent l'armée guatémaltèque en leur apprenant les techniques de la guerre anti-insurrectionnelle. A partir de 1960 et jusqu'en 1996

a lieu une guerre civile entre les différentes guérillas révolutionnaires regroupées autour de l'UNRG et l'État militaire guatémaltèque, aidé par des milices paramilitaires. La majorité des partisans d'Arbenz étiquetés comme communistes, représentent en majorité la population qui était dominée par l'oligarchie au pouvoir, mais aussi les franges de la population les plus pauvres. Toute opposition au pouvoir en place et toute opposition à l'inégale répartition des terres étaient étiquetées comme ennemi interne. La CEH après la guerre a dévoilé que 83% des victimes appartenaient à une seule ethnie, les mayas et que 626 villages mayas avaient été massacrés. L'auteur, dans son texte fait référence à la colonialité du pouvoir pour expliquer les causes structurelles de ce génocide ethnique. Car il montre que, comme la Colombie, depuis son indépendance en 1821 le Guatemala a été dirigé par les mêmes élites coloniales, masculines et blanches, qui ont perpétué et enraciné d'autant plus le système de catégorisation, de domination et d'exploitation raciale hérité de l'époque coloniale ; un système social basé sur l'exclusion d'une majorité en faveur des intérêts économiques de la minorité oligarchique.

Ainsi ce génocide est un exemple de la domination par la terreur et l'extermination à des fins économiques, légitimé au nom de la sécurité nationale et de l'instrumentalisation du terme « ennemi intérieur », qui peut désigner tout le monde et n'importe qui, aujourd'hui modernisé sous le nom de « terroriste ». Lors des massacres au début des années 80, les mayas étaient considérés comme l'ennemi intérieur, associés aux guérillas communistes alors que la majorité des mayas assassinés étaient des paysans pauvres, qui vivaient dans des zones reculées des centres de pouvoir et étaient donc rarement politisés ou du moins rarement considérés comme « communistes ». On parle de *domination par la terreur* lorsque l'on sait qu'il y a eu plus d'un million et demi d'exilés et 626 villages mayas massacrés⁴⁴.

De plus, l'utilisation de la torture de viols de masse, en particulier contre les femmes mayas, ont été recensés, le viol étant été utilisé comme une arme de guerre par les milices paramilitaires. Au début des années 80 - et dans la continuation de la colonialité du pouvoir- on assiste donc à la perpétuation du système patriarcal par la force sur les femmes racisées, car comme l'écrit Jules Falquet « tout comme les femmes ont été dépossédées de leur corps par l'installation d'un patriarcat ancestral puis d'un patriarcat colonisateur, leurs terres et leurs ressources sont captées par les grands propriétaires terriens et des multinationales⁴⁵ ». Le

⁴⁴ Marta CASAUS ARZU, *op.cit*, p.7.

⁴⁵ Valérie POUZOL, « Jules Falquet: Pax neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, no. 2, 2017, p.136.

génocide et la situation politique guatémaltèque sont un exemple des violences néolibérales en Amérique latine et peuvent faire réfléchir sur la possible future situation colombienne. Ce processus de colonisation interne se poursuit au XXIème siècle car, comme le décrit Jules Falquet⁴⁶, depuis 2004 dans un Guatemala post-guerre, plusieurs projets venant de multinationales (projets de barrage, exploitations pétrolières et minières, d'agro-industries) se sont accompagnés de violences envers les populations indigènes et les femmes. En 2011, 800 familles ont été chassées par les militaires de leurs terres au nom du développement d'un projet de biocarburants, puisque des concessions de la part du gouvernement guatémaltèque ont accordé des terrains où habitaient des populations indigènes. Comme durant la guerre, le gouvernement a recruté des mercenaires, des groupes paramilitaires chargés de les déloger par la violence, en commettant des assassinats et des viols. Aujourd'hui la population maya représente 40% de la population guatémaltèque et comporte les taux les plus élevés de pauvreté extrême, d'analphabétisme et de malnutrition⁴⁷.

Depuis le début de la colonisation, les élites au pouvoir ont cherché à protéger leur statut hiérarchique et leurs biens économiques, et à les accroître pour s'assurer leur supériorité de manière héréditaire. Mais pour assurer une supériorité, il faut qu'il y ait des dominants et des dominés, et une légitimation à ce système inégalitaire. Au début de la colonisation c'était par la pureté du sang, puis par la race. Ensuite lors de l'indépendance, au sein du nouvel état libéral oligarchique, les communautés indigènes perdent leur statut juridique de catégorie socio-raciale et sont rendues invisibles. Puis au XXème siècle, l'oligarchie politique en place avait du mal à légitimer cette domination de la « blanchité » par des critères biologiques ou scientifiques et c'est ainsi qu'ils eurent recours aux militaires et à la militarisation de la société pour maintenir leurs privilèges⁴⁸. Les militaires, aidés par les États Unis ont donc continué le système de domination et d'exploitation de la colonisation en utilisant des étiquetages politiques : en tant que communiste, en tant qu'ennemi intérieur, puis au XXIème siècle en tant que « terroristes ». C'est l'utilisation de ces catégorisations sociales, qui entre autres, montre que le système colonial de domination existe toujours dans les sociétés post coloniales, sous la forme de la « colonialité du pouvoir ». La rhétorique de la doctrine de la sécurité nationale et de l'ennemi intérieur, a permis de légitimer la violence, et a élargi cette catégorisation politique et cet

⁴⁶ Jules, FALQUET, *Pax neoliberalia : Perspectives féministes sur la (ré)organisation de la violence*, Paris : Éditions iXe, 2016, 187p.

⁴⁷ Jean Michel CAROIT, « Les plaies à vif de la guerre civile » [en ligne], *Le Monde*, 12 juillet 2012.

⁴⁸ Ibid, p.5.

étiquetage à toutes les formes d'opposition. Voilà une idée du prix de la « modernisation », principe colonial et eurocentré. Une des différences que l'auteur montre c'est qu'au XXème et XXIème siècle, ces systèmes d'hégémonies politiques latino-américains sont-eux-mêmes sous la domination des États-Unis, qui perpétue le processus d'accumulation primitive du pouvoir politique en Amérique latine à des fins d'accumulation économique. Le génocide au Guatemala est très intéressant pour montrer comment les dérives de la construction de l'Autre basées sur des catégorisations raciales et sexuelles peuvent reproduire un deuxième génocide au XXème siècle sur continent latino-américain. Pour poursuivre cette analyse nous verrons ensuite comment cette colonialité du pouvoir s'est reproduite à la fin du XXème siècle, à l'ère de la mondialisation néolibérale et au début du XXIème siècle. Notamment nous analyserons l'impact de la mondialisation sur la privatisation de la guerre, et les nouvelles formes de colonialité de la violence qui se construisent ensuite.

B. Mondialisation au XXIème siècle entre exploitation/domination de la « race » et du « genre »

1. Désormais, une violence privatisée et informelle.

D'après la thèse de Mary Kaldor sur laquelle nous nous appuyons, la mondialisation a eu un effet sur le processus de la guerre et le continuum de violence qu'elle provoque⁴⁹. A partir des années 80-90 on assiste à de « nouvelles guerres » selon les termes de l'auteure. On retrouve dans ces nouvelles formes de guerre une violence beaucoup plus accrue sur les civils, mais surtout les effets héréditaires de la hiérarchisation raciale héritée du passé colonial. Une des particularités de ces « guerres nouvelles » serait le lien qu'elles entretiennent avec les populations civiles et l'inclusion de celles-ci dans les stratégies militaires. Mary Kaldor voit la mondialisation comme un « processus complexe d'homogénéisation et de différenciation⁵⁰ », dont sa volonté de globalisation provoque un « déferlement identitaire », selon les termes d'Achille Mbembe, théoricien camerounais du post colonialisme. Ce déferlement identitaire qui s'est propagé à l'ère mondialisée et globalisée aurait été utilisé comme fer de lance pour justifier ces guerres/ conflits civils. À l'inverse des guerres révolutionnaires d'indépendance avant les années 70-80, qui déployaient une rhétorique surtout idéologique, en vue de rallier la

⁴⁹ Mary, KALDOR, *New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era*, Cambridge: Polity Press, 2012.

⁵⁰ Bernard, DREANO, « Les nouvelles guerres de la mondialisation », *Réflexion*, n°84, premier trimestre 2000, pp.24-25.

population à la cause des belligérants, et non pas dans le but de la terroriser. C'était davantage des guerres basées sur des « idées », car selon Mary Kaldor :

« les politiques des idées portent sur des projets tournés vers l'avenir. Elles tendent à être englobantes, c'est-à-dire à incorporer tous ceux qui soutiennent les idées en question. [...] Les politiques identitaires, elles, sont plutôt fragmentées, tournées vers le passé, et exclusives⁵¹ ».

Cette différence entre nouvelles et anciennes guerres se situe au moment historique de la chute de l'URSS et la fin de la guerre froide, cette période étant souvent perçue comme la fin des idéologies. Durant les quatre décennies de la guerre froide, une polarisation systémique et idéologique entre l'Orient et Occident s'était imposée, entre le monde communiste et capitaliste, ainsi chacun devait choisir son camp et son idéologie. Selon Kaldor, les belligérants essayaient de « gagner les cœurs des civils » alors qu'aujourd'hui la violence contre les civils et les systèmes de contrôle social par la terreur permettent l'adhésion de la population par la violence. C'est-à-dire qu'avant la fin de la guerre froide le monde était divisé entre formellement distincts, entre dominants et dominés, pauvres et riches, blancs et non blancs, communistes et capitalistes, ce qui a mené ces « guerres des idées » : les guerres révolutionnaires contre des systèmes de répartition inégalitaire de la terre en Amérique latine principalement, les guerres d'indépendance dans les anciennes colonies, les mouvements révolutionnaires d'extrême gauche en Europe. Dans le concept de « guerre des idées », on retrouve aussi l'idée de guerre politique, dans un monde très manichéen divisé souvent en deux. Alors que dans le monde post guerre froide, à l'ère de la globalisation, de la création d'une culture globale, au libéralisme économique, à l'ouverture économique des pays, à la mise en concurrence, et à la privatisation des entreprises, l'idée de « bien » ou de « mal » demeure floue, dans un monde où les anciennes structures sociales (famille, religion, État) n'ont plus le pouvoir d'avant. Les luttes idéologiques « politiques » en faveur de la population ont été remplacées par des luttes idéologiques économiques privatisées en faveur d'une minorité, parfois étrangère. Cette volonté de culture globale, efface les identités personnelles, communautaires, c'est donc aussi pour cela que l'on assiste à un retour du religieux, à un déferlement identitaire, à un retour du conformisme, plus globalement à un retour de la glorification de l'ordre. C'est ce qu'a compris Alvaro Uribe lors de sa campagne présidentielle en 2001, en mettant en avant les valeurs familiales traditionnelles et patriarcales -le bon père, le bon mari- et les valeurs guerrières qui rétablissent les valeurs manichéennes – avec la construction d'un ennemi

⁵¹ Roland MARCHAL, Christine MESSIANT, « Les guerres civiles à l'ère de la globalisation : Nouvelles réalités et nouveaux paradigmes » [en ligne], *Critique Internationale, Presses de sciences po*, 2003, p.92.

intérieur, d'un discours ami-ennemi- qui permettent de rétablir aussi la doctrine militariste et masculiniste- le bon soldat, la patrie- pour établir une cohésion nationale et une identité nationale.

Le deuxième critère de différence est l'utilisation de la violence contre les civils comme stratégie des nouvelles guerres. Des changements stratégiques s'opèrent au sein des nouvelles guerres contre insurrectionnelles face aux anciennes stratégies classiques : aujourd'hui il ne s'agit plus de conquérir « les cœurs et les esprits » de la population civile mais d'établir le contrôle d'un territoire par la terreur. Mary Kaldor utilise le terme d'« économie de guerre globalisée » pour différencier les nouvelles guerres des « anciennes » - analysées par Clausewitz. Nous assistons désormais à une privatisation des groupes armés, comme par exemple la formation des groupes paramilitaires en Colombie ou des mercenaires payés par des sociétés militaires privées. Ce sont des guerres « paramilitarisées » comme le souligne Rita Segato : « Las guerras antes eran entre Estados, se hacían con insignias, con uniformes, con métodos para levantar la moral de la tropa. Todo era convencional, eran guerras de escuela. Hacia la segunda mitad del siglo XX la guerra se paramilitarizó⁵² ».

Kaldor se base sur la Bosnie Herzégovine, mais son étude de cas peut aussi s'utiliser pour la Colombie lorsqu'elle explique que les « nouveaux faiseurs de guerre » établissent un nouveau contrôle social de la population qui consiste à éliminer tout opposant à leur projet, notamment en utilisant, en provoquant de grands déplacements de population :

« Tous les autres doivent être éliminés. [...]C'est pourquoi la principale méthode de contrôle du territoire n'est pas le soutien du peuple comme dans le cas des guerres révolutionnaires, mais le déplacement du peuple : il s'agit de se débarrasser de tous ceux qui pourraient être des opposants⁵³».

L'informalité est aussi l'un des critères de ces nouvelles guerres comme l'analyse la féministe argentine Rita Segato :

« (...) las así llamadas «guerras internas» de los países o los «conflictos armados» son parte de ese universo bélico con bajos niveles de formalización. No comportan ni uniformes ni insignias o estandartes, ni territorios estatalmente delimitados, ni rituales y ceremoniales que marcan la «declaración de guerra» o armisticios y capitulaciones de derrota, y aun cuando hay ceses del fuego y treguas sobreentendidas, estas últimas son siempre confusas, provisionarias e inestables, y nunca acatadas por todos los subgrupos de miembros de las corporaciones armadas enfrentadas. Estos conflictos, en la práctica, no tienen un comienzo y un final, y no ocurren dentro de límites temporales y espaciales claros⁵⁴ ».

⁵² Rita, SEGATO, *op.cit*, p.162.

⁵³ Mary KALDOR, *op.cit*, p.98.

⁵⁴ Rita SEGATO, *op.cit*, p.61.

Les civils ne sont plus seulement des dommages collatéraux mais des cibles stratégiques et les violences sexuelles sont instrumentalisées comme une technique militaire utilisée au cours de ces guerres informelles. Au XXème siècle, en Bosnie Herzégovine, au Rwanda ou en Colombie, nous avons pu remarquer que le corps des femmes a été utilisé comme une arme de guerre et que le viol est désormais analysé comme une « stratégie délibérée » de guerre⁵⁵. Désormais, ce qui était catégorisé comme « dommage collatéral » dans le langage militaire, c'est-à-dire qui n'était pas officiellement visé, devient, dans les nouvelles guerres, une stratégie militaire comme le décrit Kaldor :

« Esencialmente, todo lo que se consideraba un efecto colateral no deseable e ilegítimo de la antigua guerra se transformó en el modo central de luchar en las nuevas guerras [...] Estas guerras son racionales en el sentido de que aplican pensamiento racional a los fines de la guerra y rechazan los límites normativos⁵⁶ ».

Ainsi, au cours de ces guerres nouvelles où les règles « classiques » de la guerre se sont évaporées, où différents groupes informels s'affrontent sur des terrains sans délimitation, où la « victoire » est remplacée par des cycles de violences sans « fin » concrète, les corps des femmes sont instrumentalisés pour délimiter et exprimer l'identité des vainqueurs et des vaincus. Mais aussi les corps des femmes sont utilisées comme des outils pour prouver son appartenance à un certain modèle de masculinité militarisé, un des piliers de la guerre. Ainsi lors de ces guerres, ces conflits sans noms, ces conflits internes où se jouent des rapports de pouvoirs externes, dans ce flou mondialisé et globalisé, les corps des femmes restent une valeur « sûre », une valeur « traditionnelle » sur lesquels écrire la guerre.

Ce n'est donc pas une guerre organisée *pour* mais *contre* la population. *Pour* le développement économique mais *contre* les populations locales. C'est exactement les techniques des paramilitaires que nous allons développer plus tard dans cette analyse.

Ainsi, dans la suite de cet écrit nous analyserons la question des « masculinités » et « féminités » à l'heure du capitalisme et la manière dont la violence étatique a eu un impact sur les étiquetages traditionnellement normés.

⁵⁵ MARSAUD, Olivia, « La profanation des vagins, Bolya dénonce le viol comme arme de guerre », Afrik.com, 15 avril 2005.

⁵⁶ Rita, SEGATO, « Las nuevas formas de la guerra y el cuerpo de las mujeres », *Sociedade e Estado*, n°29, août 2014, pp.347-348.

2. À l'ère capitaliste : consolidation de la valeur marchande entre « masculinité » et « féminité »

Pour poursuivre l'idée de Kaldor et de la privatisation de la guerre, Falquet analyse une réorganisation plus globale de la violence, avec une mise en place d'une « fusion croissante entre acteurs étatiques et non étatiques ». On peut donc y lire une privatisation de la violence, particulièrement liée au « modèle néolibéral mondialisé post guerre froide », selon les termes de Kaldor. Les « guerres nouvelles » de Kaldor se conceptualisent autour de la « guerre contre le narcotrafic », débutée dès 2007 au Mexique, décrite par Falquet comme une « guerre intérieure affranchie de toutes les règles de la guerre classique⁵⁷ ». Cette privatisation de la violence, qui se caractérise aussi par la non-délimitation de frontières, de territoires, ou même d'ennemis concrets, se généralise donc au territoire entier et peut être vue comme le « nouveau modèle de coercition néolibéral » du XXIème siècle. Pour expliquer l'imbrication entre la privatisation de la guerre, le néolibéralisme et le renforcement des « masculinités », nous nous aiderons de la théorie de Roswitha Scholz, qui voit le capitalisme et la modernité comme un système fondé sur la scission entre les genres « masculins » et « féminins »⁵⁸.

Le néolibéralisme a eu comme effet une déliquescence des liens sociaux. La crise institutionnelle dans le monde depuis le début de la mondialisation, de la globalisation, a entraîné un délitement des institutions sociales et des coutumes traditionnelles et locales ainsi qu'un appauvrissement des classes populaires et paysannes, face à une concurrence inégalitaire. En ce qui concerne les rapports entre les sexes, entre les races, le capitalisme, par son modèle de libéralisation économique, d'ouvertures des frontières économiques, promeut l'idée d'une abolition des différences face à une marchandisation des rapports sociaux. Comme l'écrit Johannes Vogele, sociologue allemande, « le patriarcat serait, pour ces critiques, un résidu précapitaliste (comme le racisme et l'antisémitisme) voué à disparaître, parce qu'inadapté au capitalisme pleinement développé⁵⁹ ». Ainsi le modèle hégémonique, hérité de l'ère coloniale, de la suprématie de l'homme blanc européen hétérosexuel tendrait à disparaître. Mais l'autrice, au contraire, démontre que, grâce aux concepts de « masculinité » et de « féminité » qui

⁵⁷ Jules FALQUET, *Pax Neoliberalia*, p.21.

⁵⁸ Roswitha SCHOLZ est l'une des principales théoriciennes allemandes du courant de la critique de la « valeur/dissociation », elle a écrit le livre *Le sexe du capitalisme. « Masculinité » et « féminité » comme piliers de la modernité*, Paris : Éditions Crise & Critique, 2019.

⁵⁹ Johannes VOGELE, « Le côté obscur du capital. « Masculinité » et « féminité » comme piliers de la modernité », *Palim Psao*, 21 octobre 2017.

appuient et enracinent le patriarcat, et qui sont perçus comme des producteurs de marchandises ; ils ne font alors qu'accroître et enraciner le modèle néolibéral.

Cela peut rejoindre la thèse de Wendy Brown, professeure de sciences politiques, qui montre comment le néolibéralisme est aussi producteur de conservatisme et de normes conservatrices traditionnelles, malgré leurs oppositions idéologiques. Dans son livre *Les habits neufs de la politique mondiale*, Wendy Brown montre le lien entre néolibéralisme et néo conservatisme, en expliquant que le néo conservatisme est nécessaire pour contrôler -en moralisant- la liberté synonyme du néolibéralisme « car si le néolibéralisme est l'ensemble des techniques de contrôle d'autrui et de soi par accroissement plutôt que par diminution de la liberté, la liberté y sera d'autant plus sûrement autolimitée qu'elle se trouvera *moralisée* – c'est là la fonction du néo conservatisme⁶⁰ ». On assiste à une révolution conservatrice organisée de manière hégémonique, c'est à dire perçue comme « allant de soi » par les dominés. Face à la perte de valeurs sociales, du délitement du lien social, et du trop-plein de liberté, on assiste donc à une perte aussi de confiance envers les institutions qui ne respectent pas le principe de la « sécurité de la vie ». Ceci étant une conséquence directe de la politique néolibérale, de l'ouverture économique et de la mondialisation. C'est à ce moment que l'on peut dire que le néo-conservatisme arrive et est l'un des piliers du néolibéralisme car il arrive à limiter la liberté en la moralisant et deuxièmement, face au manque de valeurs, on valorise les valeurs conservatrices : tradition, les normes morales. Après la fin de la guerre froide, on assiste à l'effondrement du modèle communiste, et la victoire du modèle libéral, du capitalisme, la privatisation, la perte des avancées en matière de droits sociaux, la perte des liens familiaux. On se dirige vers une civilisation globale décrit en ces termes par Ibrahim Maalouf :

« Les nouvelles technologies sont en train de créer une civilisation globale dans laquelle beaucoup de nos contemporains ne se reconnaissent pas vraiment. Bien des gens ont le sentiment d'être perdus, et menacés par une évolution qu'ils ne maîtrisent pas, qu'ils ne comprennent pas toujours, et qui affecte pourtant leur existence et souvent la bouleverse. De plus, cette civilisation globale est en train d'émerger à un moment où les idéologies sont déconsidérées, surtout celles qui prônaient l'internationalisme. Depuis la fin de la guerre froide, nous nous trouvons dans un monde qui ne croit plus à aucune idéologie, et où bien des gens se rabattent sur leurs appartenances les plus viscérales, celles qu'ils ont reçues à la naissance, et qui semblent constituer pour eux un élément de stabilité dans un monde en perpétuelle mutation⁶¹».

⁶⁰ Wendy BROWN, *Les habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néo-conservatisme* », Paris : Les Prairies ordinaires, 2007.

⁶¹ Amin, MAALOUF, « « Nous devons mener une bataille pour gagner les esprits et les cœurs des immigrés » », *Nectart*, vol. 3, n°2, 2016, p. 11-24.

Face à une perte des traditions, des aides sociales, et de la déliquescence des liens sociaux, on assiste au retour du traditionalisme et un rattachement à l'une des valeurs sociales toujours en place : la religion. Une autre révolution conservatrice se produit en Iran avec la révolution islamique dans les années soixante-dix. En Occident, se produit des « révolutions conservatrices », amplifiées par un libéralisme décomplexé, comme celles initiée par Margaret Thatcher ou Ronald Reagan aux États-Unis.

Ainsi, Roswitha Scholz dans son ouvrage, montre comment le capitalisme utilise le patriarcat et renforce les concepts et les barrières sociales autour de ces concepts pour maintenir les dominations de sexe et d'un point de vue économique, l'exploitation d'un sexe sur l'autre ; comme elle l'écrit « L'homme devient responsable du secteur de production et de la sphère publique en général et la femme surtout du secteur de reproduction sous-valorisé⁶² ». C'est à travers le principe de « dissociation-valeur » à l'ère capitaliste marchande qu'elle explique sa théorie selon laquelle le capitalisme se forme et se développe sur la dissociation sexuelle, construite selon les normes culturelles liées à la « féminité » et à la « masculinité ». Dès l'enfance une dissociation est faite entre le garçon et la fille, comme l'écrit Johannes Vogeles, « le garçon en voie d'assujettissement doit, à travers le processus de l'Œdipe freudien, arriver à se « désidentifier » de sa mère pour devenir homme, alors que la fille, pour pouvoir développer une identité féminine et pour être prête à occuper sa place – subordonnée – passe par le processus inverse d'identification à la mère ». Les constructions culturelles liées à la féminité s'apparentent à l'émotivité, la sensualité mais surtout à l'irrationalité, et sont donc dissociées du principe de « valeurs », piliers du système marchand capitaliste. Tout comme lors de la Conquête, où les peuples originaires étaient considérés comme opposés à la rationalité, proches de la « nature » - dans sa construction sociale, proche de la « féminité » -, et étaient ainsi soumis, dominés et éradiqués. La « féminité » tout comme la « masculinité » peut donc être perçue comme une forme d'annihilation de toute révolte de la part des femmes, qui sont socialement soumises et dominées par des constructions sociales de leur sexe, telles que la mère idéalisée, l'épouse soumise etc. Mais c'est une soumission hégémonique, construite historiquement et voulant être ressentie comme *allant de soi*. Nous pouvons relier cette théorie à celle de Rita Segato, universitaire féministe latino-américaine et sa « myopie historique » lorsqu'elle évoque le patriarcat dans les sociétés latino-américaines derrière une métaphore qui souligne l'aveuglement du passé lointain préhispanique et d'un patriarcat de basse intensité face à la

⁶² Johannes, VOGELE, « Le côté obscur du capital. « Masculinité » et « féminité » comme piliers de la modernité », *Palim Psao*, 21 octobre 2017.

netteté et à l'acceptation de la période contemporaine et du patriarcat de haute intensité. Comme le déclare Segato « L'effet de profondeur historique est une illusion d'optique (...) nous nous trouvons ici face un culturalisme pervers⁶³ ». Tout comme l'idée que la « race » est « naturelle » car assimilée à la couleur de peau, la domination de l'homme sur la femme s'est enracinée comme « allant de soi », comme une structure naturelle qui a toujours existé, qui est traditionnelle.

La construction culturelle de la « féminité » sous des traits de caractère méprisés et infériorisés dans l'échelle de la « valeur » marchande permettent ainsi de créer l'Autre, celui ou celle qui permettra de consolider la suprématie masculine, à travers le mépris social et total d'une partie de la population. Car « le règne absolu de la valeur, en tant qu'abstraction, n'est pas possible et il a toujours besoin de son contraire, méprisé mais nécessaire, qui constitue sa face cachée, son côté obscur⁶⁴ ». C'est ainsi que même le plus dominé des hommes, tant qu'il correspondra aux constructions sociales de la « masculinité » pensera toujours avoir plus de valeur face à cet Autre, proche de la « féminité » et donc inférieur dans l'échelle de la valeur marchande. Ainsi cet Autre « féminin », légitimement et structurellement dominé par les dominés, est l'un des piliers de la suprématie blanche masculine hétérosexuelle. De plus, l'impunité de l'État face à ce mépris et cette domination renforce les violences à l'égard de toutes personnes se rapprochant des constructions sociales liées à la « féminité » : - viol, violences domestiques, harcèlement- renforcent d'autant plus la « fragilité » et la soumission de l'identité féminine mais aussi la « myopie historique », consolidant l'idée que toutes formes de « féminité » seraient historiquement, et « naturellement » soumises. C'est ainsi qu'à l'ère moderne capitaliste, le patriarcat marchand définit une hiérarchisation de la valeur marchande selon des critères socialement construits : plus l'on se rapproche des normes de la « masculinité », plus l'on acquiert de la valeur marchande. C'est ce que Roswitha Scholz désigne sous le nom de « dissociation-valeur ». Les idées de cette autrice sont très intéressantes car elles permettent d'introduire la manière dont les concepts de « masculinités » et « féminités » ont un impact très pesant sur la perpétuation du système capitaliste. Et c'est ainsi que l'infériorisation économique de l'Autre- socialement étiquetée comme proche de la « féminité » - enracine la légitimité des violences et du système patriarcal. Cette construction de la masculinité toute puissante est

⁶³ Rita, SEGATO, « Género y colonialidad: en busca de claves de lectura y de un vocabulario estratégico descolonial », in Karina BIDAISECA (dir.), *Feminismos y Poscolonialidad: descolonizando el feminismo desde y en America latina*, Buenos Aires : Ediciones Godot, 2011.

⁶⁴ Johannes, VOGELE, *op.cit.*, p.39.

ensuite réutilisée dans le domaine de la guerre et des violences de basse intensité et notamment aide à la « banalisation de la violence », qui crée une situation sociale bénéfique pour une accumulation primitive de capital. Ainsi la différenciation dans la chaîne de valeurs marchandes entre les genres, permet d'endormir toute révolte sociale, normalement induite face à des violences extrêmes. En « naturalisant » l'infériorité des femmes et la violence à leur rencontre, à l'aide de constructions de divisions sociales, l'élite blanche masculine se maintient au pouvoir de manière hégémonique et surtout perpétue l'accumulation primitive de capital. Par exemple, dans le cas du Guatemala, du Mexique ou de la Colombie on assiste à une colonialité de la violence et du pouvoir. La privatisation de la guerre s'exprime dans des techniques de guerre contre insurrectionnelles et des pratiques de violence et de terreur au sein de la population, notamment des jeunes femmes défavorisées, ce qui provoque une généralisation et une banalisation de la violence extrême. Dans le Guatemala post-génocide la violence envers les femmes Maya est encore très actuelle. Le génocide peut être vu comme le résultat extrême de cette colonialité du pouvoir associé à la privatisation de la violence à des fins économiques. Dans le cas du Mexique, c'est une « semi-privatisation » de la violence selon les termes de Falquet, car l'État construit et enseigne les techniques de violence et de luttes anti insurrectionnelles mais de manière officieuse.

Cette élite perpétue la hiérarchisation raciale de la société coloniale, mais aussi le système patriarcal de haute intensité en annihilant toute révolte sociale de la part des « masculinités subordonnées » – celles qui, de manière inégalitaire, ont le plus de pouvoir politique au sein des sociétés traditionnelles- en agitant le drapeau de la masculinité à chaque menace pour la légitimité de l'État. Nous allons en montrer quelques exemples qui permettront de comprendre la reproduction des inégalités de genre depuis l'ère coloniale, mais surtout la manière dont la mondialisation a paupérisé les classes sociales paysannes traditionnelles et les effets que cette paupérisation a eu sur le renforcement des normes patriarcales. Car, comme l'écrit Sabine Masson, chercheuse féministe décoloniale, « le « centre » produit ses propres marges sur la base du genre notamment, et la « périphérie » reproduit des rapports de race, de colonialité et de classe à l'intérieur de ses nouvelles frontières⁶⁵ ». Ce renforcement patriarcal et des normes de genre seront ensuite réutilisés par les groupes armés ultra violents comme base pour établir leur contrôle social et leur « sociedad del buen orden » et permettre ensuite de coloniser les terres ancestrales à but lucratif.

⁶⁵ Sabine MASSON, *Pour une critique féministe décoloniale*, Lausanne : Éditions Antipodes, 2016, p.65.

3. Un modèle de masculinité hégémonique utilisé comme cache misère et opium des masculinités subordonnées en Amérique latine

Il est intéressant d'analyser comment l'identité masculine, le fait d'être un « homme » a été instrumentalisé par le pouvoir comme un opium pour rassurer les masses populaires masculines et contrer toute opposition. En réaffirmant leur identité masculine et en réaffirmant leur supériorité face à l'Autre – défini par le sexe féminin et les stéréotypes de genre qui le construisent- l'identité masculine est utilisée pour annihiler les masses masculines. Cette instrumentalisation est aussi nourrie par l'utilisation d'une violence envers les femmes, légitimée par une impunité de la part des autorités étatiques, détentrices du pouvoir.

Lorsque Jules Falquet écrit sur le service militaire en Turquie, elle explique que « le principe même d'exclusion est indispensable pour créer un « nous⁶⁶ », dans le cas de la mondialisation néolibérale, les rapports d'inégalité entre les sexes sont utilisés pour créer cette différence. Même si l'on est tout en bas de la hiérarchie du « nous », on appartient toujours à la classe dominante et on échappe au « sale travail », c'est-à-dire aux emplois précaires, domestiques, « réservés » ou plutôt imposés et conditionnés aux femmes dans les sociétés patriarcales et encore très traditionnelles⁶⁷. Cette remarque peut aussi se transposer dans le cas des sociétés latino-américaines, dont la Colombie, où le discours du « nous » et « eux » a été construit depuis le début de la lutte anti-insurrectionnelle, particulièrement lors de l'élection d'Uribe et la promotion d'une cohésion nationale.

Le but est que même le plus pauvre et dominé des hommes, qui symbolise les masculinités subordonnées, se sente représenté et « inclus » dans le « nous ». Alors qu'au final c'est une illusion, car il n'est pas inclus, il n'a aucun pouvoir et ne représente pas un sujet politique, il est juste endormi par l'opium de l'identité masculine qui sert à le rassurer et le conforter pour qu'il accepte sa misère. Les femmes et les stéréotypes de genre et de race qui les catégorisent, sont instrumentalisés à cette fin, premièrement pour représenter l'Autre, le « eux » et deuxièmement pour que l'homme le plus pauvre ressente moins sa position de subalterne dans la hiérarchie du « nous ». Tant qu'il continuera à sentir le privilège d'appartenir au « nous » face à l'Autre exclu, il ne pensera pas à sa propre exclusion sociale et sa position. Comme le dit Falquet « c'est précisément l'exclusion d'un Autre, quel qu'il soit, qui rend supportable la hiérarchie

⁶⁶ Jules FALQUET, *op.cit*, p.15.

⁶⁷ *Ibid*, p. 15

interne⁶⁸ ». La violence contre les femmes, les violences sexuelles, les génocides, les viols collectifs, les féminicides ne servent pas seulement à terroriser les femmes, mais aussi à montrer aux hommes qu'eux sont une catégorie à part, qui subit moins et peu, ces violences sexuelles. La violence sexuelle permet ainsi de creuser d'autant plus le fossé culturel entre hommes et femmes et ainsi de revigorer la supériorité de l'identité masculine et l'hégémonie de genre. C'est aussi ce que décrit Falquet « la violence organisée par l'État (et le désir d'en être exempté) rend la hiérarchie désirable à ceux qui en tirent bénéfice, même à l'avant-dernier échelon⁶⁹ ». La violence étatique et systémique permet donc aussi de ranger et formater les hommes autour de la supériorité de l'identité masculine face au statut de « victime » de violences liées à leur sexe par lequel les femmes sont étiquetées.

La masculinité est donc aussi utilisée comme pansement face aux effets de la mondialisation néolibérale, mais aussi comme opium qui permet d'endormir les masses de genre masculin paupérisées pour qu'ils ne se rebellent pas contre le pouvoir en place. Après le certificat de pureté de sang, la construction de catégorisation de la race, l'infériorisation du sexe féminin, la masculinité est le nouvel instrument qui sert à hiérarchiser la population, plus l'on se rapproche des normes catégorisées comme « masculines », plus l'on a de pouvoir. Puis un autre « eux », plus national, plus facilement manichéen et surtout davantage politique a été instrumentalisé : l'ennemi intérieur, qui risquerait de mettre en péril la hiérarchie interne, construit autour de la guérilla des FARCS.

Dans le cas de la Colombie, la globalisation, l'ouverture économique et du libre commerce à la fin du XXème siècle a paupérisé le secteur agraire et l'industrie nationale, non préparés à la mise en compétitivité avec les entreprises transnationales. Cette paupérisation a eu un impact majeur sur la population rurale colombienne et notamment sur les liens sociaux et communautaires entrelacés par des rôles de genre traditionnels qui ne pouvaient plus se perpétuer, du fait de la perte de revenus et des déplacements vers les villes. L'auteur analyse l'impact psychologique de cette paupérisation et montre comment, dans le cas colombien mais plus généralement latino-américain, la population rurale s'est retranchée derrière des valeurs traditionnelles tels que la religion, qui ne pouvaient que renforcer leur situation de domination et le fatalisme de la situation : « está en posición de desigualdad o es excluido: adquiere una actitud fatalista donde el destino ya está determinado y como buen cristiano regido por lo

⁶⁸ *Ibid*, p.16

⁶⁹ *Ibid*, p.17.

religioso, debe someterse a su suerte con resignación⁷⁰ ». De plus, ce fatalisme et ce rattachement à la religion n'a fait que cimenter le conformisme à des valeurs, qui sont, au final, bénéfiques à ceux qui produisent ces inégalités et qui profitent des privilèges comme le décrit l'auteur :

« Se encuentran entonces en el colombiano baja autoestima, baja motivación de logro y un locus de control externo que coloca su destino en manos de Dios, el Gobierno, lo mítico o el destino, esto reforzado por la iglesia, sectas religiosas oportunistas y políticas educativas estatales enfocadas en el sostenimiento del status quo⁷¹ ».

Ainsi l'une des conséquences de cette acceptation de la pauvreté et de ce fatalisme est bénéfique aux élites en place car la perte d'*agency* diminue le risque de rébellion de la part des populations victimes de la globalisation engagée par l'État et qui profite à une minorité. Deuxièmement ce qui nous intéresse c'est l'effet sur les femmes de cette perte d'*agency* (disempowerment) et des critères qui construisent le modèle de masculinité patriarcal (le père de famille, le protecteur, l'époux, le « patriarce »). Face à cette nouvelle insécurité économique et cette impossibilité de maintenir le rôle traditionnel de « chef de famille » au sein de la communauté rurale, les hommes projettent leurs complexes et leurs insatisfactions sur les corps des femmes et leur contrôle. C'est par les restrictions faites aux femmes, à leur liberté et à leur empowerment, que les hommes réaffirment leur modèle de masculinité hégémonique. Les conséquences du modèle économique néolibéral sur les masculinités dans les pays du Sud ont aussi été étudiées par Margrethe Silberschmidt dans le cas de l'Afrique orientale. Elle démontre comment les changements occasionnés par la fin des colonies et de l'entrée dans le système néolibéral a eu un impact sur le renforcement des modèles de masculinités, à travers les violentes transmissions du VIH. Face à la perte des valeurs communautaires, le chômage, le déclassement dans l'ordre de genre imposé par l'ancienne pouvoir colonial, et l'entrée des femmes sur le marché du travail, « nombreux furent ceux qui réagirent en cherchant des partenaires hors mariage et en affirmant leur domination physique dans le couple au moyen des coups infligés et d'une sexualité non protégée⁷² ». Pour continuer sur les conséquences du système mondialisé sur les masculinités dans les pays du Sud et sur la réutilisation des normes hégémoniques patriarcales comme moyen de réaffirmer sa place dans l'ordre de genre, nous étudierons le cas du Mexique. Nous montrerons l'importance de la globalisation, ses effets sur les classes rurales, notamment

⁷⁰ Orlando, VELEZ RAMIREZ, « Desarrollo, globalización, colonialismo, conflicto sociopolítico y realidad social colombiana », *Revista «Poiésis», FUNLAM*, n° 28, décembre 2014, p.7.

⁷¹ *Ibid*, p.7.

⁷² Raewyn, CONNELL, « Hégémonie, masculinité, colonialité », *Genre, sexualité & société* [En ligne], n°13, juin 2015, p.3.

sur le renforcement des normes de genre conservatrices sur les femmes et l'instauration d'un régime de terreur pour niveler au plus bas leur progression dans le marché du travail. Et ainsi maintenir la relation de domination et soumission entre hommes et femmes. C'est ce que résume ci-dessous Connell :

« Bien qu'une pure économie de marché soit théoriquement neutre quant au genre, en pratique le néolibéralisme a presque partout été introduit par des élites masculines, qui sont revenues sur les progrès institutionnels et culturels obtenus par les femmes, tout en promouvant la participation des femmes au travail ouvrier⁷³ ».

Cas du Mexique

Dans le cas du Mexique, son histoire est aussi parsemée de luttes contre insurrectionnelles de la part de l'État, aidé par des groupes paramilitaires. Dans son livre *Pax Neoliberalia*, Jules Falquet fait état des groupes paramilitaires mexicains, les *Zetas*, créés, entraînés et financés par le gouvernement mexicain pour étouffer les révoltes estudiantines des années 60 durant ce qu'on appelle « la guerre sale ». Les États Unis étaient aussi impliqués dans l'entraînement et le financement. Les miliciens étaient soit recrutés parmi les étudiants, en échange de bourses scolaires, de place au sein du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) et de rémunération. Sinon c'était les jeunes de quartiers populaires qui étaient recrutés en échange d'une petite rémunération mais surtout d'un espoir de mobilité sociale qui les sortirait de la misère et de la pauvreté. Comme l'analyse Jules Falquet, les forces étatiques « introduisent dans les groupes illégaux des logiques militaires inspirées par les techniques de guerre de basse intensité et de contrôle urbain apprises à l'armée, en reprenant leurs méthodes ultraviolentes⁷⁴ », dont les viols collectifs. Au Mexique, à l'heure de la domination économique, les révoltes révolutionnaires ou les « guerres des idées » selon l'expression de Mary Kaldor, se font moins entendre, mais la privatisation de la guerre encourage la colonialité de la violence comme nous pouvons le voir avec les féminicides de Juarez.

La mondialisation paupérise ...

Sayak Valencia, chercheuse féministe mexicaine qui a beaucoup écrit sur les violences sexistes faites aux femmes dans son pays a examiné la masculinité de haute intensité dans son pays depuis le début de l'ère néolibérale. En 1994 avec les accords de libre-échange de l'ALENA, la population paysanne mexicaine a été touchée de plein fouet par les effets de la mondialisation

⁷³ *Ibid*, p.7.

⁷⁴ Jules, FALQUET, *op.cit*, p.121.

néolibérale, la privatisation, et la mise en concurrence, accentuées par une compétitivité, presque impossible à suivre pour les petites fermes. Depuis l'ouverture économique, on assiste au Mexique mais aussi en Amérique latine à une paupérisation des classes populaires, notamment dans le secteur agricole traditionnel qui n'a pas eu les moyens de faire face à la compétitivité imposée. Cette crise du secteur agro-alimentaire a modifié les rapports de genre très patriarcaux et traditionnels, car les femmes ont dû quitter le secteur rural pour aller trouver du travail et les hommes n'avaient plus la posture ni le statut social du « chef de famille » qui travaille, pour faire vivre sa famille.

... et renforce les normes de genre ...

Face à cette perte des repères et des normes de genre traditionnelles qui étaient en place avant l'avènement de la mondialisation néolibérale, on assiste donc à une entrée des femmes paupérisées et racisées, qui auparavant étaient dans les zones rurales, et qui se déplacent désormais dans les zones mondialisées, comme par exemple à la frontière mexicaine et deviennent une main d'œuvre pas chère qui remplit les rangs de la classe dominée, nécessaire au fonctionnement capitaliste. Cela provoque une reproduction de la hiérarchisation raciale dans les logiques de domination et d'exploitation de la force de travail, ce qu'on nomme colonialité du pouvoir et du genre. Dans son livre *Pax Neoliberalia*, Jules Falquet se questionne sur les raisons de l'augmentation des féminicides et des actes de tortures envers les femmes dans la ville de Ciudad Juarez à la fin des années 90. Car les victimes sont les victimes du néolibéralisme mondialisé, ces femmes racialisées qui viennent souvent des zones rurales mexicaines, touchées de plein fouet par l'accord de libre-échange de l'ALENA en 1994, et qui viennent à la frontière mexicaine pour travailler dans les *maquilladoras*. Ces travailleuses additionnent les critères non hégémoniques, hérités du passé colonial. Nous pouvons analyser ces violences à travers, la colonialité de la violence, car c'est pour maintenir les privilèges hérités de l'époque coloniale, que l'élite hégémonique masculine utilise la terreur afin de s'assurer d'un bon fonctionnement du système.

... à travers l'opium de la masculinité pour les hommes

La masculinité peut être analysée comme l'opium des hommes racisés : les élites masculines blanches-métisses assurent leur protection vis-à-vis de la population masculine racisée en instrumentalisant le mythe de la « masculinité », qui sert aussi à dominer de manière hégémonique la population racisée masculine. Une des réponses de l'État face à cette perte de

la « sécurité de la vie » et pour éviter toute révolte ou réforme agraire, est d'acheter la paix sociale « donner en pâture symbolique les femmes de leur groupe⁷⁵ ». C'est-à-dire qu'il renforce et glorifie la masculinité, qui, tout comme l'identité « blanche » à l'ère de la mondialisation, rassure l'égo de celui qui a tout perdu. On retrouve un peu la thèse de Segato quand elle explique que lors de l'arrivée des conquistadors, un système patriarcal de basse intensité existait déjà chez les peuples pré hispaniques et que l'imposition d'un système patriarcal de haute intensité avait été plus facilement accepté car les hommes restaient dans une position de domination vis-à-vis des femmes. Une fois que cette population masculine est « rassurée » et « confortée » dans son égo, il reste à dominer les femmes racisées et paupérisées, essentielles au bon développement de la mondialisation néolibérale car elles agrandissent de jour en jour la population des « dominés ».

... et un contrôle social par la terreur pour les femmes.

On peut penser que la terreur et le contrôle social par la torture et le viol peuvent être perçus comme une méthode pour dominer et exploiter les femmes. Les normes sociales liées aux « féminités » étant rarement considérées comme une forme de pouvoir, il semble ainsi plus compliqué d'endormir la « classe des femmes » derrière l'idée d'une domination sur l'Autre. Ainsi pour continuer à les dominer et les exploiter, la terreur reste la solution la plus directe et facile. D'autant plus que la population masculine est bercée par l'illusion de la supériorité masculine et donc ira très rarement se rebeller ou se révolter pour le droit des femmes. La terreur et la violence systémiques envers les femmes permettent donc de perpétuer cette domination et « les féminicides de Juarez peuvent être lus comme un (nouvel) ensemble de techniques visant à intensifier l'exploitation⁷⁶ », mais aussi la domination hors du monde du travail. D'après Jules Falquet, la médiatisation de ces féminicides est utilisée par le gouvernement mexicain pour éviter toute indépendance/ émancipation, leur rappeler que, du fait de leur sexe, elles sont inférieures et doivent se cantonner à leur rôle de genre traditionnels ainsi qu'au modèle socialement construit de la « féminité ». Nous citerons Michel Foucault concernant la reproduction du cycle de guerre nécessaire à la reproduction des élites au pouvoir et du terme de « guerre silencieuse » que l'on peut allier à la « guerre de basse intensité » théorisée par Jules Falquet :

⁷⁵ Jules FALQUET, *op.cit*, p.132.

⁷⁶ *Ibid*, p.20.

« Les rapports de pouvoir, tels qu'ils fonctionnent dans une société comme la nôtre, ont essentiellement pour point d'ancrage un certain rapport de force établi à un moment donné, historiquement précisable, dans la guerre et par la guerre. Et s'il est vrai que le pouvoir politique arrête la guerre, fait régner ou tente de faire régner une paix dans la société civile, ce n'est pas du tout pour suspendre les effets de la guerre ou pour neutraliser le déséquilibre qui s'est manifesté dans la bataille finale de la guerre. Le pouvoir politique, dans cette hypothèse, aurait pour rôle de réinscrire perpétuellement ce rapport de force, par une sorte de guerre silencieuse, et de le réinscrire dans les institutions, dans les inégalités économiques, dans le langage, jusque dans les corps des uns et des autres⁷⁷ ».

Cette citation nous permet de résumer les dernières lignes et la complexité de la situation post conflit et de sa définition, notamment dans la distinction entre l'arrêt des violences « officielles » et la continuité des violences officieuses, notamment dans la sphère domestique. Nous allons dans les prochaines lignes développer cette idée de guerre de « basse intensité » ou de « guerre silencieuse », menée par le pouvoir en place pour permettre de maintenir les rapports de force et perpétuer les inégalités socio-économiques, telle décrite par Foucault. Nous nous intéresserons plus particulièrement à la technique de militarisation d'un pays et à la doctrine militariste mise en place par Alvaro Uribe dès 2002, analysées comme un moyen de reproduction des inégalités sociales. Nous étudierons aussi l'utilisation des stéréotypes liés à la masculinité blanche hégémonique en Colombie et la manière dont cette légitimité héritée de l'époque coloniale a permis l'élection du président conservateur Alvaro Uribe de 2002 à 2010. Il est indispensable d'analyser son élection de 2002 à travers une approche de genre car la militarisation d'un pays renforce automatiquement les stéréotypes liés à la « masculinité » et la « féminité », exacerbés en temps de guerre.

⁷⁷ Michel Foucault, « Il faut défendre la société », Cours au Collège de France, 1976, Hautes Études/Gallimard, Paris, 1997, p. 16. Cité dans Mathieu Rigouste, « Introduction. Aux racines du « nouvel ordre sécuritaire » », *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, sous la direction de Rigouste Mathieu. La Découverte, 2011, pp. 5-17.

II. CULTURE MILITARISTE À L'ÈRE DE LA GUERRE ANTI TERRORISTE

« Another very real danger is that the “war on terrorism,” as it is currently constructed and practiced, is actually making international terrorism worse through entrenching cycles of violence and counter-violence (...). In other words, there is a risk of constructing a situation of perpetual war where terrorism and counterterrorism become indistinguishable, where the discursive practices of a “war on terrorism” echo and mimic the very absolutist mentality and exceptionalist tactics of the terrorists themselves. Moreover, there is a very real danger that the “war on terrorism” may damage our own societies through weakening democratic values and undermining the legitimacy of democratic institutions (such as the judicial system, the police and the security services)⁷⁸».

En guise d'introduction, cette citation vise à contextualiser les effets des politiques anti-terroristes qui ont été instaurées dans différents pays du monde et qui ont provoqué un climat de violence – celui-ci légitimé par une culture militariste. Dans la suite de cet écrit nous allons analyser le militarisme comme un processus qui mène à la guerre, et renforce d'autant plus le sentiment de masculinité hégémonique dans les sociétés en conflit. Nous nous ancrerons sur la pensée de Cynthia Enloe qui proclame que « la militarisation de la politique internationale est propulsée par la masculinisation⁷⁹ ». Il sera dès lors intéressant de comprendre l'imbrication entre militarisation et masculinisation ; d'analyser l'impact des stéréotypes de genre liés aux masculinités, sur la manière de gouverner face à une menace catégorisée comme « terroriste ». Comme nous le montrerons ces masculinités vont être légitimées et renforcées par l'État dans le cadre militaire mais aussi au sein de la société civile, par la mise en place de la politique de sécurité démocratique d'Alvaro Uribe. Cette politique militariste sera financée en grande partie par les États Unis à travers le Plan Colombie- un « plan Marshall pour la paix » - mis en place en 1999 sous le gouvernement Pastrana (1998-2002), avec le gouvernement Clinton. Ce plan – au départ- de lutte contre le trafic de drogue, deviendra majoritairement une aide militaire sous Uribe La Colombie devient le troisième pays bénéficiaire de l'aide militaire américaine (Voir Annexe I).

Dans tous les pays confrontés à des attentats ou à une violence terroriste, on remarque une résurgence de ces masculinités militarisées dans notre vie quotidienne et aussi une résurgence

⁷⁸ Richard, JACKSON, « Security, Democracy, and the Rhetoric of Counter-Terrorism », *Democracy and Security*, 2005, p.151.

⁷⁹ Cynthia, ENLOE, *Faire marcher les femmes au pas ? Regards féministes sur le militarisme mondial*, Blajan : Éditions Solanhets, 2015, p. 96.

d'un imaginaire symbolique de l'homme soldat comme protecteur de la nation. Cynthia Enloe estime que « la guerre, la sécurité, la défense, le maniement des armes sont associés spontanément dans notre esprit, reconnaissons-le, à de telles images masculines protectrices⁸⁰ ». La propagation de discours sécuritaires, de discours qui propagent une peur constante et totale, aident aussi à la justification de l'imposition d'une doctrine militariste de manière hégémonique. Hégémonique car si la peur est dans tous les esprits, si le risque d'attentat est partout, si l'*Autre* peut agir à n'importe quel moment, l'usage de la force et de la violence de la part de l'État est accepté par la population comme *allant de soi*. Cette peur croissante - comme l'explique Cynthia Enloe - sollicite une protection face à cet Autre, et se réalise dans une relation de protecteur/protégé.e qui enracine l'idée politique et manichéenne d'une société divisée entre un groupe « naturellement » protecteur et l'autre naturellement protégé.e⁸¹. Ainsi le système militariste alimente le système patriarcal car, comme le décrit Enloe, cette relation protecteur/protégée réduit l'empowerment et l'autonomisation des femmes et leur rôle face à la violence en les cantonnant à un rôle passif :

« una mujer da consuelo voluntariamente y con gratitud, según las creencias de las personas en las órdenes sociales patriarcales, ya que las mujeres están tan agradecidas por los hombres (y dependen de ellos), pues les proporcionan protección dentro de sus familias y usan sus habilidades masculinas para proteger a toda la sociedad. La gratitud feminizada es crucial para cualquier sistema patriarcal⁸² ».

Cette relation se poursuit et se construit sur des visions traditionnellement genrées, contribuant à perpétuer le processus de masculinisation et de féminisation d'une société : les femmes sont automatiquement perçues comme « protégées » et les hommes comme « protecteurs ». L'idée de « faiblesse » se voit d'autant plus renforcée qu'elle est liée à la féminisation et accrédite l'incrédibilité des femmes dans le domaine de la guerre. En outre, ces discours sécuritaires sont suivis d'une doctrine militariste, qui vise non seulement à rétablir un « ordre » dans la société, mais aussi à produire des desseins économiques néolibéraux, comme l'expliquent Meger et Sachseder : « the logics of militarism (...) operates as an ideology to perpetuate neoliberal subjectivities through security discourses and practices so that the *idea of violence* as omnipresent also comes to shape social relations under militaristic neoliberalism⁸³ ».

⁸⁰ *Ibid*, p.11.

⁸¹ *Ibid*, p.108.

⁸² Cynthia, ENLOE, *Globalization and militarism: Feminists make the link* [Globalización y militarismo: Las feministas hacen el vínculo], Lanham: Rowman & Littlefield, 2007, p.67.

⁸³ Sara, MEGER, Julia, SACHSEDER, « Militarized peace: understanding post-conflict violence in the wake of the peace deal in Colombia », *Globalizations*, 14 janvier 2020, p.957.

Pour continuer sur cette recherche, premièrement nous analyserons la montée des discours sécuritaires depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États Unis et la déclaration de « guerre contre le terrorisme ». Nous expliquerons le cas étatsunien à travers l'utilisation d'un discours manichéen par Georges W. Bush et la fonction des médias dans la militarisation du pays. De plus, nous étudierons le lien entre discours sécuritaires, militarisation et masculinisation de la société dans une société post attentat. Après s'être concentré sur le cas étatsunien, nous nous focaliserons sur le cas colombien avec l'arrivée du conservateur Alvaro Uribe en 2002 et la mise en place de sa doctrine militariste sous le nom de Politique de Sécurité Démocratique (PDS). Tout comme le cas étatsunien, un discours contre insurgent a été mis en place pour rallier la population à sa cause : le retour de l'ordre par la militarisation.

Deuxièmement, nous analyserons la communication politique d'Alvaro Uribe dans sa lutte anti-terroriste, notamment depuis la catégorisation des guérillas historiques comme « narcoterroristes ». De la modernisation du système militaire à la revendication d'une masculinité *paisa* lors de sa campagne, en passant par l'utilisation des médias pour propager des discours de peur, nous centrerons notre réflexion sur l'utilisation de la culture militariste dans sa communication politique.

Finalement, en dernier plan, nous introduirons le cas colombien des paramilitaires et leur représentation d'une dérive extrême de la masculinité militarisée vers un modèle de masculinité guerrier et ultra violent.

A. Internationalisation de la guerre anti-terroriste

En ce qui concerne les pays du Sud, Jules Falquet⁸⁴, révèle que depuis la guerre antiterroriste proclamée après les attentats du World Trade Center, il existe « un contrôle social brutal par la terreur et la décomposition sociale généralisée ». C'est le cas de nombreux pays latino-américains où la « guerre contre le narco trafic » s'est transformée en véritable guerre contre la population civile. La guerre contre les « narcoterroristes » en Colombie avec les guérillas ou la « guerre contre la drogue et la criminalité » au Mexique contre les narcotrafiquants, touchent majoritairement la population, physiquement mais aussi psychologiquement, à travers des

⁸⁴ Jules FALQUET, Avant-propos du livre d'Andrée MICHEL, *Féminisme et antimilitarisme*, Paris : Éditions iXe, 2012, p.22.

discours de peur. L'analyse de ces discours nous aidera à montrer comment, au nom de la cohésion nationale, ils ont, au contraire, divisé et polarisé la société, et renforcé par la violence les catégorisations basées sur le sexe, la race et la classe. Nous nous intéresserons premièrement au cas des États Unis, véritable cocon de l'instauration de politiques sécuritaires au nom de la sécurité nationale.

1. Le cas des États Unis post 11 septembre

Au début du XXIème siècle on assiste à une résurgence des discours sécuritaires, notamment depuis les attentats du World Trade Center aux États Unis en 2001. Ces attentats ont désigné un nouvel « ennemi d'état » dans beaucoup de pays occidentaux, qui vient remplacer l'ancien ennemi communiste. Désormais, depuis le discours de George Bush après les attentats, une guerre contre le terrorisme, au niveau mondial, est engagée. L'Autre est désormais le terroriste. D'après les travaux de Zillah Eisenstein, la « guerre anti-terroriste » désigne une guerre qui, tout en se réclamant de la lutte contre le terrorisme, fait abondamment usage, de techniques terroristes, en particulier de la torture et des attaques délibérées contre les populations civiles.

En ce qui concerne le lien entre militarisation et masculinisation, Wendy Brown expose comment, après les attentats du 11 septembre aux États-Unis, on a assisté à une re-masculinisation de la société pour masquer le sentiment d'échec du gouvernement étatsunien et d'insécurité au sein de la population :

« The mix of fear (insecurity/war on terror), humiliation (a brutal attack on the literal heart of corporate America) and wounded masculine pride (this devastating attack was carried out so simply and for all America and the world to see as it happened- by "othered" men) consequent to 9/11 is playing a significant part in refiguring the international landscape⁸⁵».

Cet attentat a montré les « faiblesses » du gouvernement étatsunien, l'a rapproché ou assimilé à la faiblesse liée aux féminités, à l'émotif, au fait qu'il n'avait pas réussi à contrer une attaque sur son propre sol. Ainsi nous pouvons analyser le renforcement des masculinités et la masculinisation de la société comme une manière de s'éloigner de cette féminité. La guerre totale proclamée par Georges Bush, la fermeté du discours, l'utilisation du terme *evil* pour désigner ces adversaires réfute toute possibilité de négociations. En temps de guerre, et lorsque les masculinités sont blessées dans leur égo, la négociation est assimilée à la faiblesse, aux

⁸⁵Jane L. PARPART, Doctor Marysia ZALEWSKI, *Rethinking the Man Question: Sex, Gender and Violence in International Relations*, Londres: Bloomsbury Publishing, 2008, p.28.

normes liées à la féminité et n'est de sorte plus crédible. Nous assistons dès lors à une revigoration des normes traditionnelles et conservatrices, basées sur une vision manichéenne du « bien » et du « mal », utilisée pour revaloriser l'égo blessé et renforcer la masculinité hégémonique stéréotypée, « the reassertion of these appealing and familiar dualistic logics-us/them, good/evil, protector/protected- is, as always overlaid with ideologies of gender⁸⁶ ».

En modernisant les armées et en redonnant au monde de l'armée une place dans la culture populaire- à travers une mode des codes vestimentaires militaires, l'éducation, des pubs, des films etc-, la société accepte plus facilement et plus docilement l'entrée de la violence dans la vie quotidienne. Mais pour contrer cette insécurité et renforcer ces sentiments de masculinités, une classe de « dominés » doit exister, afin de conforter le sentiment de supériorité. C'est pour cela que comme l'écrit Susan Faludi, journaliste féministe étatsunienne, on assiste au sein de la société étatsunienne post 2001, à un retour des féminités qui conditionnent la place sociale de la femme dans la culture étatsunienne. Le discours sécuritaire de Georges. W Bush, lors de l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan, utilise aussi fortement les masculinités militarisées afin de légitimer la violence et l'invasion.

Cynthia Enloe, dans son livre *Faire marcher les femmes au pas ?* fait une analyse de la politique de sécurité nationale sous l'administration de Georges Bush après les attentats du 11 septembre. Dans ses écrits, elle explique comment les conceptions liées aux masculinités hégémoniques dans l'ordre de genre ont eu un impact sur les décisions d'invasions prises par les États Unis et comment la masculinité impacte le monde militaire, et les décisions qui sont prises. Elle démontre comment, la doctrine militariste est parfois un choix motivé par la peur d'être perçu comme « faible », dans le cas où une voie vers des négociations est prise. Elle cite le rapport de la Commission sur les armes de destruction massive en Irak de 2006 (Weapons of Mass Destruction Commission 2006, p.160) et le fait que les conceptions liées au modèle de masculinité hégémonique y ont joué un rôle « Des femmes ont fait observer, à juste titre, que les politiques d'armement et l'utilisation de la force armée ont souvent été influencées par des idées peu pertinentes sur la masculinité et la force. Analyser le point de vue traditionnel et s'en émanciper pourrait aider à écarter certains obstacles sur la voie du désarmement et de la non-prolifération⁸⁷ ».

⁸⁶ *Ibid*, p.12.

⁸⁷ Cynthia ENLOE, *Faire marcher les femmes au pas ? Regards féministes sur le militarisme mondial*, trad.Florence MANA, Joseph CUETOUS, Blajan : Éditions Solanhets, 2015, p.94.

De surcroît, au sein des discours sécuritaires de George Bush, on assiste à une réutilisation du discours dichotomique « eux vs nous ». Comme l'écrit Simona Sharoni, universitaire féministe spécialiste des questions israéliennes, ce discours s'apparente avec le temps des colonisations, où le « eux vs nous » représentait les colonisateurs vs les colonisés. Cette reproduction du discours colonisateur paternaliste et protecteur est dénoncé par l'essayiste féministe et spécialiste des questions post coloniales Gayatri Spivak lorsqu'elle analyse cette situation « when white men save brown women from brown men⁸⁸ ». A travers une approche de genre, l'invasion américaine en Irak et en Afghanistan s'est faite au nom de la « libération » du peuple afghan et des femmes afghanes, comme l'analyse Sharoni : « re-creating the old colonialist narrative of Western/"enlightened" men waging a war against "other"/ often dark-skinned men, with the goal of rescuing "other" women⁸⁹ ». C'est aussi le point de vue de Christine Delphy, qui décrit comment la « libération des femmes afghanes » a été utilisé comme alibi par le gouvernement américain lors de l'invasion de l'Afghanistan, toujours au nom de la saint Graal « civilisation ». Ainsi le féminisme occidental a été réutilisé pour justifier la remilitarisation des sociétés occidentales et des masculinités : c'est alors au nom de la libération des femmes qu'on remilitarise des sociétés. Nous pouvons appuyer ce propos par celui de Sabine Masson lorsqu'elle écrit que « l'une des rhétoriques favorites de cette vision (colonialité eurocentrique) met en avant l'égalité des sexes comme un trait de la supériorité culturelle des sociétés occidentales face aux populations migrantes racisées et des pays non occidentaux⁹⁰ ».

Certains universitaires montrent que les normes comportementales basées sur le genre ont souvent été utilisées pour justifier ou expliquer les guerres. Particulièrement dans la mythologie grecque, par exemple dans la guerre de Troie la guerre est faite au nom d'une innocente femme, Hélène. Elle était la raison qui justifiait la guerre, la légitimait aux yeux du peuple. Certes cette innocente femme devait être sauvée, mais c'est aussi les atteintes portées à la « masculinité » de son mari qui devaient être restaurées. On peut remarquer que la militarisation des sociétés se fait souvent au nom d'une relation antinomique : faire la guerre au nom de la paix, ou faire la guerre au nom de la libération, ou militariser les masculinités au nom de la libération des femmes.

⁸⁸ Gayatri, SPIVAK, 1988, p. 93

⁸⁹ Simona, SHARONI, "De-Militarizing Masculinities in the Age of Empire", *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, n°37, 2008, p.152.

⁹⁰ Sabine, MASSON, *op.cit*, p.189.

Ainsi, la pratique des médias est utilisée dans cette construction hégémonique culturelle comme le décrit Roy de manière ironique lors de l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan « television tell us that Iraq has been « liberated » and that Afghanistan is well on its way to becoming a paradise for women, thanks to Bush and Blair, the 21st century's leading feminists⁹¹ ». Cette glorification d'une guerre au nom de la libération d'un peuple est aussi décrite par le réalisateur Michael Moore dans son film *Fahrenheit 9/11* mais aussi dans son livre *Will They Ever Trust Us Again ?* où, à travers les témoignages d'anciens soldats américains en Afghanistan qui se sont opposés à cette guerre, il décrit le rôle des médias :

« Since the beginning of the war the American media has worked overtime to portray our brave troops as some sort of monolithic machine of men who are of one mind to rid Iraq of the bad guys and bring the goodness of Uncle Sam to that country⁹² ».

A travers ce témoignage, nous pouvons identifier cette volonté d'homogénéisation de la sphère militaire, mais aussi de totalité sociale et mentale des soldats face à un ennemi commun. C'est aussi le cas dans le film d'Oliver Stone *World Trade Center* qui utilise les stéréotypes de genre dans sa manière de relater les attentats et qui renforce les normes conservatrices de la société américaine et a été ainsi décrit par le journaliste évangéliste républicain Cal Thomas comme « one of the greatest pro-American, pro-family, pro-faith, pro-male, flag-waving, God Bless America films you will ever see⁹³ ».

Modification de l'histoire à des fins de propagande

Depuis les attentats du onze septembre 2001, nous assistons donc à une montée des discours sécuritaires, qui se sont dangereusement construits sur l'une des versions de l'histoire qui ne représentait pas toutes les parties concernées et les causes structurelles qui ont mené aux attentats, et ce dans le but d'être réutilisée pour alimenter les discours de peur.

Dans le cas des États-Unis post 09/11, comme l'expose David Campbell, les attentats ont été montrés comme des actes inhumains et cruels, décrits avec une rhétorique manichéenne, venant d'une menace terroriste auparavant inconnue, et qui signe le début d'une ère de terreur⁹⁴. Le gouvernement étatsunien n'a pas contextualisé les attaques, n'a pas essayé de montrer les causes

⁹¹ Simona, SHARONI, *op.cit*, p.152.

⁹² *Ibid*, p.157.

⁹³ James, HOBERMAN, *Film after Film (Or, What Became of 21st Century Cinema?)*, Londres: Verso, 2012, p.140.

⁹⁴ David, CAMPBELL, « Time Is Broken: The Return of the Past In the Response to September 11 », *Theory & Event*, n°1, 2001.

structurelles et le lien historique entre les États Unis et Al Qaeda, et la politique étrangère étatsunienne au Moyen-Orient. La cause de ces attentats qui a été mise en avant était une haine de la modernité étatsunienne, une haine de la démocratie et des valeurs étatsuniennes. Le but était de fomentier et nourrir une peur qui paraissait comme « inconnue » et construire de la sorte une panique morale à laquelle le gouvernement pourrait répondre en instaurant une ère militariste et impérialiste. D'ailleurs l'analyse de ces discours rejoint l'idée d'une colonialité du pouvoir au début du XXIème siècle, car la guerre anti-terroriste déclarée reprend les codes de la civilisation *versus* la barbarie - utilisée à l'époque coloniale- comme l'explique Richard Jackson :

The attacks were also re-made as symbolic of the eternal struggle between the forces of “barbarism” and “civilization”. The attacks of “9–11,” as administration officials constructed them, drew a line between the “the civil and the savage,” between civilized people and the terrorists that “live on the hunted margins of mankind,” and between terrorism’s values and the “values that separate us from animals—compassion, tolerance, mercy”⁹⁵.

Par la suite, nous analyserons cette volonté de retour à l'ordre, à travers la diabolisation d'un groupe, qui a été l'un des piliers de la politique de sécurité démocratique mise en place, dès l'arrivée du président conservateur colombien Alvaro Uribe en 2002. Comme Georges Bush, Alvaro Uribe a utilisé un discours sécuritaire et polarisant du « eux » *versus* « nous » dans sa lutte anti-terroriste.

2. L'arrivée d'Alvaro Uribe et le retour de « l'ordre »

Entre 1998 et 2002, le président conservateur colombien Andrés Pastrana a mis en place des négociations de paix avec la guérilla des FARC à San Vicente del Caguan dans une zone démilitarisée. A cette période, l'État colombien avait perdu le contrôle d'une grande partie du territoire, soumis aux groupes armés, aux paramilitaires et aux narcotrafiquants. Mais les négociations sont un échec et le 22 février 2002 Andrés Pastrana retire le statut politique accordé aux FARC, met fin au cessez-le-feu et redonne l'ordre de capturer les membres des guérillas. Cette décision est appuyée par George W.Bush, qui, après les attentats du 11 septembre, considère les FARC comme un groupe « narco terroriste ».

En cette fin de février 2002, trois mois avant les élections présidentielles colombiennes, l'image de l'État colombien est celle d'un gouvernement « faible » devant une guérilla armée, ayant perdu l'autorité étatique sur une grande partie de son territoire. Comme l'analyse finement Mara

⁹⁵ Richard, JACKSON, *op.cit.*, p.151.

Viveros, cette « faiblesse » de l'État s'est répercutée sur les conceptions de la masculinité au sein de la population colombienne et a aussi aidé l'élection du président Alvaro Uribe :

« su posicionamiento con relación al combate del enemigo común fue entendido como efecto de su carácter masculino, en contraste con la debilidad atribuida al presidente saliente, descrito como complaciente con las FARC. (...) Se le atribuyeron las características corrientemente asociadas a la masculinidad como la autoridad, la coherencia y la pertinencia⁹⁶ ».

De l'autre bord, l'image des FARC a aussi changé pour l'opinion publique, désormais ils ne sont plus perçus comme un groupe révolutionnaire marxiste, qui mène une « guerre des idées » selon les termes de Kaldor, pour lesquels une possible sortie politique était envisagée, mais comme un groupe « narco terroriste » que seule une sortie militaire et violente pourra déloger. C'est donc dans ce climat d'instabilité politique que le 26 mai 2002, l'opinion publique va élire massivement dès le premier tour le libéral et grand critique des accords de paix antérieurs, Alvaro Uribe et son slogan « *Mano firme, corazon grande* », avec 53% des voix. Il est élu par un électorat fatigué de trente-huit années de conflit armé et d'échecs de sortie politique négociée avec les FARC. Son programme repose majoritairement sur une doctrine militariste, appuyée par sa « Politique de Sécurité Démocratique » (PDS), qui instigue la militarisation du pays comme solution pour récupérer la sécurité perdue. En ce qui concerne la mise en application de la PDS deux évènements clés ont eu lieu pour Alvaro Uribe : les attentats du 11 septembre 2001 et la fin des dialogues entre le gouvernement et les FARC le 22 février 2002. Ainsi au même moment que la campagne présidentielle se jouait en Colombie, les États unis déclaraient leur guerre contre le terrorisme au niveau international, c'est-à-dire aussi aux guérillas colombiennes comme les FARC. C'est ce qui a permis à Alvaro Uribe de catégoriser en 2002 les FARC comme des narcoterroristes. Ainsi, toutes les problématiques sociales et politiques ont été regroupés derrière un même nom, ce qui permet ainsi de regrouper la population face à un seul ennemi. De plus, le fait d'inclure dans le « eux » tous les groupes subversifs (FARC, AUC, ELN), cela sert à indifférencier leurs opinions politiques et ainsi à les percevoir aux yeux de la population comme des ennemis et non comme des adversaires : « sacar del terreno de la política a quienes podrían figurar como adversarios y no como enemigos⁹⁷ ». Comme l'explique Luisa Espita dans son mémoire, cette guerre anti-narcoterroriste a aussi permis de placer en première position la sécurité, devant les problématiques liées à la pauvreté et au chômage⁹⁸.

⁹⁶ Mara VIVEROS VIGOYA, « Género, raza y nación. los réditos políticos de la masculinidad blanca en Colombia », *Maguaré*, n°1, janvier-juin 2013, p.84.

⁹⁷ Luisa ESPITA, « La Relación entre el Patriarcado y el Militarismo en la Política de Defensa y Seguridad Democrática (2002-2004) », mémoire en sciences politiques, Bogota : Universidad Nacional de Colombia, 2018, p.102.

⁹⁸ *Ibid*, p.100.

Cette militarisation des consciences se traduit directement par l'obligation des civils à participer à « l'effort de guerre », à travers la mise en application d'un impôt en 2002, justifié par la politique de sécurité démocratique. C'est ainsi qu'Alvaro Uribe dans sa politique de sécurité démocratique fait appel au peuple colombien qui est donc directement acteur du rétablissement de la sécurité (Voir Annexe II) :

« La seguridad no se alcanza sólo con los esfuerzos de la Fuerza Pública. Esta va a ser un esfuerzo de todo el Estado, de todos los colombianos. Una estructura estatal fuerte apoyada en la solidaridad ciudadana garantizará el imperio de la ley y el respeto de los derechos y libertades⁹⁹ ».

Lors de la présentation de sa politique de Sécurité Démocratique, Uribe montre que celle-ci diffère de la doctrine de Sécurité Nationale - instigatrice des épisodes de dictatures en Amérique latine- car il précise que les terroristes ne sont pas considérés comme un « ennemi interne » :

« La Seguridad Democratica se diferencia de las concepciones de seguridad profesadas por regímenes autoritarios, partidarios de la hegemonía ideológica y la exclusión política. Este Gobierno no hace suyas concepciones de otras épocas como la "Seguridad Nacional" en América Latina, que partía de considerar a un grupo ideológico o partido político como "enemigo interno". Nosotros predicamos que todos son bienvenidos en la democracia. La oposición, los que disientan de las ideas del Gobierno o de su partido, serán protegidos con el mismo cuidado que los amigos o partidarios del Gobierno¹⁰⁰ ».

Selon Alvaro Uribe, ce qui diffère de la doctrine de Sécurité Nationale c'est le fait que son programme de sécurité démocratique ne se bat pas contre un "groupe idéologique ou un parti politique" mais bien contre des groupes "terroristes" illégaux, à l'intérieur desquels sont représentés les guérillas et les *narcos*, considérés comme des ennemis de la démocratie. Ainsi la stratégie du programme de Sécurité Démocratique se concentre sur le problème du vide étatique ; une des raisons qui a facilité l'expansion des bandes armées. Selon la doctrine militariste d'Uribe, c'est par la militarisation et l'utilisation de la violence étatique que la sécurité peut revenir, et c'est uniquement l'État qui jouit du monopole de la violence légitime, ainsi c'est à lui d'agir.

L'importance de la re-catégorisation des FARC en tant que « terroristes »

La différence avec ses prédécesseurs c'est qu'il ne catégorise plus les guérillas comme un groupe politique avec qui une négociation est possible, mais comme un groupe terroriste qu'il

⁹⁹ MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL y PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA, « Política de Defensa y Seguridad Democrática » [en ligne], 2003, p.7.

¹⁰⁰ *Ibid*, p.5.

faut détruire par la force : « Esta no es una guerra. Este no es un conflicto. Esta es una democracia garantista al servicio de 44 millones de ciudadanos, desafiada por unos terroristas ricos¹⁰¹ ». Comme dans le cas de Georges W. Bush dans son discours anti-terroriste, cette redéfinition des FARC entraîne une ré-historisation du conflit armé en Colombie et une déconstruction de l'histoire du pays. La nature sociale et politique de l'apparition des FARC comme défenseurs des droits des paysans pour un accès plus égalitaire à la terre est effacée face à leur nouveau statut de « narco terroriste ». Le fait de les définir comme une « nouvelle » menace ou un « nouveau » groupe terroriste permet d'annihiler leur lutte historique et de montrer sous leur statut actuel : « des terroristes qui s'enrichissent du trafic de drogue, sans aucune lutte politique ou sociale ». En outre Alvaro Uribe profite de cette catégorisation très large de « terroristes » pour l'élargir à toutes personnes opposées à sa vision militariste. Il définit comme « terroristes » beaucoup d'acteurs qui n'ont parfois aucuns lien : les guérillas historiques, le M19, les narco trafiquants, les mouvements sociaux, les syndicats, les ONG qu'il accuse d'être des « complices » de la guérilla. Ces dernières accusations contre les défenseurs des droits humains d'être alliés des FARC, relèvent de pures manœuvres d'instrumentalisation, à seule fin de pouvoir lui-même se défendre des accusations de violations des droits humains dans le cadre de la politique de sécurité démocratique :

« Por eso, mientras la Farc y el terrorismo que la acompaña, mientras la organización terrorista todos los días viola los derechos humanos, aquel sector politiquero de los derechos humanos sale a defender a las Farc con el pretexto de defender los derechos humanos (...) politiqueros al servicio del terrorismo, que cobardemente se agitan en la bandera de los derechos humanos, para tratar de devolverle en Colombia al terrorismo el espacio que la Fuerza Pública y que la ciudadanía le ha quitado. (...) Cada vez que en Colombia aparece una política de seguridad para derrotar el terrorismo, cuando los terroristas empiezan a sentirse débiles, inmediatamente envían a sus voceros a que hablen de derechos humanos. (...) Aparecieron (...) bajo uno y otro nombre, voceros del terrorismo (...) ¹⁰² »

Ainsi, comme le décrypte le professeur Fabio Lopez de la Roche de l'*Universidad Nacional*, le risque de ces discours dichotomiques -qui prônent une seule vérité et qui accusent toute opposition d'être « terroristes » - révèle une réécriture de l'histoire et de la compréhension des faits historiques :

« Un pays qui ignore tant de son histoire, où l'intérêt pour l'histoire s'est perdu ces dernières années, termine homogénéiser dans une perception récente de l'histoire présentée dans ce discours gouvernemental qui propose une nouvelle lecture de l'histoire colombienne basée sur l'anti-terrorisme¹⁰³ ».

¹⁰¹ « Discurso posesión del nuevo comandante de la FAC » par Alvaro Uribe, le 8 septembre 2003, Bogota.

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ Fabio, LOPEZ DE LA ROCHE, « Conflicto, hegemonia y nacionalismo tutelado en Colombia 2002-2008 : entre la comunicacion gubernamental y la ficcion noticiosa de television », thèse en philosophie, Université de Pittsburgh, 2009, p. 133.

Richard Jackson, dans ses écrits sur le contexte historique post attentats du World Trade Center aux États Unis explique aussi le risque de ces discours : « in short, the risk is that the moral absolutism of the discourse induces political amnesia¹⁰⁴ ». Cette relecture de l'histoire politique et sociale, renforcée par un discours anti-terroriste clivant et polarisant, aide à la construction d'une imaginaire homogénéité de la société face à un seul ennemi, qui ne laisse aucune place à l'opposition. De plus, Luisa Fernanda Pineda Cadavid fait une analyse postcoloniale de cette prise de pouvoir sur l'histoire, en dénonçant une stratégie colonisatrice des mémoires, par l'uniformisation des faits relatés par le discours officiel :

« Esta estrategia colonizadora de la historia hace parte de la gestión política típica del pensamiento eurocéntrico, tanto global como geográfico. Es una práctica que se utilizó y se sigue utilizando como técnica para gestionar lo vivo y lo libre de la vida. Práctica que comienza con el saber, se desplaza hacia el ser y termina instalándose en un régimen de poder que gestiona, sujetos, cuerpos y mentes, o si se quiere, poblaciones, territorios y conocimientos¹⁰⁵ ».

Nous pouvons aussi renforcer l'importance de la narration et du récit guerrier sur l'histoire d'un pays en citant la littéraire féministe Nancy Huston : « À mon avis, il est beaucoup moins significatif que l'histoire des hommes soit faite de guerres, que les guerres des hommes soient faites d'histoires¹⁰⁶ ».

Zuleta, sociologue colombien, dénonçait déjà il y a déjà trente ans le risque lié à l'homogénéisation du discours, qui mène à la suppression des différences et des discours d'opposition, ce qui nourrit le discours belliqueux. Selon l'auteur il faut sortir de cette vision manichéenne de guerre/paix et accepter les différences au sein d'un espace social et légal où les discours d'oppositions peuvent s'exprimer librement sans être victimes de répression, d'extermination et de violence comme c'est le cas aujourd'hui en Colombie pour les syndicats, les ONG, accusées d'aider les guérillas. Selon Zuleta, accepter l'hétérogénéité d'une population permet de ne pas arriver au point où toutes les différences seraient regroupées autour d'une seule pensée discriminante et dominante du nous versus l'Autre. La volonté d'homogénéiser la société de la part d'Uribe renforce d'autant plus le discours clivant qui polarise la société. La construction de cet imaginaire d'une société homogène risquerait de nier les conflits internes et les réduire à un conflit global externe, à une manière de pensée dominante du nous vs l'Autre. Infiltrer le postulat normé et fantasmé de société « homogène » nourrit et légitime le rapport

¹⁰⁴ Richard, JACKSON, *op.cit*, p.155.

¹⁰⁵ Luisa Fernanda, PINEDA CADAVID, « Mujer-caribe, memoria y guerra: opciones de-coloniales en la construcción de otras historias del conflicto armado en Colombia », *II Congreso de estudios poscoloniales y III jornadas de feminismo poscolonial*, Universidad de Antioquia – Medellín (Colombie), 22 juillet 2014, p.2.

¹⁰⁶ Nancy, HUSTON, « Tales of War and Tears of Women », *Women's Studies International Forum*, vol. 5, n°3-4, 1982, p.271.

dual « inclusion-exclusion ». Uribe déporte ainsi, opère une déviation des responsabilités de résolution de conflit « en interne » et le transforme en conflit « externe » à la société colombienne – lorsqu’il proclame en 2002 qu’il n’existe pas de conflit armé en Colombie, seulement une lutte anti-terroriste. Ainsi tous les problèmes sont catégorisés derrière la figure des guérillas. Uribe a joué sur l’idée d’une paix sécuritaire qui ne pourrait se confectionner qu’avec l’union de tout le pays face au FARC. De cette manière il tend à effacer toutes les luttes internes, toutes les inégalités sociales dans le but de vouloir d’unir tout le peuple colombien face à la destruction de la guérilla et contre la guérilla.

Pour le sociologue, l’effacement des différences - prôné par l’uniformisation sociale, le nivellement social- ne fait que renforcer la terreur et les régimes totalitaires. Notamment le concept d’« égalité » est critiqué, car il permettrait de détourner les citoyens-citoyennes des discriminations ethniques, raciales et sexuelles dont sont victimes les populations les plus dominées ; comme l’écrit Sabine Masson « au cœur de l’idée d’égalité universelle, le genre et la « colonialité » désignent des peuples et des personnes sans droits¹⁰⁷ ». Zuleta poursuit cette idée à travers la citation complète de Dostoïevski « Liberté, égalité, fraternité... de la mort ». En ce qui concerne les communautés indigènes en Amérique latine depuis leur affirmation dans les années quatre-vingt, Sabine Masson explique que « par leur demande d’autonomie, les mouvements indigènes décentrent l’identité nationale vers une pluralité de lieux et replacent la conception de l’égalité dans la reconnaissance de la différence raciale/culturelle ¹⁰⁸». Ce que nous voulons démontrer c’est que plus nous essayons de nous rapprocher des grands idéaux d’égalité, de paix, de fraternité, plus nous nous enracinons dans une vision dualiste de la vie qui a trait aux régimes totalitaires.

Zuleta analyse le concept de « paix » et montre que le premier pas à faire pour entamer le processus vers un état plus pacifié, c’est d’accepter que la paix n’existe pas, car il y aura toujours des différences, des avis convergents. Accepter ces différences, accepter que l’homogénéité sociale idyllique est un leurre c’est un pas vers une société moins violente. Car la vision idyllique de la paix, l’image d’homogénéité, d’égalité entre tous et toutes, renforce la conception manichéenne des régimes totalitaires et les consolide. Cette idéalisation de la paix

¹⁰⁷ Sabine MASSON, « Sexe race et colonialité. Point de vue d’une épistémologie postcoloniale latino-américaine et féministe », in Elsa DORLIN (dir), *Sexe, Race, Classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris : PUF, 2009, p.185.

¹⁰⁸ *Ibid*, p.194.

n'est qu'une idéologie, une idée qui n'a jamais pu être mise en pratique car elle est inatteignable ; la paix, est un concept beaucoup trop flou, beaucoup trop subjectif, qui ne peut convenir à tout le monde. De fait à force de penser qu'en faisant la guerre on accède à la paix, la guerre s'éternise et la violence aussi.

Le discours d'Alvaro Uribe cherche donc à construire la cohésion sociale de la société colombienne dans la haine de l'ennemi qui se construit et s'exporte sous la forme d'un discours anti-terroriste et non anti-révolutionnaire. Comme l'a écrit Laclau, « es mediante la demonización de un sector de la población que una sociedad alcanza su propia cohesión (...) lo que hace posible la mutua identificación entre los miembros es la hostilidad común hacia algo o alguien¹⁰⁹ ». Grâce au discours contre insurgent proclamé par Uribe, il crée une société du « eux versus nous », le « nous » représentant une totalité sociale, à l'intérieur de laquelle les différentes identités ou différences sont oubliées au nom de la cohésion face à ceux qui sont à l'extérieur de la totalité. Buck explique aussi que le collectif, la cohésion nationale autour du leitmotiv de la défense de l'« honneur », de la « patrie », se construit autour de la lutte contre l'ennemi du pouvoir et surtout, pour l'intérêt national. Pour que cet intérêt devienne national, il faut créer un collectif homogène qui se regroupe autour d'une seule identité, une homogénéité ethnique et culturelle qui divise dans sa volonté d'être un groupe et d'effacer les différences. On en conclut que l'ennemi interne sert à définir l'identité du collectif. C'est cette imposition du discours anti-terroriste qui a servi la construction d'une cohésion sociale durant le mandat d'Alvaro Uribe, comme l'explique Bonilla Rincon :

« No importaba el tema o el evento, el discurso siempre era el mismo : la seguridad democrática, que se traduce en la lucha contra el terrorismo, es el camino para generar la confianza de los inversionistas, lo que a su vez traerá paz, prosperidad y cohesión social para los colombianos¹¹⁰ ».

Par la suite, il sera intéressant d'analyser la figure d'Alvaro Uribe, les codes sociaux qu'il a utilisés durant sa campagne pour se faire élire et l'utilisation des stéréotypes de genre liés à la figure masculine militarisée qui apporte la sécurité.

¹⁰⁹ Miguel, DE LA TORRE, *Ernesto Laclau. La razón política*, México: Fondo de Cultura Económica, Revista Interamericana de Educación de Adultos, vol. 27, n° 2, 2005, p. 227.

¹¹⁰ BONILLA, Jorge, RINCÓN, Omar et URIBE, Catalina, « Alvaro Uribe Vélez o cuando comunicar es gobernar. Comunicación política presidencial en Colombia, 2002-2010 », in PONCE Matias et RINCÓN OMAR (dir.), *Caudillismo, e-política y teledemocracia : comunicación de gobierno en América Latina*, Montevideo : Editorial Fin de siglo : Universidad Católica de Uruguay, 2013, p.130.

3. Promotion de la masculinité hégémonique chez Uribe

Par la suite, j'utiliserai le terme de « masculinité hégémonique », telle définie par Connell car Alvaro Uribe correspond à la figure de « l'homme politique » moderne, qui définit parfaitement ce que Connell catégorise comme « masculinité hégémonique ». Ces critères qui caractérisent « l'homme politique » sont analysés dans l'ouvrage *Introduction aux études sur le genre* :

« Les qualités et compétences qui sont requises d'un « homme politique » sont celles qui ont été traditionnellement monopolisées par les hommes : charisme, disponibilité, aisance oratoire, combativité, maîtrise technique... Plus précisément les compétences et le style corporel associés à l'image légitime de « l'homme politique » correspondent à une forme située de masculinité : il s'agit le plus souvent d'une virilité bourgeoise, hétérosexuelle et blanche [donc un modèle de masculinité hégémonique]¹¹¹ ».

Alvaro Uribe est perçu comme un homme « fort », qui ne veut pas négocier avec la guérilla, mais qui choisit de militariser le pays pour accéder à la paix. Il a été élu comme celui qui allait rétablir l'ordre face à la faiblesse de l'État après Pastrana, un président déchu car il a voulu négocier et cela a été un échec. Cette option saura redonner sa fierté à l'État colombien, comme le décrit le journal *Semana* « cuando en un país reina la anarquía y la violencia, como sucede en Colombia, sus ciudadanos claman por autoridad. Su discurso en torno a ese tema ha sido tan coherente como terco. Y muy efectivo¹¹² ». Ainsi, nous assistons à une construction de son image correspondant aux conceptions de la « masculinité » face à une « féminisation » de cette nation, liée à la faiblesse d'un gouvernement et d'un ennemi intérieur qu'il fallait détruire. Tel un conte pour enfants ou un blockbuster américain jouant sur les stéréotypes, il se prête à la construction d'un héros (Uribe) devant sauver une pauvre princesse en détresse (la Colombie) des griffes d'un ennemi (la guérilla). L'utilisation de ce discours manichéen et dichotomique entre le « bien » et le « mal » sert à véhiculer l'idée d'un monde sans nuance, où seule la violence de l'homme fort, de la figure de la masculinité, peut être capable de restaurer la sécurité. Contrairement au gouvernement précédent, la figure de la masculinité hégémonique sera alliée à la doctrine militariste qui vante les bienfaits de la guerre pour avoir la paix. De plus Uribe, par son histoire personnelle -son père, propriétaire terrien a été assassiné par la guérilla des FARC-, incarne le bien-fondé de son combat comme le décrit ce journaliste :

« Uribe est un leader national, un leader qui sépare le monde en bons et méchants, et qui non seulement envoie un message clair – la nécessité et l'obligation de combattre la guérilla

¹¹¹ Laure BERENI et al., *Introduction aux études sur le genre*, Louvain : De Boeck Supérieur, 2012, p. 233.

¹¹² SEMANA, « ¿ Super Alvaro ? », *Semana*, n°1031, 25 février 2002.

présentée comme le groupe terroriste qui attaque les bons citoyens –, mais qui incarne aussi lui-même ce message et cette histoire¹¹³ ».

Alvaro Uribe, avant sa présidence était maire de Medellin, et provenait de la région d'Antioquia. C'était un *paisa*, un habitant de la zone caféière, laquelle région lors de la colonisation, était perçue comme une région riche et « blanche ». Et même encore actuellement, la masculinité *paisa* répond à des critères socialement construits, qui combinent l'homme travailleur, l'homme qui pourvoit aux besoins de sa famille et le « père responsable¹¹⁴ ». Lors de la colonisation de la région d'Antioquia, la région caféière d'aujourd'hui était hostile à l'homme ; montagneuse, difficilement vivable, elle s'est transformée depuis la colonisation en zone agricole qui permettait de nourrir des familles. Cette transformation a donné lieu à la création de l'homme *paisa* comme un entrepreneur, un travailleur, qui a le sens de l'honneur et travaille dur pour sa famille. Uribe a instrumentalisé cette croyance populaire liée à la masculinité traditionnelle, la masculinité *paisa*, pour toucher la population. Cette réutilisation stéréotypée a eu un impact sur le rôle des femmes dans la société civile et l'image que renvoient les « féminités ». Nous pouvons remarquer que, depuis la colonisation, la « blanchité » et la « masculinité » sont utilisées pour légitimer l'accession au pouvoir d'une certaine oligarchie. Car dans le cas de la période étudiée- le début du XXIème siècle-, cette « blanchité » est aussi liée au développement économique capitaliste comme le décrypte Mara Viveros Vigoya :

« Certaines périodes, certains moments historiques de crise appellent à la production étatique d'individus qui incarnent la « sainteté » capitaliste moderne (pourvu qu'elle soit visible dans leur couleur de peau blanche) et qui proposent de « sauver » ou, mieux, de protéger la nation de l'hétérogénéité (qu'elle soit culturelle, ethnique, raciale, sexuelle, religieuse ou politique) perçue comme le symptôme fondamental de la crise ou de l'affaiblissement spirituel de la nation¹¹⁵ ».

La masculinité blanche a été utilisée pour consolider et perpétuer la supériorité d'une élite politique et sociale, héritée de l'ère coloniale. Ce concept de masculinité blanche a joué un rôle important dans la création de l'homogénéisation identitaire nationale, en tant que modèle culturel et social correspondant au progrès, à la modernité. Grâce à son discours sécuritaire face à la peur de la guérilla, Uribe a réussi à construire un imaginaire correspondant à une homogénéisation identitaire unique face à un ennemi commun. Le modèle de la modernité et du progrès lié à la « blanchité » et la masculinité n'a jamais disparu. Ainsi en perpétuant les logiques racistes -souterraines mais bien véhiculées au sein de la société- liées à la couleur de

¹¹³ Mara, Viveros Vigoya, « 4. Les bénéfiques de la masculinité blanche : entre race, classe, genre et nation », , *Les couleurs de la masculinité. Expériences intersectionnelles et pratiques de pouvoir en Amérique latine*, sous la direction de Viveros Vigoya Mara. La Découverte, 2018, p. 161.

¹¹⁴ *Ibid*, p.151.

¹¹⁵ *Ibid*, p.153.

peau, à l'origine sociale ou ethnique, les élites au pouvoir compliquent l'accès aux emplois élitistes, et pour ceux ou celles qui y arrivent, c'est au prix d'un formatage identitaire, et d'un conditionnement aux normes bourgeoises, et donc d'un renforcement et d'une perpétuation de ce modèle hégémonique. C'est ce futur sans espoir que Liliana Franco, chercheuse colombienne, redoute à la fin de son livre, un peuple obnubilé par la peur, qui bloque toute forme d'opposition et de liberté d'opinion, qui provoque un appauvrissement des secteurs les plus opprimés :

« Mientras el miedo inhibe y lleva a privilegiar la conservación de la vida biológica por encima de la búsqueda de la vida buena, la radicalización de la pobreza reduce todo al trabajo, al esfuerzo por vivir, en un grado tal que si la coacción mengua, los que carecen de sus medios de vida y cuya fuerza de trabajo no alcanza a ser absorbida por el mercado no pueden hacer uso de sus libertades tituladas; o lleva a que, al permanecer incultos, se conformen con las limosnas ocasionales que proporciona el Estado y vivan resignados¹¹⁶».

Lors de sa campagne Alvaro Uribe, a utilisé les stéréotypes liés à la « masculinité » et à la « féminité » pour se faire élire. La construction d'une imaginaire homogénéisation identitaire de la population colombienne lui a aussi permis ensuite de légitimer la militarisation du pays. Ainsi, en utilisant et en renforçant les stéréotypes de genre liés à la « masculinité » et à la « féminité », ceux-là lui permettent de renforcer sa légitimité en tant que représentant de cette figure de la « masculinité » et de renforcer la catégorisation de l'Autre, c'est-à-dire celui ou celle qui s'éloigne des constructions sociales construites et renforcées par le pouvoir en place, mais ces stigmatisations passeront pour « légitimes » pour la population ; elles sont perçues comme « naturelles » ou « allant de soi », car construites et transmises de manière hégémonique.

Nous pouvons dès lors faire un lien entre les demandes sociétales liées au capitalisme : productivité, rationalité, réussite professionnelle, modération, contrôle des émotions, toutes très proches du contrôle social du modèle bourgeois. George Mosse, dans son livre *La imagen del hombre. La creacion de la masculinidad moderna* (2001) décrit cette relation entre masculinité-modernité – capitalisme¹¹⁷. Il démontre qu'à l'ère de la modernité de la fin du XXème siècle et début du XXIème, un modèle, un ethos idéal du comportement s'est construit sur les demandes du capitalisme ; désormais les critères de beauté et l'apparence physique caractérisent la réussite sociale et la moralité de la personne. D'autant que comme de nombreux chercheurs,

¹¹⁶ Francisco CORTES RODAS, « Vilma Liliana Franco Restrepo. Orden contrainsurgente y dominación », *Estudios Políticos*, n°38, janvier-juin 2011, p.202.

¹¹⁷ George MOSSE, *La imagen del hombre. La creacion de la masculinidad moderna*, Madrid : Talasa, 2001, 256p.

chercheuses l'ont démontré, nous assistons à un retour de la moralisation de la vie sociale et politique. Wendy Brown fait le lien avec le système néolibéral. Selon elle, le néo-conservatisme est essentiel au néolibéralisme, pour moraliser la liberté insufflée et ainsi la restreindre de manière hégémonique. Ces caractéristiques sociales et comportementales se lient à la construction du modèle de la masculinité, qui crée des catégorisations et de fait des hiérarchisations par rapport à ce modèle établi. Ce mécanisme provoque un renforcement de la figure de l'Autre, en modélisant le comportement de ceux qui risqueraient de s'éloigner des caractéristiques hégémoniques et instaure dès lors une énième production- reproduction de l'Autre, à l'ère moderne. En conclusion, l'homme moderne se rapproche de la construction du modèle hégémonique de la modernité : blanc, masculin, moderne ; ce qui signifie que les modèles économiques de la modernité perpétuent la logique sexiste et raciste héritée des siècles précédents.

B. Militarisation et communication politique dans le cas de la Colombie

Analyser la période de la militarisation est essentielle pour déconstruire la dichotomique relation entre période de guerre vs période de « paix¹¹⁸ ». C'est ce que décrit la philosophe étatsunienne Chris Cuomo qui perçoit la guerre comme un processus, un continuum, qui se construit graduellement : « war is best seen as a process or continuum rather than a discrete event¹¹⁹ » dont la militarisation en est l'introduction. C'est aussi le point de vue de Cynthia Enloe : « Militarization is the step-by-step process by which something becomes controlled by, dependent on, or derives its value from the military as an institution or militaristic criteria¹²⁰ ». La guerre est une condition essentielle au militarisme, c'est le but de cette doctrine. Le militarisme c'est l'extension de la guerre, c'est une sorte de soft power de la guerre qui agit dans les institutions et dans la vie politique et sociale. C'est ce qu'expliquent les chercheurs Peterson et Runyan :

« militarization refers to processes by which characteristically military practices are extended into the civilian arena- as when businesses become dependent on military contracts, clothing fashions celebrate military styles, or toys and games embody military activities¹²¹. »

¹¹⁸ Comme nous allons le décrire ensuite, la « paix » peut être perçue comme une idéologie, une utopie, qui n'a comme seule utilité que la continuité de la guerre.

¹¹⁹ Laura SJOBERG, *Gender, War and Militarism: Feminist Perspectives*, Santa Barbara: ABC-CLIO, 2010, p.7.

¹²⁰ Cynthia ENLOE, *Maneuvers: The International Politics of Militarizing Women's Lives*, University of California Press, 2000, p.291.

¹²¹ PETERSON, V. SPIKE, "Sexing Political Identity/ Nationalism as Heterosexism", *International Feminist Journal of Politics*, 1999, pp.21-52.

Le militarisme peut se définir comme une importation des techniques militaires dans la vie civile, dans la culture populaire. Ceci peut provoquer un flou dangereux ne permettant plus de différencier le temps de guerre et de paix, et le civil du militaire. C'est un processus nécessaire pour légitimer et justifier l'utilisation de la violence par l'État, perçu comme unique moyen de résolution des conflits et qui permet ainsi de consolider les relations hiérarchiques au sein du pouvoir en place. Cette non-distinction entre période de guerre et de paix accentue aussi un renforcement des masculinités militarisées hégémoniques au sein de la société comme le décrivent les chercheuses féministes Meger et Sachseder :

« By blurring the distinctions between “war” and “peace”, and between “military” and “civilian” spheres, militarism enables the sorts of hyper-masculine traits cultivated in the military to become not only valorized but omnipresent across a society at the individual, the social and institutional level¹²²».

Mais aussi la prolifération d'une culture militariste a un effet sur le renforcement des normes de genres patriarcales et sur l'aspect hégémonique- comme *allant de soi*- du nouveau modèle de masculinité militarisé, véhiculé comme nous allons l'analyser par la modernisation de l'armée et la faible frontière entre le monde militaire et civil. C'est ce lien entre patriarcat et militarisme que Natalia Garcia Cortes dénonce :

« El militarismo es la expresión exacerbada de los valores de la cultura patriarcal. Es parte de los medios de comunicación, la educación que recibimos, nuestra vida diaria e incluso nuestras relaciones e interacciones sociales. Y esa es la trampa, hacerla tan normal, tan natural, tan obvia, que nadie se atreva a cuestionarla o verla. Afortunadamente, los/as antimilitaristas, inspirados/as por el análisis y el activismo de las feministas, han estado exponiendo y desafiando la relación entre el patriarcado y el militarismo cada vez con más frecuencia a lo largo de los años¹²³ ».

En ce qui concerne Alvaro Uribe, à l'issue de l'échec des négociations de paix durant le mandat d'Andrés Pastrana, au cœur de la culture populaire de la « classe des hommes » se rejoue une remilitarisation des masculinités, via une importation de la figure de l'homme soldat, l'homme patriote qui défend son pays par la force. Les masculinités militarisées sont une partie de l'hégémonie culturelle construite par Alvaro Uribe. Ainsi tout comme les masculinités ont été utilisées pour masquer la faiblesse de l'État et la perte de la sécurité de la vie lors de la globalisation et la mondialisation au début des années 90, le début du XXIème est marqué par une réutilisation des masculinités pour conforter de manière hégémonique le processus de militarisation de sociétés dites « démocratiques ». La modernisation de l'armée et son

¹²² Sara, MEGER, Julia, SACHSEDER, « Militarized peace: understanding post-conflict violence in the wake of the peace deal in Colombia », *Globalizations*, 14 janvier 2020, p.957.

¹²³ Natalia GARCIA CORTEZ, « Feminidades y masculinidades: Analizando el militarismo a través del lente del patriarcado », *Internacional de Resistentes a la Guerra*, 21 avril 2020.

appréciation de la part de la population colombienne aura aussi un effet sur le recrutement de jeunes soldats, comme le montre cet extrait d'un discours prononcé par Alvaro Uribe pour glorifier l'image du soldat :

« Enalteceré la profesión de soldado y policía. Que la comunidad los valore y respete. Que ellos se esmeren por merecer respeto y admiración. Que reciban formación técnica y su esfuerzo sea premiado con becas de estudio y altas calificaciones. Con más policías y soldados nuestra fuerza pública sufrirá menos bajas, será más respetada y el pueblo vivirá más tranquilo¹²⁴ ».

1. Modernisation de l'armée

Comme nous l'avons expliqué précédemment, Alvaro Uribe a réussi à construire un récit national, il est parvenu à réunir le peuple colombien derrière une identité collective, nationale, comme le nomme le professeur Omar Rincon – une *colombianité*- qui ne peut se réaliser que dans un pays débarrassé des FARC : « La patria está por encima de todo, y la colombianidad consiste en vivir sin las FARC¹²⁵ ». Dans sa volonté d'homogénéiser le discours national, il proclame qu'il n'y a désormais qu'un seul récit national fondé autour de l'unité de la patrie dans la lutte contre les guérillas. C'est dans l'unité du peuple, dans l'effort du peuple qui efface les différences, que le pays vivra en paix, c'est-à-dire sans les guérillas. Pour se faire, il va falloir moderniser l'armée et son image. Il sera intéressant d'analyser la manière dont l'armée a été modernisée, quelle a été sa stratégie de communication, de la guerre, et ce, dans le but de légitimer les actions de l'armée et du gouvernement, aux yeux de la population. Nous utiliserons comme principal support le documentaire « Apuntando al Corazon » réalisé par la journaliste Claudia Gorillo et Bruno Federico en 2013, qui analyse la communication militariste d'Alvaro Uribe¹²⁶.

Au cours du documentaire, les auteurs montrent que selon les sondages transmis par le ministère de la Défense colombien en 2007, l'armée est désormais perçue comme une institution appréciée par la population : elle recueille 76% et 69% d'opinions favorables lors des deux sondages. Tandis qu'en 1998 70% des sondés avaient une image défavorable de cette institution. Ainsi en partant de ce résultat, il sera intéressant de comprendre comment l'armée est devenue une des institutions les plus appréciées de Colombie, devant l'Église catholique,

¹²⁴ URIBE VELEZ, Álvaro, « Manifiesto Democrático: 100 puntos de Álvaro Uribe Vélez », *Ministerio de Educación de Colombia*, 2002.

¹²⁵ Omar RINCON in Claudia GORILLO, Bruno FEDERICO, « Apuntando al Corazon », prod La Danza Inmovil, Colombie, 2013.

¹²⁶ Claudia GORILLO, Bruno FEDERICO, Apuntando al Corazon, prod La Danza Inmovil, Colombie, 2013, 53'11mn.

d'après Espejo. Comme le décrit Omar Rincon, les trois institutions préférées des colombiens sont l'armée, l'église et la télévision. En déconstruisant comme Omar Rincon, il montre que, de la part de l'armée, la population attend de l'autorité, de la religion des valeurs et de la télévision des divertissements. Ainsi ce sont les trois grandes valeurs de la société colombienne¹²⁷.

L'autre aspect invoqué au cours de ce documentaire est le processus de modernisation de l'armée qui s'est déroulé à la fin des années quatre-vingt-dix et qui a favorisé la légitimation de la violence. Si le peuple accepte et valorise son armée, mais surtout légitime et justifie la doctrine militariste, employée par le système militaire, alors l'utilisation de la violence sera acceptée. Cette modernisation de l'armée débute lors du mandat d'Andres Pastrana avec la mise en place du Plan Colombie et d'une aide financière militaire. Outre les équipements modernes, l'aide étatsunienne a aussi apporté de nouvelles stratégies de communication, comme l'estime le Colonel José Obdulio Espejo, directeur des Communications Stratégiques au sein des forces armées, l'armée colombienne est une « organisation militaire de doctrine étatsunienne ». Désormais, des publicités militaires (montrant des militaires en combat, ou valorisant les bienfaits de l'armée) sont diffusées à la télévision, gratuitement, aux horaires où l'audience est la plus forte et aussi dans les salles de cinéma. Il explique aussi que la télévision est très importante comme moyen de communication car elle est très regardée dans les grandes villes, qui représentent les centres de pouvoirs et d'élections. Ainsi, l'utilisation et le contrôle des grands moyens de communications – et d'influence- permettent de propager une seule vision du conflit colombien, celle d'une imaginaire homogénéisation du conflit colombien.

Au cours de ce documentaire, une campagne médiatique intitulée « *Los heroes en Colombia, si existen* » réalisée par German Zuniga, directeur créatif des campagnes des Forces armées, est analysée. Cette campagne sert à héroïser les forces armées colombiennes avec pour but d'améliorer la vision de l'institution militaire au sein de l'opinion publique, faire oublier les crimes commis par les forces armées et rendre acceptable le discours militariste et sécuritaire. Selon Angel Beccasino, publiciste et écrivain, la publicité est perçue comme une communication dont l'intention est de persuader la population colombienne vers une direction précise, pour construire une opinion commune ou un sentiment commun, et ainsi homogénéiser la population vers une seule opinion. Le but est aussi de diviser, car celui ou celle qui n'est pas

¹²⁷ *Ibid*, 30'00.

convaincu.e par ces publicités est catégorisé comme un anti héros, anti patriotique. Dans ce clip, des paysages comme ceux de la Guajira (très désertique) sont utilisés pour évoquer des paysages comme ceux de l'Irak et ainsi rappeler l'imaginaire guerrier des guerres étatsuniennes et la puissance militaire de ce pays. Comme l'explique Angel Beccasino, ils essaient de reproduire l'image de l'homme ultra masculinisé, qui rappellerait le Rambo colombien, le protecteur qui protège la protégée et qui fait croire à une sensation de sécurité, de protection avec son équipement ultra-moderne.

Mais comme le démontre Omar Rincon, le message a été un échec, car le discours n'a pas réussi à convaincre le public que les soldats étaient des civils comme eux, qu'il n'y avait plus de distinction civil/militaire, ainsi la culture militaire n'a pas réussi à s'imbriquer entièrement dans la culture populaire. L'institution militaire n'a pas réussi à se modeler dans la vie civile, elle est acceptée au sein de la population des grandes villes, mais parce que personne ne la voit et qu'elle ne dérange pas les grands centres de pouvoirs.

Les réalisateurs montrent comment Alvaro Uribe utilise une propagande qui ne vise pas à établir une conversation horizontale mais qui sert uniquement à persuader, sans chercher à connaître la vérité à travers un dialogue. Nous allons donc analyser dans les prochaines lignes le rôle des médias dans la propagation des discours de peur, car les figures de la peur opèrent comme piliers de l'unité et de l'homogénéité sociale. Simone Bruno, journaliste colombien, décrit le contrôle des grands médias par le gouvernement lui permettant d'avoir la main sur l'agenda médiatique, de choisir le biais par lequel les informations sont transmises ou lesquelles sont mises en avant. De ce fait le gouvernement garde la maîtrise sur l'image des militaires au sein de l'opinion publique : comment ils sont perçus et quelle est leur place dans la société. Ces discours de peur et de demande sécuritaire permettent aussi de modeler l'image de l'ennemi car, comme le dit Marc Crépon, « la culture de la peur n'est jamais dissociable d'une culture de l'ennemi¹²⁸».

2. Les discours de peur et le rôle des médias

L'utilisation de la peur partout et nulle part est réitérée dans tous les médias : radio, télévision, presse. Comme l'explique le chercheur Omar Rincon de l'Université des Andes, les

¹²⁸ Marc CREPON, *La culture de la peur, vol.1. Démocratie, identité, sécurité*, Paris : Editions Galilée, 2008, pp.15-16.

gouvernements du XXIème siècle sont face à un manque de légitimité du fait qu'ils ne permettent pas à leurs citoyens d'accéder aux besoins primaires de la vie (un emploi, un toit, de quoi se nourrir). Ainsi, pour contrer toute révolution qui remettrait en question leur légitimité politique, ils centrent leur discours sur la peur, sur les *politicas del miedo*, ils déplacent la colère contre d'autres acteurs, des « cibles de substitution », qui sont utilisés pour détourner ce manque de « sécurité de la vie » de la part du gouvernement. L'écrivain Marc Crepon explique ce phénomène « à une époque où toutes les grandes idées ont perdu leur crédibilité, la peur d'un ennemi fantôme est tout ce qui reste aux politiciens pour conserver leur pouvoir¹²⁹ ». Le but est de « ne pas déranger avec la vérité, mais tranquilliser avec le mensonge¹³⁰ ». Claudia Gordiallo, chercheuse colombienne en communication poursuit cette idée :

« el politico que gana y el politico que gobierna bien es el que genera mejores miedos y que es capaz de conducir los mejores miedos a otras partes (...) el exito de la politica actual se funda en que somos ciudadanos del miedo, politicas del miedo y tenemos politicos que solucionan los miedos¹³¹ ».

Le professeur Alejandro Hernandez, expert en audiovisuel et cinématographie suit cette théorie lorsqu'il déclare que pour l'instant l'Autre catégorise les guérillas mais lorsque les guérillas seront parties un autre *Autre* sera contruit : « el poder se inventara otra cosa para canalizar todos los miedos y todas sus ansias de poder y concentracion politica y economica de caracter monopolistico para tener el argumento de vendernos esas soluciones de fuerza o medidas de fuerza. Eso lo que hace el gran hermano¹³² ». La peur est donc utile en politique pour concentrer tous les problèmes sociaux autour d'un ennemi de la société, ainsi la peur propagée par la politique de Sécurité Démocratique d'Alvaro Uribe devient un élément qui unifie le corps social, sans distinction de classe. Comme l'écrit Claudia Gordillo, en créant un sentiment constant de menace, la peur peut être analysée comme une colonisation du corps, car la peur a un effet sur le corps, que seulement les logiques de la sécurité peuvent reconforter. Ainsi la peur réussit à coloniser le corps et contrôler ce sentiment par les différentes mesures de sécurité prises. En effet dès qu'Alvaro Uribe baisse dans les sondages, il réactive ce sentiment de peur pour ensuite proposer des mesures de sécurité qui soulageront la population et le fera remonter dans les sondages.

« Historically, the construction and reproduction of the “security state” almost inevitably leads to a narrowing of civic culture and political life—the constriction of politics through demonising an ever-widening variety of dissent. Related to this, the creation of moral panics can victimize

¹²⁹ Marc, CREPON, *op.cit*, p.86.

¹³⁰ Vaclav HAVEL, *Essais Politiques. Lettre ouverte à Gustav Husak*, Paris : Calmann-Lévy, 1980, p.31.

¹³¹ Claudia GORDILLO, *Seguridad mediatica. La propaganda militarista en la Colombia contemporánea*, Bogota: Uniminuto, 2014, p.91.

¹³² Claudia GORILLO, Bruno FEDERICO, *op.cit*, 14'40.

minorities and inflame inter-ethnic tensions, at the same time as they militarize society and normalize state intrusion and coercion. In short, the danger is that the “war on terrorism” becomes a “war of terrorism”¹³³».

Le rôle des médias

Ce discours dichotomique et militariste se construit aussi grâce aux médias et à leur utilisation en faveur du pouvoir en place, pour légitimer la violence infligée par l'État et délégitimer les guérillas au cours de la sécurité démocratique. Les médias de masse (presse, radio, télévision, internet) permettent ainsi de diffuser à grande échelle les discours mais aussi de modeler l'opinion publique. Particulièrement dans le cas des guerres révolutionnaires ou de conflit interne entre un groupe non étatique et le pouvoir en place, il est plus facile de contrôler l'information de la part de ceux qui détiennent le pouvoir. Par exemple dans le cas de la Colombie, le pouvoir en place s'est rendu ultra visible dans la société et présent dans les médias et a rendu invisible et impossible les déclarations des guérillas dans les médias de masse. Yeny Serrano, professeure de communication, nous montre que « en limitant l'accès de l'adversaire aux médias, on restreint sa visibilité auprès de la population et la diffusion de ses discours légitimateurs¹³⁴ ». En Colombie, le discours sécuritaire et contre insurgent, et la représentation des guérillas comme des « narco terroristes » a permis de complètement délégitimer le discours révolutionnaire, mais aussi d'interdire sa diffusion dans les médias de masse. Depuis 1997, seul l'État peut s'exprimer sur le conflit dans les médias, les journalistes ont une interdiction de diffuser les idées et discours des guérillas¹³⁵. Yeny Serrano, dans son livre indique que sans visibilité, les acteurs armés ne peuvent être légitimés par la population car « pour être reconnu, il faut être visible, pour être légitimé, il faut être reconnu¹³⁶ », les discours révolutionnaires des guérillas sont donc -médiatiquement- rétrogradés à une inexistence sociale.

Dans le cadre de cette communication de la guerre, l'une des stratégies du gouvernement colombien est aussi de rendre invisible le mot « guerre » comme l'explique le chercheur spécialiste de l'Amérique latine Daniel Pécaut : « Le terme même de "guerre" est du reste frappé d'interdit, tant dans le langage des gouvernements que dans celui des médias et de l'opinion » et comme il l'écrit plus tard, cette situation entraîne le fait qu' « ordre » et

¹³³ Richard JACKSON, *op.cit*, p.166.

¹³⁴ Yeny SERRANO, « Médias, visibilité et légitimité politique en Colombie : Luttres discursives en contexte de guerre et de construction de la paix », *Études de communication*, n°47, 2016, p.52.

¹³⁵ Art. 21, chap. IV, acc. 017, CNTV, 1997.

¹³⁶ Yeny SERRANO, *op.cit*, p. 53.

« violence » soient perçus comme « indissociables » dans les mentalités : « la violence et la terreur tendent donc à être banalisées comme si elles étaient dans l'ordre des choses¹³⁷ ». On remarque que la majorité des actes violents sont attribués aux guérillas par les médias de masse, notamment dans la manière dont leurs actions sont évoquées et dont la majorité des crimes, violences ou massacres leur sont attribués. D'après une étude de la chercheuse Alexandra Garcia en octobre 2016, qui a analysé plus de cinq cents articles des grands journaux nationaux de 1998 à 2006 (El Tiempo, El Colombiano, El Heraldo), elle démontre que, lors de violences ou de massacres, la guérilla était explicitement nommée, à l'inverse des paramilitaires¹³⁸. Son étude dénonce que 60% des articles mentionnaient précisément les guérillas, tandis que les mots « paramilitaires » ou « AUC » n'étaient pas explicitement nommés dans plus de 75% des articles alors que les violences leur étaient attribuées. Ils étaient cachés sous des termes flous tels que « hommes armés » ou « hommes encagoulés ». Cette mise sous projecteur des guérillas comme instigateurs de la violence a permis à ce qu'au sein de la population civile, circule une idée très violente des guérillas, et que 32% de la population colombienne les considère comme responsables de la violence en Colombie. Tandis que les études prouvent que les paramilitaires (AUC) et les forces armées du gouvernement sont coupables de plus de 75% des victimes, suivis des narcotrafiquants et ensuite des guérillas¹³⁹.

3. Un discours sécuritaire inégalitaire

Simone Bruno, Président de l'Association des Journalistes Internationaux en Colombie (APIC) estime que la rhétorique militariste est utilisée dans tous les pays du monde en guerre, notamment les États Unis. Dans le cas de la Colombie, il existe donc une élite oligarchique qui vit dans les grandes villes face aux guérillas présentes dans les campagnes. Cette géographie du conflit implique que les violences sont beaucoup moins ressenties dans les grandes villes et c'est aussi ce *statut quo* des grands centres urbains que les militaires protègent. Ils essaient que le conflit reste aux périphéries, dans les zones rurales ou dans les bidonvilles, pour maintenir le privilège de la sécurité au sein des centres de pouvoir. Une des techniques de communication politique de la sécurité démocratique qui a été mise en place par Alvaro Uribe est la militarisation des grands centres villes, en mobilisant et en quadrillant chaque rue de militaires

¹³⁷ Daniel PECAUT, « De la banalité de la violence à la terreur : le cas colombien » [En ligne], *Cultures & Conflits*, n°24-25, hiver 1996- printemps 1997, mis en ligne le 27 mars 2007, consulté le 30 mars 2021, p.18.

¹³⁸ Adrian ALSEMA, « How Colombia's newspapers consistently misinformed the public of the armed conflict », Colombia Reports, mis en ligne le 18 octobre 2016.

¹³⁹ Épisode 3 : Colombie : le combat des victimes du paramilitarisme, *LSD. La série documentaire*, Perrine KEVRAN, diffusée le 24/10/2018.

et policiers, pour ainsi donner l'impression aux populations urbaines que le gouvernement faisait quelque chose contre le conflit. C'est ce que décrit Simone Bruno, après le quadrillage militaire policier de la ville, lorsqu'il demande aux habitants de Bogota ce qu'ils en pensent : beaucoup répondent qu'ils sont heureux car désormais il est possible d'aller dans sa *finca* durant les fins de semaine, mais lorsqu'il leur demande s'ils en ont une, tous répondent que non. Ce passage est très important car il décrit la manière dont Alvaro Uribe a réussi sa stratégie d'homogénéisation des intérêts de la population : désormais les classes populaires se préoccupent des intérêts des classes aisées ; ils ont enfin un point commun : la lutte contre la guérilla. Il l'explique :

« es como una infiltracion de un pensamiento burgués hasta estratos de la sociedad que viven de nada. Durante la epoca de la seguridad democratica se olvido la parte mas baja de la poblacion. La pobreza aumento, se disfrazaron los numeros para poder enmascarar estos hechos y demostrar que estaba bajandola por eso, por lo menos manteniendo en los mismos niveles anteriores pero esto fue pura mentira¹⁴⁰ ».

La volonté d'homogénéisation, d'uniformisation de la société, d'une « *colombianidad* » de la part d'Alvaro Uribe résulte de cette stratégie de créer une société du « nous » contre « eux ». Ainsi le « nous » guerrier qui s'oppose à l'ennemi, alimenté par la propagande militariste, permet de faire oublier le « nous » social, et de niveler les luttes sociales à son plus bas niveau.

Une sécurité hétérogène

Simone Bruno déconstruit l'idée de « sécurité » vantée par Alvaro Uribe en montrant comment cette sécurité est inégalitaire. Si l'on se place du côté de la classe qui peut désormais aller dans sa « *finca* » les fins de semaines, la sécurité représente moins de vols, moins de séquestration et moins d'actions de la part de la guérilla. A contrario, la sécurité de la vie – qui touche les classes populaires- elle, n'a pas évolué. La sécurité de l'emploi, celle de pouvoir nourrir ses enfants, la sécurité de la santé, ou la sécurité du logement ne sont pas incluses dans le programme de la Politique de Sécurité Démocratique, comme l'explique le rapport de la Mesa Mujer y Conflicto :

« La seguridad no es sólo la protección frente al delito, sino también la certeza de no morir de hambre, de conseguir empleo, de obtener vivienda y servicios médicos, de vivir con dignidad; es la garantía para gozar y ejercer con libertad los derechos humanos y constitucionales¹⁴¹ »

¹⁴⁰ Claudia GORILLO, Bruno FEDERICO, *op.cit.*

¹⁴¹ 62 MESA DE TRABAJO MUJER Y CONFLICTO ARMADO, *Informe sobre violencia sociopolítica contra mujeres, jóvenes y niñas en Colombia* [en ligne], 2012, p. 16.

Alejandro Parra Masias, met en évidence la manière dont Alvaro Uribe a utilisé le conflit armé comme façade pour mettre de côté, cacher les problèmes sociaux, d'autant que parmi les causes de décès en Colombie, le conflit armé ne se situe même pas dans les vingt premières causes. Alors qu'en 2011, les résultats établissent en première position les accidents de la route, en deuxième les maladies respiratoires curables ; la catégorie de la population la plus touchée étant les enfants. Il révèle par ailleurs qu'en 2010 il existait 5,5 soldats pour 1000 habitants tandis qu'il y avait 1 médecin pour 3870 habitants. Ainsi, comme développe Omar Rincon, Uribe déploie d'autant plus les discours de peur, dès qu'il perd en légitimité : face à la perte de sécurité de la vie pour la population colombienne. Le professeur montre aussi comment la sécurité est devenue un business très lucratif dans le monde mais aussi en Colombie : « La seguridad es un negocio. Bueno para los políticos porque producen adhesion a ideas. Quien producimos ahora la decision ? Quien me puede defender de un miedo mejor ? », la réponse est Uribe. La sécurité est, et devient de plus en plus un business et ce à plusieurs titres. Elle produit des biens (caméras vidéo, vigilance), alimente à son tour les médias par la diffusion de la peur qui est un thème extrêmement rentable, pour se transformer au final en un pur produit économique, de production locale et d'exportation pour la Colombie.

De plus, selon un rapport de la Mesa de Trabajo Mujer y Conflicto Armado, la politique de Sécurité Démocratique a eu un effet désastreux sur la vie des femmes et des jeunes filles :

« [La política de seguridad democrática] lejos de proteger a la población civil de los rigores del conflicto armado (...) ha contribuido a empeorar su situación de seguridad por la creciente militarización de la vida civil y por la fuerte presión de los diferentes grupos armados —el Ejército incluido— para involucrarla en el conflicto. Para las mujeres, jóvenes y niñas esta situación supone vivir en contextos de control social ejercido por actores armados, con efectos devastadores en sus vidas¹⁴²».

C. Les paramilitaires et Alvaro Uribe : légitimation de la violence au nom de la sécurité et instauration des normes conservatrices

1. Création et consolidation des milices paramilitaires

Au début des années 1980, face à la montée des guérillas communistes, des groupes armés de « maintien de l'ordre » sont apparus pour réinstaurer la sécurité. Ils regroupent différents milieux sociaux impactés par les attaques des guérillas et dont les intérêts socio-

¹⁴² Mesa de Trabajo Mujer y Conflicto Armado, Cuarto Informe sobre Violencia Sociopolítica contra Mujeres y Niñas en Colombia, Bogotá, octobre 2004, p. 7.

économiques seraient remis en question si une réforme agraire conduisait à la redistribution des terres. D'un côté se trouvent les latifundios, les grands propriétaires terriens, qui voient le très inégal accès à la terre dont ils bénéficient mis en danger. Puis les narcotrafiquants, qui, à l'origine, étaient en opposition avec la logique révolutionnaire, et bénéficiaient aussi de larges pans de terres, distribués ou pris de manière inégalitaire. Ainsi que l'écrit le chercheur spécialiste de la Colombie Jacobo Grajales « *dans des nombreux cas la porosité entre élites foncières et nouvelles classes liée à la drogue est flagrante* ». Quant au système militaire, ne parvenant pas dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix à contrer l'expansion territoriale des guérillas, il va favoriser l'éclosion de ces milices paramilitaires, tant dans leurs armements qu'en leur inculquant les techniques de guerres anti-insurrectionnelles.

Mauricio Romero, spécialiste du paramilitarisme en Colombie, définit les paramilitaires comme une forme militaire extra institutionnelle. Ces milices paramilitaires sont présentes au sein des élites foncières et au sein du système militaire colombien et ne vont pas tarder à irriguer le système politique et économique. Dès lors ce lien « parapolitique » se traduit aussi dans les relations entre Alvaro Uribe -fils d'un latifundio assassiné par la guérilla- et les milices paramilitaires. Entre 1996 et 1998 Alvaro Uribe était Gouverneur du département d'Antioquia, et a commencé à militariser le pays et notamment les groupes de propriétaires terriens, cibles des actions de la guérilla. Avec la création des coopératives « Convivir », il a légalisé et légitimé le fait que les Forces Armées donnent des armes à ces propriétaires terriens. Ces coopératives représentaient la face légale des milices paramilitaires, réunies à l'époque sous l'acronyme AUCU - Autodefensas Unidas de Cordoba y Uraba-. Puis, grâce à la légalité des Convivir, les anciens groupes d'autodéfenses d'extrême droite, auparavant ancrés au niveau régional, se sont transformés en une organisation politico-militaire au niveau national, regroupées sous le nom d'Autodefensa Unidas de Colombia (AUC) en 1997. On peut ainsi remarquer qu'Uribe a eu très tôt un dessein militaire et militariste concernant le rétablissement de la sécurité en Colombie. La violence et la « force » étant glorifiées comme technique pour créer de l'ordre et comme unique option pour contrer les guérillas communistes.

Les AUC sont aussi le point de départ d'un climat de violence généralisé, engrené financièrement par l'expansion du trafic de drogue et l'entrée des groupes paramilitaires dans des zones historiquement contrôlées par les FARC. Au début des années 2000 les paramilitaires sont à l'apogée de leur puissance, ils ne sont pas qu'une forme militaire mais sont aussi présents dans les secteurs politiques et économiques. Comme l'écrit le chercheur Jacobo Grajales, « dans

les zones où l'emprise paramilitaire est la plus forte le vote est totalement encadré, de manière à assurer la victoire de candidats proches des paramilitaires¹⁴³». Cette présence dans les sphères politiques est aussi proclamée par le chef d'un secteur des AUC dans une interview pour le journal *Semana* en 2005 :

« hay una amistad con los políticos en las zonas en donde operamos. Hay relaciones directas entre los comandantes y los políticos y se forman alianzas que son innegables. Las autodefensas les dan consejos a muchos de ellos y hay comandantes que tienen sus amigos candidatos a las corporaciones y a las alcaldías. Creo que podemos afirmar que tenemos más del 35 por ciento de amigos en el Congreso y para las próximas elecciones vamos a aumentar ese porcentaje de amigos¹⁴⁴ ».

On assiste à la transformation de ces mafias en réseaux qui irriguent les domaines militaro-policiers, politiques, légitimés par un climat de banalisation de la violence et l'absence de démocratie. Le climat de peur est généralisé et est utilisé comme moyen de contrôle social et comme arme de guerre : entre 1997 et 2005 plus de 2000 tueries ont eu lieu en Colombie dont des assassinats des défenseurs des droits humains et des mouvements syndicaux¹⁴⁵. C'est ce que décrit un rapport de l'organisation colombienne pour la défense des femmes Sisma Mujeres datant de 2009 :

« Según el movimiento nacional de víctimas de crímenes de Estado, entre 1982 y 2005 los paramilitares han cometido más de 350 matanzas, han desaparecido a más de quince mil colombianas y colombianos que sepultaron en unas 3000 fosas comunes, han asesinado a más de 1700 indígenas, 2550 sindicalistas y cerca de 5000 miembros del partido político de izquierda denominado La Unión Patriótica. Se estima además que en Colombia existen cerca de cuatro millones de personas desplazadas violentamente de sus territorios. De acuerdo con los procesos penales de la "parapolítica" que han salido a la luz pública en los últimos años, se estima que los paramilitares han logrado cooptar el 35% de los integrantes del Congreso de la República¹⁴⁶ ».

Derrière la rhétorique « d'auto-défense » face aux guérillas, les AUC ont profité de cette militarisation et cet armement pour déloger et spolier des terres, par la violence et la terreur dans des zones rurales reculées des grands centres économiques. Ces expropriations violentes ont débuté dans le nord occidental colombien, proche de la zone bananière d'Uraba, où vivent majoritairement des ethnies afro colombiennes et indigènes puis, cette technique s'est répandue sur la côte Caraïbe, bastion des paramilitaires et dans d'autres zones du pays. Dans certaines

¹⁴³ Jacobo GRAJALES, « Violence paramilitaire en Colombie. Lorsque l'État reste au centre du jeu », *Guerre & Po*, 3 novembre 2017.

¹⁴⁴ REVISTA SEMANA, « Habla Vicente Castano » [en ligne], *Revista Semana*, 6 mai 2005. Disponible sur http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=87628 consulté le 06/06/21.

¹⁴⁵ Épisode 2 : *Colombie : L'impunité des crimes paramilitaires*, LSD. La série documentaire, Perrine Kevran, diffusée le 24/10/2018.

¹⁴⁶ CORPORACION SISMA MUJER, « Mujeres en Conflicto: Violencia Sexual y Paramilitarismo », 2009, p.21.

régions, ils sont au service de grandes multinationales pour déposséder les paysans de leurs terres.

On estime que les paramilitaires sont responsables de 60% des massacres commis en Colombie¹⁴⁷. Cette technique de dissuasion vise à provoquer des déplacements de populations forcés et d'exilés, qui abandonneront leurs terres. Selon Gustavo Petro, ces exils forcés sont la conséquence de la migration intérieure la plus importante du monde, ils se regroupent à la périphérie des grandes villes et provoquent en retour une violence cyclique et endémique interne. La moitié de la population qui est à la périphérie des villes se trouve là, parce qu'elle est victime de la violence des déplacements forcés. À Bogota, on compte 800 000 déplacés pour huit millions d'habitants et à Medellin plus d'un quart des déplacés est dû à cette violence. Mais ces déplacements en retour, provoquent un grossissement des villes et augmente la violence urbaine. Cette misère urbaine permet ensuite le recrutement de jeunes sans repères- issus des quartiers pauvres des grandes villes- et face à un délitement du noyau familial et communautaire, ils participent ensuite aux actions paramilitaires dans les quartiers marginalisés :

« most of the paramilitaries grew up in marginalized communities and joined the groups to escape poverty, powerlessness and unemployment. Thus, the opportunity to join a paramilitary group offered an alternative pathway for living up to expectations of masculine identity of being financially independent¹⁴⁸»

Ainsi, nous assistons à un cercle vicieux de la violence en Colombie car ce sont les paramilitaires, en grande partie, qui sont responsables de l'augmentation de la violence urbaine et du chômage de milliers de paysans et c'est pourtant eux qui recrutent des jeunes, victimes indirectes de leurs propres employeurs. Les paramilitaires engrènent cette violence urbaine et cette perte d'espoir, en offrant parallèlement une aide économique et une revalorisation du statut social de ces jeunes. Cette manne financière et sociale devient une aubaine pour ces jeunes, qui la saisissent comme l'unique porte de sortie à leur misère :

« La asociación del grupo ilegal con una empresa y de la guerra con un trabajo representaron, para muchos hombres, lo más cercano a un trabajo "formal". La falta de opciones laborales por fuera de la vida militar, sumada al entrenamiento y el manejo de armas, constituyen asuntos determinantes en el ingreso al grupo armado¹⁴⁹ ».

¹⁴⁷ Jacobo GRAJALES, *op.cit.*

¹⁴⁸ Sara, MEGER, Julia, SACHSEDER, « Militarized peace: understanding post-conflict violence in the wake of the peace deal in Colombia », *Globalizations*, 14 janvier 2020, p.962.

¹⁴⁹ Andrea, NERA CRUZ, Andrea TERESA CASTILLO, « Hombres de verdad » : urdimbres y contrastes entre masculinidades paramilitares y farianas », *Nomadas*, juillet-décembre 2020, p.126.

Dans son livre *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Jacobo Grajales expose les raisons pour lesquelles les paramilitaires ne se perçoivent pas seulement comme des groupes criminels mais aussi des groupes politiques¹⁵⁰. Il s'oppose à la représentation des paramilitaires comme conséquence de la faiblesse de l'état ou comme milice à la solde des militaires. Il révèle comment les milieux criminels se sont politisés du fait que beaucoup de paramilitaires sont ensuite devenus propriétaires terriens, ce qui a en quelque sorte permis de flouter leur passé criminel au prisme de leur statut de privilégié dans la société colombienne néolibérale.

Nous allons maintenant analyser le discours dichotomique du *eux/nous* par les paramilitaires et l'utilisation de la rhétorique de l'ennemi intérieur qui visent à légitimer la violence et à réinterpréter leur catégorisation comme groupes criminels. Nous pouvons nous apercevoir que cette justification et légitimation de la violence est interprétée au nom de l'enrichissement des populations, de la sécurité et de l'ordre, mais surtout au nom de la défense face au seul ennemi du peuple : l'Autre, les guérillas¹⁵¹. Ainsi, ils se définissent, selon leurs représentants, comme groupe « d'autodéfense » face à un État « faible » et à une menace communiste. Comme l'écrit le chercheur Jacobo Grajales « une telle revendication cherche à faire accepter le caractère politique, et non criminel de leur action¹⁵² », à faire reconnaître l'utilisation de la violence à des fins politiques, qui vise à protéger la population des guérillas. Il poursuit en expliquant que dans le système pénal colombien « être reconnu comme un criminel politique constitue une légitimation de l'action violente, tout en ouvrant la porte à des bénéfices juridiques, des amnisties et une protection contre des poursuites pour narcotrafic¹⁵³ ». Ce qui est intéressant c'est que, dans le même cas, les guérillas pourraient aussi se reconnaître comme « criminels politiques », car ils luttent, par la violence, *en faveur* de la population colombienne, pour une société plus égalitaire.

Dans le cas des paramilitaires, on remarque que cette identification de l'Autre a permis de justifier la violence, et la pratique de moyens anti-démocratique pour exercer le pouvoir. Voici par exemple un document officiel des AUC dans lequel l'utilisation de la violence, au départ,

¹⁵⁰ GRAJALES Jacobo *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris : Karthala, 2016, 324 p.

¹⁵¹ Daniel CASTANO, Gabriel RUIZ, « La construcción del discurso contrainsurgente como legitimador del poder paramilitar en Colombia », *Estudios Políticos*, n°51, 2017, pp.153-174.

¹⁵² Jacobo GRAJALES, « Violence paramilitaire en Colombie. Lorsque l'Etat reste au centre du jeu », *Guerre&Po*, BRIEF, 26 avril 2017.

¹⁵³ *Ibid.*

est assignée à la guérilla et que c'est au nom de la défense de leurs vies, qu'ils ont été obligés de se calquer aux méthodes non formelles de la guerre :

« Nuestro origen determinante es la guerrilla, pero nuestra evolución, carácter y fines son diferentes a los de la subversión. Actualmente somos un Movimiento Nacional, político-militar, de carácter antisubversivo que propende por el Estado de Derecho y la libertad económica en un equilibrio social. Las características y los métodos irregulares de este conflicto fueron determinados, desde su origen, por las guerrillas, no por nosotros. Nos hemos visto obligados, como única manera de salvar nuestras vidas, a utilizar, para nuestra defensa, los mismos métodos empleados por la guerrilla para agredirnos¹⁵⁴ ».

Le texte montre combien les FARC sont instrumentalisés pour justifier les méthodes non démocratiques utilisées par les groupes paramilitaires et comment - au nom de la protection de la population et de l'équilibre social et économique- les AUC ont dû prendre les armes. C'est cette dénonciation de la guérilla comme élément fondateur et introducteur du désordre social qui permet de légitimer toutes formes de lutte- « légales et illégales » vers une victoire sur les « agents du désordre ». Vanter les bienfaits de la « paix armée », telle est la devise de la doctrine militariste, tout comme l'utilisation de la dualité « eux » et du « nous », qui cherche à polariser et diviser et surtout construire un ennemi intérieur au sein de la société colombienne, un ennemi commun pour une cohésion sociale. Le discours du « nous » vs « l'autre » définit un groupe ennemi de la société, et permet de créer un ordre symbolique du social et l'établissement de frontières sociales entre nous-eux, ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors. Car que signifie le terme « ennemi social » ? Comme l'explique les chercheurs étatsuniens Clayton et Thomson, ce sont des sujets « légitimement persécutés », en les nommant ennemis de la nation, le but est de légitimer leur persécution¹⁵⁵. Leurs détracteurs trouvent tous les moyens pour légitimer aux yeux de la loi leur persécution ; car normalement dans un état démocratique et de droit, on ne peut persécuter ou stigmatiser un groupe de personnes. Pour les combattants paramilitaires, ils se battent pour une cause « juste », ils se voient comme des hommes « respectables » qui luttent pour la libération de leur pays des guérillas¹⁵⁶.

La question de l'ordre économique est aussi indispensable à la légitimation des AUC. Toujours dans la même logique néo-colonisatrice, la nouvelle rhétorique de la nécessité de l'ordre et du développement économique est utilisée par le chef paramilitaire Castano Gil :

¹⁵⁴ Autodefensas Unidas de Colombia (AUC), *Origen, evolución y proyección de las Autodefensas Unidas de Colombia*, 1999. Disponible sur : de http://web.archive.org/web/20030210160912/http://colombia-libre.org/colombialibre/organizacion_institucional.htm.

¹⁵⁵ Clayton, GOVINDA, Andrew THOMSON, "The Enemy of my Enemy is my Friend... The Dynamics of Self-Defense Forces in Irregular War: The Case of the Sons of Iraq", *Studies in Conflict and Terrorism*, n°37, 2014, pp. 920-935.

¹⁵⁶ Andrea, NERA CRUZ, Andrea TERESA CASTILLO, « Hombres de verdad » : urdimbres y contrastes entre masculinidades paramilitares y farianas », *Nomadas*, juillet-décembre 2020, p.126.

« Mientras la autodefensa busca enriquecer, la guerrilla busca arruinar. La subversión necesita mantener al pueblo devastado, con hambre, miseria, sin salud ni Estado. [...] En cambio la Autodefensa cree que para enriquecer las regiones se necesita seguridad y para que la haya, debe haber autoridad a través de un Estado fuerte; eso se traduce en orden¹⁵⁷ ».

La rhétorique utilisée ici est que l'ordre représente l'unique voie pour rétablir la sécurité, mais aussi l'enrichissement de ces régions, en opposition avec la guérilla qui appauvrit les régions alors que les paramilitaires les enrichissent. Sauf que pour enrichir il faut de l'ordre. Car le problème de ce conflit c'est l'attaque à l'ordre social de la part de la guérilla et l'unique solution face à l'inaction de l'État c'est d'avoir recours à des armées privées. D'après les dires des paramilitaires, ils ne seraient présents que pour contrer l'avancée de la guérilla, et sauver les paysans de cette présence non voulue, comme l'explique Fernando Londono, ancien ministre de l'Intérieur de l'ex-président Alvaro Uribe :

« Las autodefensas existen porque existe la guerrilla marxista, valga decir, el ataque. (...) En su origen, están, pues, atadas a dos hechos fundamentales: el oprobioso vejamen al que estaban sometidos los campesinos colombianos, y la ineptitud del Estado para garantizarles la vida, la honra y los bienes, que es exactamente aquello para lo que el Estado existe¹⁵⁸ ».

Le discours reste le même, et s'inscrit dans une logique de protection des peuples, face à un État faible qui ne peut pas protéger sa population des trois biens indispensables à une société néolibérale et néoconservatrice : « la vie, l'honneur et les biens ». Car durant une guerre, les trois biens fondamentaux d'un État libéral sont affectés : la vie, la liberté et la propriété. Le paramilitarisme repose sur l'ordre mais pas n'importe lequel, l'ordre antimarxiste et pro-capitaliste. La domination paramilitaire se construit à partir de l'établissement du sentiment qui justifie l'usage privé de la violence et depuis la circulation sociale de valeurs et de notions qui légitiment la violence exercée. L'important est de comprendre que ces deux registres constituent en réalité une unité et ainsi doivent être analysés. Les deux vont toujours ensemble, la violence paramilitaire est toujours accompagnée de son discours légitimant.

2. Une justification au nom du développement néolibéral

Ce modèle de masculinité est aussi utilisé à des fins économiques car comme l'ont démontré plusieurs auteurs, l'imposition de ce contrôle social s'exerce sur des terres fertiles qui disposent

¹⁵⁷ ARANGUREN, Mauricio. *Mi confesión. Carlos Castaño revela sus secretos*. Bogotá : Oveja Negra, 2001, p.215.

¹⁵⁸ LONDOÑO, Fernando, « Lo que murió con Castaño », *El Colombiano*, 2006. Disponible sur: <http://www.elcolombiano.com/historico/lo-que-murio-con-castano-OVEC-AO-4110187>.

de matières premières, où les populations marginalisées et racialisées sont perçues comme naturellement « dominées » et ainsi victimes de déplacements et de spoliations de leurs terres. La violence peut aussi être analysée comme une forme décentralisée d'un ordre unitaire de la force qui sert à garantir la reproduction du pouvoir. Des structures de pouvoir politique et économique qui, au nom du développement économique néolibéral, ont légitimé l'exclusion, la stigmatisation l'imposition d'un règne de la terreur et de la violence. Différents auteurs ont pris l'exemple des déplacements de population pour montrer qu'ils étaient une conséquence des politiques néolibérales et non exclusivement du conflit armé. Le sociologue Ulrich Oslender divulgue que le conflit armé n'est pas responsable des déplacements de populations mais que ce sont l'une des conséquences de la volonté de profit lié au système néolibéral :

« The phenomenon of displacement in the Pacific region is not a consequence of the armed conflict, as the government wants to present it to the international public opinion. No. The displacement is a strategy of the conflict. Displacement occurs precisely to move people out. The armed conflict uses the strategy of displacement to empty lands that they need in order to develop their macro- and mega-projects¹⁵⁹ ».

Selon l'auteur, sous couvert de la lutte anti-terroriste, cette légitimation de la violence sert le dessein économique des élites au pouvoir et les investissements étrangers. Par ailleurs, ce climat de violence s'est vite élargi à toute forme d'opposition contre l'expropriation des terres-qui n'avaient pourtant aucun lien avec les guérillas- soient les paysans, les syndicalistes, les minorités ethniques, les leaders sociaux, les ONG. La sociologue Liliana Franco voit ces violences comme la conséquence d'un processus historique de domination politique d'une classe dirigeante qui veut garder et élargir ses avantages et sa domination sur la population. De fait cette extrême violence permet de garder en place un système injuste et inégalitaire, en instaurant une répression extrême quant à ceux qui voudraient s'en délier. Alvaro Uribe joue sur deux tableaux : il utilise la rhétorique de la lutte anti-terroriste pour garder l'image « démocratique » du pays afin de faire venir des investissements étrangers et de l'autre côté il réprime violemment, par l'action des paramilitaires, toute tentative de rébellion qui mettrait en péril le dessein néolibéral.

Dans son explication, l'auteur nous montre que le paramilitarisme de par l'instauration d'un régime de terreur dans certaines régions, a réussi à accumuler de larges richesses, et de nombreuses terres. La rhétorique anti-terroriste véhiculée par les discours sécuritaires sert à détourner l'opinion publique du problème de la répartition des terres et de son expropriation

¹⁵⁹ Ulrich, OSLENDER, "Violence in development: The logic of forced displacement on Colombia's Pacific coast", *Development in Practice*, n°17, p.759.

par la violence, bénéfique au système néolibéral et à l'oligarchie économique en place. De plus, ces spoliations de terres se produisent dans les zones rurales, reculées des centres urbains, où vivent majoritairement des populations marginalisées, racialisées et paupérisées par le conflit armé. Selon le géographe économiste marxiste David Harvey, la militarisation ne peut être dissociée du capitalisme et de l'accumulation de richesse, car cette accumulation se fait par la force et la dépossession. Dans le cas de la Colombie elle s'instaure par la dépossession des terres des paysans, notamment par la *parapolitique*. Par conséquent la violence paramilitaire renforce la sécurisation des conditions nécessaires au développement du néolibéralisme, et cette violence se construit sur les hiérarchies de genre et de race héritées du colonialisme, perçues comme « naturellement » dominées. Nous voyons donc que la militarisation de la société et la doctrine militariste prônent un rétablissement de la sécurité par la force militaire, mais la violence qui s'ensuit reproduit et sert un ordre social inégal, hérité de la colonisation.

La chercheuse Julia Sachseder montre la corrélation entre les zones sous contrôle paramilitaire et les zones où vivent les populations les plus marginalisées et racialisées de Colombie et démontre que la violence sexuelle et les déplacements internes de population servent tacitement les intérêts de compagnies transnationales¹⁶⁰. Elle révèle le lien entre la violence et la globalisation du capitalisme néolibéral, et comment les constructions de genre et de race – héritées de la colonisation- sont réutilisées pour déshumaniser l'Autre et ainsi, justifier la spoliation des terres. A travers son analyse des relations de pouvoir avec une approche intersectionnelle, elle révèle comment les acteurs économiques locaux exacerbent les formes locales de domination qui engendrent des violences sexuelles et des déplacements internes ; à travers une « économie politique de la masculinité et des formes néolibérales de l'expansion et l'exploitation¹⁶¹ ». Ces deux formes de violences, *-masculinité et néolibéralisme-* ne sont pas seulement des produits des structures coloniales, capitalistes et genrées, mais elles servent aussi à renforcer et réintroduire ces relations de pouvoir entre dominants et groupes subalternes.

« What emerges in Colombia's armed conflict are thus forms of violence that are part of the colonial legacy to gain control over Afro-descendant and Indigenous communities and their territory as a means of accumulating and distributing licit and illicit commodities. These conditions contribute to the exploitative and repressive system that benefit the hegemonic class, and as modes of appropriation and inferiorization they further marginalize women and foster a relation of structural, often violent, domination and oppression¹⁶² ».

¹⁶⁰ Julia, SACHSEDER, "Cleared for investment? The intersections of transnational capital, gender, and race in the production of sexual violence and internal displacement in Colombia's armed conflict", *International Feminist Journal of Politics*, vol.22, n°2, 3 mars 2020, pp.162-186.

¹⁶¹ *Ibid*, p.173.

¹⁶² *Ibid*, p.181.

Comme relaté précédemment, cette relation est conceptualisée par l'auteure Julia Sachseder comme la « colonialité de la violence » (un espace où se mêle des violentes formes de domination et d'appropriation qui ont pour objectif de faciliter l'accumulation du capital et qui pourraient – sur le long terme- favoriser une relation d'oppression structurelle dans la Colombie post conflit). Ainsi, ce phénomène est interprété comme une *colonisation interne* de groupes armés qui volent les terres de paysans et entraînent des déplacements de populations à des fins néolibérales, - selon la définition néomarxiste- pour étendre et maintenir la domination des classes. Ce concept de *colonialisme interne* sert à expliquer que le colonialisme n'est pas uniquement international mais est aussi national et peut se produire au sein d'un même pays. Pablo Gonzalez Casanova, intellectuel mexicain se demandait dès les années soixante pourquoi le système colonialiste était toujours d'actualité dans les pays latino-américains après leur indépendance, « il [le colonialisme interne] se produit aussi au sein d'une même nation, dans la mesure où il existe une hétérogénéité ethnique en son sein, où certaines ethnies sont liées aux groupes et classes dominantes, d'autres aux dominé-e-s » (González Casanova, 1965). Il voulait montrer comment le colonialisme peut aussi se définir comme une relation de domination entre aires urbaines et rurales, entre les habitants des métropoles et les peuples autochtones.

Pour conclure, en Colombie, la guerre antiterroriste menée par Alvaro Uribe en 2002 a permis de plonger la société colombienne dans une culture militariste, qui renforce et légitime les valeurs de la culture patriarcale. Désormais les systèmes d'oppression et de domination qui alimentent la culture patriarcale, sont légitimés au nom de la sécurité nationale et de la lutte contre l'ennemi commun. Le système patriarcal et le système militariste, dans leur volonté de véhiculer un modèle de masculinité dominante et hégémonique, défendent tous les deux les intérêts des classes au pouvoir- masculine, blanche et hétérosexuelle. De plus, ils instrumentalisent le corps des femmes et construisent un certain modèle de féminité qui leur permet de se maintenir au pouvoir. Dans le prochain chapitre, nous analyserons comment la guerre antiterroriste a permis de renforcer cette vision coloniale et patriarcale de l'Autre notamment à travers le contrôle social instauré par les paramilitaires dans les zones « conquises » et la manière dont ils ont instrumentalisé le corps des femmes, à travers une colonisation et un contrôle de leurs corps, perçu comme un objectif militaire et une stratégie militaire, comme une arme. Nous aborderons le paramilitarisme comme une forme exacerbée de la doctrine militariste, qui s'est imposée dans le conflit colombien et qui est l'expression de ce que Mary Kaldor désigne les « new wars » par la privatisation du conflit et sa

« paramilitarisation ». Nous analyserons aussi comment la doctrine militariste véhiculée par Alvaro Uribe et la mise en place de la Politique de Sécurité Démocratique ont légitimé, dans le cas des paramilitaires, le transfert d'un modèle de masculinités hégémoniques vers des masculinités guerrières.

III. LES AUC : UN MODÈLE DE MASCULINITÉ HÉGÉMONIQUE MILITARISÉ

Comme nous l'avons analysé précédemment la figure de l'Autre a été très bénéfique dans la mise en place d'une politique anti-terroriste auprès de la population colombienne lors du premier mandat d'Alvaro Uribe (2002-2006). Ainsi la discrimination et la stigmatisation d'un Autre a toujours été une stratégie efficace au cours du processus militariste, depuis l'Autre *indigène* à l'ère coloniale jusqu'à l'Autre *ennemi* à l'ère antiterroriste. Luisa Espita, au cours de son mémoire sur le lien entre patriarcat et militarisme au sein de la Politique de Sécurité Démocratique d'Alvaro Uribe, définit ainsi la figure de l'Autre, *ennemi* à l'ère antiterroriste :

« el etnocentrismo que siempre ha demostrado una gran afición por el discurso militarista. La imagen del Otro —de la cultura ajena, resistente a la aprehensión, al conocimiento— se ha desdoblado con demasiada frecuencia en la del Enemigo (p. 79). Lo anterior es evidente en contextos de conflictividad cuando en la mirada a Oriente o a los inmigrantes, estos han sido identificados como enemigos. También esta lógica es visible en el contexto latinoamericano, donde los habitantes de la ruralidad, los pueblos indígenas, las orientaciones sexuales e identidades de género no normativas, y en general, quienes que no poseen las características del hombre blanco, urbano, propietario y heterosexual suelen verse como enemigos, como amenazas, como otros¹⁶³ ».

La construction de l'ennemi se base sur des critères et des valeurs construits comme « contre-nature » selon le modèle sociétal promu¹⁶⁴. Cette étude de cas permettra d'analyser l'une des conséquences de cette promulgation d'une société dualiste, à travers le cas des paramilitaires comme expression exacerbée de cette culture militariste et de la construction d'un modèle de masculinités guerrières. La méthodologie de cette dernière partie s'est construite à partir de l'étude de différents rapports dont celui de l'organisation féministe de défense des droits des femmes en Colombie Sisma Mujer qui donne la voix à 97 témoignages de femmes victimes de violences sexuelles- produites pour la majorité dans les départements d'Antioquia et Santander et commises par les paramilitaires entre 1996 et 2006. Nous nous baserons aussi sur le rapport du CNMH « La guerra contra las mujeres » qui décrypte en détail les violences sexuelles

¹⁶³ Luisa ESPITA, « La Relación entre el Patriarcado y el Militarismo en la Política de Defensa y Seguridad Democrática (2002-2004) », mémoire en sciences politiques, Bogota : Universidad Nacional de Colombia, 2018, p.48.

¹⁶⁴ Le mot nature est très intéressant dans la vision dominante car soit perçu comme un motif de rejet à l'ère coloniale car « proche de la nature et non de la raison » : les indigènes proches de la nature donc éloigné du bon sens, de la rigueur et en même temps, au XXIème siècle, face à un retour de l'ordre moral conservateur, on rejette ce qui est considéré comme « contre-nature » (homosexualité, prostitution), car le « naturel » est assimilé au conservatisme.

commises sur les femmes indigènes et afro-descendantes, mais aussi sur la communauté LGBTI durant le premier mandat d'Alvaro Uribe (2002-2006).

Selon l'OMC dans un rapport du CNMH, la majorité des violences sexuelles qui ont été rapportées durant le conflit armé colombien se sont déroulées entre 1997 et 2005¹⁶⁵ (Voir Annexe III). En 1999 le Plan Colombie venait d'être mis en application et a permis une forte expansion territoriale de l'armée colombienne et des paramilitaires grâce à des aides financières militaires. Durant cette période et selon les chiffres de l'OMC, 8035 cas de violences sexuelles ont été rapportés, en majorité attribués aux paramilitaires (4810), aux guérillas (1927) et 1750 à des groupes inconnus¹⁶⁶. De plus, au début des années 2000, nous assistons à la mise en place de la politique de Sécurité Démocratique du président Uribe durant son premier mandat (2002-2006), et sa politique de militarisation dans les zones anciennement contrôlées par les FARC, zones où de nombreux cas de violences sexuelles ont été attribués aux agents de police et aux militaires. La période entre 1997 et 2003 a été l'une des plus violentes en Colombie, avec une augmentation des massacres et des violences extrêmes, notamment due à la consolidation territoriale des AUC et à leur légitimation en tant qu'acteur du conflit armé de la part du pouvoir en place¹⁶⁷. Selon les différents témoignages du rapport, les violences sexuelles commises lors des incursions paramilitaires relèvent d'une stratégie de guerre pour soumettre les populations à un contrôle social strict et prévenir toute forme de rébellion. Le rapport de l'organisation féministe Sisma Mujeres de 2009 décrit les violences faites aux femmes durant le conflit armé, et le lien entre militarisme et patriarcat en démontrant comment le premier renforce les relations d'oppression structurelle du premier :

« Por su parte el feminismo encuentra en la violencia sexual que se presenta en los conflictos armados una reinstalación de la dominación masculina en la estructura social en la que se inserta la guerra, y una exacerbación de las relaciones de subordinación entre hombres y mujeres sobre la que se sustentan las sociedades patriarcales¹⁶⁸ ».

Nous étudierons le cas des prostituées et des lesbiennes dont les corps ont été instrumentalisés par des logiques de domination et de soumission à un modèle patriarcal hégémonique, traditionnel hétérosexuel et conservateur. Puis nous étudierons le cas des femmes racialisées, afro-descendantes et indigènes, et la manière dont le contrôle social imposé par les AUC relève

¹⁶⁵CENTRO NACIONAL DE MEMORIA HISTORICA, *Memoria histórica con víctimas de violencia sexual: aproximación conceptual y metodológica* [en ligne], décembre 2018, p.45.

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ Fernando, CUBIDES, « De lo privado a lo publico en la violencia colombiana : los paramilitares », 1998, p.65.

d'une reproduction du modèle colonial, d'une colonialité de la violence. Finalement nous montrerons comment la déconstruction des modèles de masculinités est nécessaire à la démilitarisation du pays, en vue d'un processus de pacification des consciences.

Pour réaliser mon étude de cas, et analyser les violences sexuelles à travers une approche féministe décoloniale, nous allons utiliser la théorie de la « colonialité du genre » de la philosophe féministe argentine Maria Lugones. En partant de cette approche féministe décoloniale, nous décrypterons les témoignages de femmes victimes de violence sexuelles par les paramilitaires durant la période de 2002 à 2006 et nous démontrerons le caractère patriarcal et colonial de ces violences. Tout d'abord, afin d'expliquer comment et pourquoi les violences sexuelles perpétrées par les AUC dans les zones sous leur contrôle, sont des expressions du passé colonial, il est essentiel d'analyser et de décrire le concept de masculinité hégémonique perçu par les paramilitaires, et comment ce modèle de genre traditionnel a joué un rôle sur la légitimation de ces violences.

En Colombie, 10,6% de la population se reconnaît comme afro descendante et 3,4% comme indigènes selon les chiffres du DANE lors du recensement en 2005. (Voir Annexe IV). Selon le même rapport, voici la définition d'une personne afro-descendante :

« Afrocolombiano: persona que presenta una ascendencia africana reconocida y que poseen algunos rasgos culturales que les da singularidad como grupo humano, comparten una tradición y conservan costumbres propias que revelan una identidad que la distinguen de otros grupos, independientemente de que vivan en el campo ó en la ciudad. También son conocidos como población negra, afrodescendientes, entre otros¹⁶⁹ ».

Et celle d'une personne indigène :

« Indígena: persona de origen amerindio, con características culturales que reconocen como propias del grupo y que le otorgan singularidad y revelan una identidad que la distingue de otros grupos, independientemente de que vivan en el campo ó en la ciudad¹⁷⁰ ».

À travers l'étude de cas des AUC et du contrôle social imposé dans les zones sous leur contrôle territorial, nous nous demanderons comment la guerre anti-terroriste perpétue les logiques de dominations coloniales et patriarcales à travers un modèle de masculinité hégémonique ?

¹⁶⁹ DOCUMENTO DANE, « La visibilización estadística de los grupos étnicos colombianos », 2005, p.46.

¹⁷⁰ *Ibid.*

A. Les paramilitaires et la vision des masculinités et féminités à travers un modèle de contrôle social : exaltation d'un modèle de masculinité hégémonique basé sur la violence

Au cours de cette partie, nous décrypterons le modèle de masculinité militarisé promulgué et glorifié dans les rangs paramilitaires, comme le résultat de la politique de militarisation instauré par Alvaro Uribe lors de son premier mandat. Analyser la culture militariste permet d'explorer sa base sociale qui est constituée par le système patriarcal, car comme l'explique la féministe antimilitariste Koldobi Velasco, la doctrine militariste est l'expression exacerbée des valeurs de la culture patriarcale. Nous nous rendrons compte des violences sexuelles commises par les paramilitaires, pour ainsi mieux déconstruire et analyser le modèle de masculinité hégémonique qui était véhiculé dans leurs rangs et qui leur a permis d'instaurer un contrôle social sur différents territoires. D'après les chiffres de l'association Sisma Mujeres 68% des violences sexuelles enregistrées et attribuées aux paramilitaires ont eu lieu entre 2002 et 2006¹⁷¹.

Nous montrerons comment la doctrine militariste a renforcé et légitimé l'imposition de modèles de genre traditionnels au sein des AUC. Comme expliqué précédemment, nous conjuguerons « masculinité » au pluriel pour montrer qu'il existe plusieurs masculinités et non une seule. Notre volonté est de déconstruire l'image d'un unique modèle de masculinité, prôné par les bénéficiaires du système patriarcal et militariste, tels les groupes paramilitaires. Ces modèles uniques de féminité et de masculinité, par leur vision conservatrice des normes de genre traditionnelles, alimentent un modèle de société uniforme qui stigmatise les individus considérés comme « déviants » et « non civilisés ». Cependant lorsque j'évoquerai « le » modèle de masculinité au singulier, ce sera pour définir cette vision unique de masculinité prôné par la doctrine militariste et patriarcale.

1. Un modèle de masculinité paramilitaire ultra violent : entre patriarcat et militarisme

D'après les différents témoignages d'anciens paramilitaires recueillis par le *Centro Nacional de Memoria Historica* (CNMH), les stéréotypes de genre liés aux masculinités sont souvent exprimés dans leur expérience combattante. Dès le départ, comme le décrit la chercheuse Kimberly Theidon, beaucoup de jeunes hommes rejoignent les AUC pour revaloriser leur statut

¹⁷¹ Ibid, p.33.

social, leurs « masculinités » dans un pays aux normes de genre très ancrées et renforcées par la culture militariste et les discours sécuritaires. La fierté d'appartenir à un groupe qui se bat contre les guérillas pour « sauver » son pays en est un exemple notoire. Leurs discours pour la défense de la patrie et de la famille, est légitimé par leur statut de victime - victimes des guérillas- et glorifié par leur statut de héros- héros de la libération du pays comme l'exprime les chercheuses féministes Andrea Cruz et Andrea Castillo :

« la defensa de los territorios, la protección de las familias y la propiedad privada, el sacrificio y la entrega por un proyecto nacional, además de otros atributos asociados a una masculinidad hegemónica cuyas características fundamentales pasan por ser proveedor, trabajador, racional, emocionalmente controlado, heterosexual activo, fuerte y blanco, con dominio sobre otros hombres. Rasgos que son preformados, entre otros propósitos, con el ánimo de subordinar a otras masculinidades, a las que se infantiliza, disminuye o feminiza¹⁷² ».

Ainsi au sein des AUC, un ordre moralement supérieur et basé sur un modèle de masculinité hégémonique est invoqué : « las AUC estas se presentan como una organización conformada por esposos, padres, empresarios y vecinos de las regiones que tuvieron que comenzar a defenderse de los excesos de la guerrilla¹⁷³ ». Tout comme la justification des AUC se crée sur l'opposition avec la guérilla, et que le « nous » existe grâce à son opposition aux « eux », le modèle de masculinité paramilitaire se base et se consolide sur l'homophobie et la volonté d'extermination de toute personne qui sort des carcans hétéro-normés comme le témoigne cet ancien paramilitaire dans la région d'Antioquia :

« En el Noreste Antioqueño, había mucho marica. Ser lesbiana o marica en las autodefensas es el Armagedón. Si íbamos a una comunidad y había un marica, un pelilargo, un marihuanero, había que desaparecerlo. Hasta por sospecha: éste está como raro, tiene cara de marica y pum, el tiro¹⁷⁴ ».

Au sein des AUC, il existe une hiérarchisation qui constitue le modèle social de la « sociedad del buen orden », basé sur des normes de genre traditionnelles et des règles de « moralité » en ce qui concerne les hommes et les femmes, comme le décrit ce témoignage d'une femme qui a vécu sous le contrôle des AUC :

« las AUC, influyen, captan mujeres y dan reglas morales de convivencia, el manual. Controlan, reúnen la gente, la reúnen por la noche y depende del momento regañan, o burlan, o dicen. Y hay una hojita con ciertas normas de qué es lo que hay que limpiar, de cómo es que hay que vestir, de que los muchachos, el arete, el pelo, todo eso está prohibido. Muchas cosas de horarios, de los sitios de diversión, hasta qué hora pueden estar funcionando, hasta qué hora pueden estar los niños en la calle, y los que no están estudiando, es obligación que estén en las

¹⁷² Andrea, NERA CRUZ, Andrea TERESA CASTILLO, « Hombres de verdad » : urdimbres y contrastes entre masculinidades paramilitares y farianas », *Nomadas*, juillet-décembre 2020, p.126.

¹⁷³ *Ibid* p.125.

¹⁷⁴ *Ibid*, p.128.

escuelas; si no están, entonces ellos también los recogen. Hablan sobre el comportamiento de las mujeres : la minifalda...¹⁷⁵ »

Ainsi en haut de cette hiérarchie se situe les hommes militarisés, les membres paramilitaires, puis les dominés. Est *dominé*, toute personne qui se rapproche des critères de féminités « non naturels », tout comme les femmes et les sujets « féminisés » qui sont perçus « como sujetos sexualizados, inferiores y apropiables¹⁷⁶ ». Cette infériorisation et le rejet de l'Autre permet de consolider la cohésion de groupe et du sujet masculin militarisé à partir d'une vision hétéro-normative qui se base sur la « trilogia del prestigio hombre-masculinidad-heterosexualidad », telle décrite par le sociologue Guillermo Nunez Noriega¹⁷⁷.

Au sein de ces groupes, la violence peut être construite et perçue comme une preuve indissociable de la masculinité servant à faire accepter la violence de la guerre. La violence sexuelle peut être utilisée à des fins de cohésion de groupe entre les paramilitaires, comme le décrit un rapport du Centre National de Mémoire Historique (CNMH) : « violencia sexual orientada a generar cohesión entre los integrantes de grupos paramilitares y el afianzamiento de sus identidades violentas¹⁷⁸ ». En effet la glorification sociétale de l'homme soldat - particulièrement implantée dans la culture militariste- permet à celui-ci de légitimer davantage la brutalité- qu'il subit et qu'il pratique. C'est ce que Kimberly Theidon explique : « In a context of generalized violence, the proliferation of criminal networks, a limited legal labour market, and a cultural economy that fuses weapons, masculinity, and power, grabbing a gun is not necessarily an aberration¹⁷⁹ ». La chercheuse féministe argentine Rita Segato définit cette violence extrême et l'imposition d'un régime de terreur - à travers des massacres et des mutilations sur des civils- comme un « spectacle de la cruauté », une « pédagogie de la cruauté » ôtant tout sentiment de culpabilité ou de moralité envers l'Autre : « no es otra cosa que la propia capacidad de muerte y la insensibilidad extrema frente al

¹⁷⁵ 62 MESA DE TRABAJO MUJER Y CONFLICTO ARMADO, *Informe sobre violencia sociopolítica contra mujeres, jóvenes y niñas en Colombia* [en ligne], 2012, p.60.

¹⁷⁶ *Ibid* p.126

¹⁷⁷ Guillermo, NUÑEZ, *Sexo entre varones. Poder y resistencia en el campo sexual*, México : El Colegio de Sonora, 1994.

¹⁷⁸ Grupo de Memoria Histórica, GMH, « ¡Basta ya! Colombia: Memorias de guerra y dignidad », Bogotá : Imprenta Nacional, 2013, p.80.

¹⁷⁹ Kimberly THEIDON, « Reconstructing Masculinities: The Disarmament, Demobilization, and Reintegration of Former Combatants in Colombia », *Human Rights Quarterly*, vol.31, n°1, février 2009, p.17.

sufrimiento;[...] que transforma a los hombres en guerreros tribales o en soldados modernos¹⁸⁰ ».

Rita Segato, dans ses écrits expose la manière dont *los duenos del planeta* les propriétaires, régissent notre monde: en annihilant tout sentiment d'empathie, ils relèguent la vie humaine à un état de chose ou d'instrument.

Selon elle, cette instrumentalisation de la vie humaine est une conséquence de la colonisation et de l'enracinement au sein des sociétés latino-américaines des politiques de « racialisation » mises en place par les colons espagnols. Cette vision coloniale, qui avait permis de différencier et de hiérarchiser selon des critères « naturels » et « biologiques » les populations non-blanches, avait aussi permis d'exempter un système de cruauté, considéré comme légitime du fait de leur différence « naturelle ». Cette catégorisation et racialisation des peuples qui avaient permis à l'ère de la « Découverte » de l'Amérique de justifier et légitimer le manque d'empathie et l'excès de cruauté à l'égard des populations considérées comme Autre s'est reproduit jusqu'au XXIème siècle et s'exprime à travers la stratégie de terreur instauré par les paramilitaires. Cette continuité des discriminations héritées du système colonial, qui sont reproduites par la violence sexuelle lors du conflit, est décrite au sein du rapport du CNMH, dans le cas des femmes afrodescendantes :

« Situar la violencia sexual como un continuo entre el proceso de colonización inicial y el conflicto armado actual implica reconocer que perviven en las representaciones sociales discursos hegemónicos sobre los cuerpos de las mujeres afrocolombianas, que las narran como seres humanos inferiores, no civilizadas, es decir salvajes, impetuosas, fogosas¹⁸¹ ».

La doctrine militariste véhiculée par Alvaro Uribe Velez et l'utilisation de la violence comme unique solution au rétablissement de la « sécurité » de la nation, peut aussi être analysée comme une reproduction du système colonial violent.

A l'instar de la période coloniale, ces excès de violence entraînent des changements de comportements au sein des sociétés et impactent les modèles de masculinités et de féminités véhiculés auprès des populations, victimes de cette hiérarchisation « naturelle ». Les violences sexistes sont d'ailleurs d'autant plus renforcées par la vision paramilitaire que projette un modèle masculin violent, respecté grâce à son port d'armes et à son autoritarisme agressif -

¹⁸⁰ SEGATO, Rita Laura, *La escritura en el cuerpo de las mujeres asesinadas en Ciudad Juárez. Territorio, soberanía y crímenes de segundo Estado*, Buenos Aires : Tinta Limón, 2013, pp. 6-44.

¹⁸¹ Rocio Martínez MONTOYA (coord.), « La Guerra inscrita en el cuerpo. Informe nacional de violencia sexual en el conflicto armado », *Centro Nacional de Memoria Historica*, novembre 2017, p.198.

« *Being a 'good man' was associated with armed violence, partly because they had little access to other symbols of male prestige, including education, legal income or decent housing*¹⁸² ». Le contexte colombien et le message envoyé à la société par Alvaro Uribe à la fin des années 90, confortent ce modèle de la masculinité hégémonique défini à travers l'homme fort, l'homme patriotique et surtout l'homme qui ne négocie pas et utilise la violence comme forme de résolution de conflit. La violence irrigue ainsi les normes sociétales et devient l'une des caractéristiques hégémoniques, pour être représenté et catégorisé comme « homme » au sein de la société colombienne. La militarisation des consciences entraîne aussi la reconstruction de nouveaux modèles hégémoniques, propres à la culture militariste, comme le modèle de la masculinité militarisée auprès de la population colombienne et particulièrement au sein des jeunes garçons et filles des zones rurales. Le port d'une arme et les violences imposées aux populations sont véhiculés comme étant des signes de pouvoir et de puissance dans les zones sous contrôle paramilitaire comme le décrit ce témoignage issu d'un rapport du CNMH dans la région d'Antioquia : « fue así como los paramilitares no sólo usaron eventos límite como las masacres y las torturas públicas sino que también ejercieron de manera cotidiana y sistemática un poder amparado en las armas¹⁸³ ». Pour les jeunes filles, l'unique modèle de féminité qui est mis en valeur est d'être au service de la figure masculine. La perpétuation de ces normes de genre sur les enfants est témoignée ci-dessous :

« a mí lo que me llama la atención es que en la escuela de los niños, cuando estaba la guerrilla, los niños jugaban 'armados', quien mata era el que ganaba. Cuando uno les hacía que dibujaran qué les gustaría ser: entre un grupo de 30 niños que teníamos, pero pequeños, un niño dibujaba un carro, una niña un vestido de enfermera. Y los demás pelados, vestido de militar. Pero no puedo decir que eran soldados, ni guerrilla, sino que querían ser militares, querían estar armados. Y las niñas lo que más sostenían era la venta de pescado y empanadas porque eso hacían sus mamás (...)»¹⁸⁴ ».

Dès lors, ce nouveau modèle entraîne de nouvelles violences contre toute personne de genre masculin, proche des normes de la « féminité ». Comme le décrit Hooper, au sein des sociétés traditionnelles et patriarcales le modèle de masculinités se construit en opposition avec les féminités : « *what is to be a man is always made against feminity as its foil*¹⁸⁵ ». Ce rejet de toutes formes liées à la féminité – contre-nature- se traduit chez les paramilitaires par une vision

¹⁸² Sara, MEGER, Julia, SACHSEDER, *op.cit*, p.962.

¹⁸³ Gonzalo SANCHEZ G (coord.), « Mujeres y Guerra. Víctimas y resistentes en el Caribe colombiano », *Grupo de Memoria Historica*, Bogota : Ediciones Semana, 2011, p.308.

¹⁸⁴ 62 MESA DE TRABAJO MUJER Y CONFLICTO ARMADO, *Informe sobre violencia sociopolítica contra mujeres, jóvenes y niñas en Colombia* [en ligne], 2012, p.60.

¹⁸⁵ Hooper, C, *Manly states: Masculinities, international relations, and gender politics*, New York: Columbia University Press, 2001 p.43.

qui leur apprend « to be hard and impenetrable, both physically and emotionally through trainings and experiences in combat¹⁸⁶ ». C'est ce que dénonce Cynthia Enloe, lorsqu'elle démontre comment la masculinisation, notamment dans les discours politiques, est alimentée par la peur d'être catégorisé comme « féminin » au risque de perdre de son influence et de sa crédibilité.

Dans le cas des massacres et des démembrements perpétrés par les paramilitaires dans les villages, nous pouvons aussi y déceler une affirmation des attributs masculins qui se calculent par le niveau de cruauté et le manque d'émotions et de culpabilité- les deux derniers considérés comme des signes de « féminités ». Ainsi cette redéfinition de la masculinité à travers l'utilisation de la violence permet de hiérarchiser les hommes et les étiqueter comme étant inclus dans le « nous » ou au sein du « eux ». Ce sont souvent les populations marginalisées et racialisées qui font face à cette infériorisation par la féminisation, notamment les masculinités « subordonnées » comme l'explique Sachseder :

« They engage in an enforcement of a hierarchical gender order, with women being inferior to men, and certain groups of men (primarily Afro-Colombian and indigenous Colombians) as non-masculine and inferior to the militarized masculine hegemonic form, which thus reproduces violent forms of hyper-masculinity in their everyday activities¹⁸⁷ ».

La masculinité – définie dans un contexte de militarisation de la société- permet de redessiner les contours d'une hiérarchisation et une catégorisation de la « classe des hommes », toujours nécessaire au maintien des classes masculines dominantes au pouvoir. L'autrice évoque une « hiérarchie racialisée des masculinités », c'est-à-dire un système de catégorisation et désignation des « masculinités » selon la race, que l'on peut percevoir comme un héritage de la colonisation¹⁸⁸. Désormais tout individu qui s'oppose au maintien de l'ordre par la violence ou qui ne peut exercer le rôle du « protecteur » est automatiquement « féminisé », et devient exclu des critères des masculinités hégémoniques, comme dans le cas des hommes paysans victimes des paramilitaires :

« This may be against civilian men, whose masculinity is challenged by exposing his inability to protect his wife and children, or against civilian women, men, and children, who are effeminized through the physical penetration of their bodies, often sexually, whether with weapons or the perpetrator's own body¹⁸⁹ ».

¹⁸⁶ Kimberly THEIDON, *op.cit*, p.17.

¹⁸⁷ Sara, MEGER, Julia, SACHSEDER, *op.cit*, p.964.

¹⁸⁸ *Ibid*, p.965.

¹⁸⁹ *Ibid*, p.962.

C'est pourquoi le contrôle social exercé par les paramilitaires impacte très fortement les rôles de genre traditionnels qui statuent la société patriarcale colombienne, notamment auprès des hommes des communautés rurales, souvent « chefs de famille ». Lorsqu'ils s'emparent d'une ville et établissent un contrôle social, les paramilitaires deviennent aussi des figures d'autorité et reproduisent le modèle masculin hégémonique en se réappropriant les modèles d'autorité auparavant exercés par les hommes de la communauté. Cela crée un vide et une honte chez les hommes de la communauté qui perdent cette figure de masculinité hégémonique vis-à-vis de leur communauté. Ils se retrouvent réduits soit à garder leur travail mais étant sous l'autorité d'un ordre politique violent auxquels ils n'adhèrent pas et qui les engagent dans le conflit armé, soit ils refusent de travailler mais perdent leur statut de « chef de famille ». Il perd dès lors la reconnaissance de la communauté, celle-ci se construisant sur un modèle patriarcal et traditionnel. De plus, afin de déconstruire les modèles d'autorité qui existent dans les communautés sous leur contrôle social- et ainsi prévenir toute forme de rébellion- les paramilitaires commettent des violences sexuelles sur les femmes. Ceci est perçu comme une punition pour mettre à mal les modèles de masculinités de la société patriarcale colombienne :

« Quizás más que el honor de la víctima, el blanco de la violencia sexual contra las mujeres es lo que se percibe como el honor del enemigo. La agresión sexual a menudo se considera y practica como medio para humillar al adversario. La violencia sexual contra la mujer tiene como objeto enrostrar la victoria a los hombres del otro bando, que no han sabido proteger a sus mujeres. Es un mensaje de castración y mutilación al mismo tiempo. Es una batalla entre hombres que se libra en los cuerpos de las mujeres¹⁹⁰ ».

Dans un rapport d'Amnesty International « Está en nuestras manos: no más violencia contra las mujeres » datant de 2004, il y est décrit comment la famille, l'État et les institutions contrôlent de manière violente la sexualité des femmes dans le monde et en quoi cela impacte à long terme la vie de ces jeunes femmes. Dans le cas de la Colombie et au cours de la guerre, on perçoit comment la sexualité des femmes est intrinsèquement liée à l'honneur des hommes, à l'instar du précédent témoignage. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui motive les acteurs armés à violer les femmes et à leur faire subir des violences sexuelles et des mutilations. Le corps des femmes est utilisé comme un terrain de bataille symbolique sur lequel chaque homme démontre ses critères définissant sa masculinité hégémonique. Et dans le cas des paramilitaires, s'ajoute au viol des mutilations particulièrement violentes qui n'existait pas auparavant comme le témoigne cette jeune femme afro-descendante de Buenaventura dans le rapport du CNMH :

¹⁹⁰ NACIONES UNIDAS, « Informe presentado por la Sra. Radhika Coomaraswamy, Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, sus causas y consecuencias: Misión a Colombia (1-7 de noviembre de 2001) », 11 mars 2002, párr. 42.

« Ahora hay otros métodos, es más aberrante. Buscan meterle más horror (...) antes a una mujer la violaban, pero ahora la violan, le cortan no sé qué, le meten no sé qué, la matan, la desaparecen, la desplazan. Cada día es más horroroso, para que las mujeres cedan más »

Par le viol d'une femme, les paramilitaires fragilisent les hommes de la communauté en leur prouvant qu'ils n'ont pas été capables de la protéger et donc qu'ils ne sont pas en capacité de répondre aux normes sociétales traditionnelles de la société patriarcale. En utilisant les termes de Connell, cela résulte d'une *subordination et une marginalisation* de leurs masculinités. Il est ainsi intéressant de remarquer que la culture militariste et la technique du viol comme arme de guerre relève d'une pensée ultra patriarcale qui passe par la sexualité et le corps des femmes pour atteindre l'homme, ce qui nous donne aussi un exemple du contexte social colombien comme décrit ci-dessous :

« Los hechos ocurridos en estas masacres contra las mujeres da cuenta de un imaginario que responde a la concepción cultural que se tiene en el país de la mujer, la cual se enmarca en el primer patrón mencionado, es decir la mujer como extensión del hombre con quien se relaciona¹⁹¹ ».

Nous remarquons ainsi comment la culture patriarcale et les traditions conservatrices qui y sont attachées, telles que les normes liées aux modèles de masculinité et féminité, alliées à la culture militariste, ont un impact traumatisant pour les femmes. Nous étudierons par la suite les règles de conduite imposées aux femmes dans les zones sous contrôle paramilitaire, exigées selon les critères du modèle de féminité chez les AUC qui fait la promotion d'une « moralité sexuelle traditionnelle associée à l'idée d'ordre¹⁹² ». Ainsi en reprenant la thèse de Kaldor sur les nouvelles guerres, nous démontrerons qu'au sein de la lutte anti-terroriste menée par Alvaro Uribe, s'est produite une guerre coloniale et patriarcale contre les femmes. Nous démontrerons, à l'aide de témoignages, qu'au sein des AUC, les violences sexuelles sur les femmes étaient instrumentalisées comme une technique militaire, servant à imposer un modèle de société.

2. Un modèle de féminité comme système d'oppression

D'après les différents témoignages du rapport de Sisma Mujeres, les autrices ont classifié les types de violences sexuelles exercées par les paramilitaires entre 2001 et 2006 : 6% par cause de sympathie envers les groupes guérilleros, 29% au cours de massacres ou d'incursions

¹⁹¹ Angélica María RODRÍGUEZ GARZÓN, « El uso de la violencia sexual por parte de los paramilitares en el Caribe Colombiano. Estrategias de expansion y consolidacion de la « sociedad del buen orden », *Ciudad Paz-ando*, vol 5, n°2, décembre 2012, p.47.

¹⁹² Amnistía Internacional, Colombia, Cuerpos Marcados, Crímenes Silenciados: Violencia Sexual contra las Mujeres en el Marco del Conflicto Armado, p.44.

paramilitaires à grande échelle, 26% selon des critères sélectifs (identitaires, raciaux), 6% dans des zones sous contrôle social paramilitaire et 30% de manière indifférenciée sur tout le territoire colombien¹⁹³. Au cours de la prochaine analyse nous nous intéresserons principalement aux 26% des violences sexuelles subies selon des critères sélectifs. Parmi ces critères, il y a les femmes qui représentent une force politique, qui sont des leaders communautaires, celles qui ont des liens héréditaires avec des leaders politiques ou proches de la guérilla, et en dernier celles qui sont considérées comme « *ignominiosas* » (Voir Annexe V) ; c'est-à-dire celles désignées par les paramilitaires comme en rupture avec le modèle féminin traditionnel imposé selon les normes de genre conservatrices des AUC décrites ci-dessous :

« usar prendas que exponen el cuerpo a la mirada de los hombres, sostener relaciones sexuales fuera del matrimonio, ejercer la prostitución o simplemente expresar autonomía y no tener pareja masculina, puede determinar que una mujer padezca a manos de los grupos armados persecución y los castigos más atroces¹⁹⁴ ».

Nous nous intéresserons par la suite spécifiquement aux règles de contrôle social imposées à ces femmes et à la manière dont leur stigmatisation est une expression militarisée du modèle de féminité véhiculé par la doctrine militariste ; nous verrons aussi, comment le modèle paramilitaire perpétue et accentue les normes de genre patriarcales de manière exacerbée. Ces stigmatisations relèvent notamment d'une volonté de domination et de soumission de tout obstacle au modèle de masculinité hégémonique car en s'éloignant du modèle traditionnel de genre, elles menacent aussi les normes de genre liées aux masculinités, piliers du paramilitarisme. Nous poursuivrons nos propos en portant notre regard sur les femmes stigmatisées, victimes de violences sexuelles du fait de leur sexualité et de leur identité de genre- comme le cas des prostituées et des lesbiennes- et nous décrirons la manière dont les AUC ont reproduit et exacerbé de manière extrêmement violente les discriminations sociétales vis-à-vis de celles-ci, comme le témoigne cette habitante de Barrancabermeja dans un rapport de Sisma Mujeres :

« En Barrancabermeja, el 2 de octubre de 2003 tres paramilitares secuestraron a una trabajadora sexual de 26 años que había llegado a la ciudad en abril de ese año. Tras llevarla en automóvil hasta una casa abandonada en el barrio de Miraflores, la sometieron a interrogatorios mientras la golpeaban. Le quitaron toda la ropa y uno de ellos le introdujo la mano en la vagina. Le dijeron que le iban a cortar los senos¹⁹⁵ ».

¹⁹³ *Ibid*, p.49.

¹⁹⁴ *Ibid*, p. 44.

¹⁹⁵ *Ibid*, p.27.

Intéressons-nous dans un premier temps aux « *ignomisnias* » ces femmes qui contrevenant aux règles du contrôle patriarcal sont catégorisées par les paramilitaires comme des « déviantes » et subissent les pires châtements face au non-respect du dit modèle traditionnel. Les paramilitaires- par l'exercice de la violence- perpétuent le modèle de féminité et de masculinité patriarcal construits selon leurs normes. Pourquoi s'attaquent-ils à ces femmes ? En quoi celles-ci représentent-elles un danger ? Comment la soumission par la violence sexuelle a-t-elle un rapport avec la colonialité du pouvoir, du genre et de la violence ? Comment la masculinité hégémonique réactive ou même, renforce, cette colonialité du pouvoir ?

Dans les zones sous contrôle paramilitaire, un code moral est établi selon les normes de genre traditionnelles et conservatrices qui régulent la « *sociedad del buen orden* » et toute contrevenante est punie. En 2001 la Haute Commission des Nations Unies pour les Droits Humains publie un rapport sur la situation des droits humains en Colombie et reconnaît un « *sometimiento de las mujeres a sanciones crueles por no seguir los codigos de conducta impuestos por los grupos paramilitares en distintas zonas del pais*¹⁹⁶ », comme l'atteste ce témoignage de dirigeantes d'une association de femmes lors d'une interview en 2003 :

« En el Cesar, los paramilitares les imponen trabajo forzado a las mujeres que no cumplen con roles tradicionales. En Valledupar, a niñas con ombligueras las rapaban, a una chica la marcaron con navaja, a prostitutas las amarraban. En Antioquia, a muchachitos con aretes les arrancan las orejas. Es un control total¹⁹⁷ ».

Vis-à-vis des prostituées et des lesbiennes, les règles imposées par les AUC ont reproduit et exacerbé de manière extrêmement violente les discriminations sociétales comme le montrent ces témoignages :

« En Barrancabermeja, el 2 de octubre de 2003 tres paramilitares secuestraron a una trabajadora sexual de 26 años que había llegado a la ciudad en abril de ese año. Tras llevarla en automóvil hasta una casa abandonada en el barrio de Miraflores, la sometieron a interrogatorios mientras la golpeaban. Le quitaron toda la ropa y uno de ellos le introdujo la mano en la vagina. Le dijeron que le iban a cortar los senos¹⁹⁸ ».

Ces principes exprimés favorisent la domination masculine, la violence, l'exclusion et la stigmatisation des identités sexuelles non hégémoniques, qui sortent des carcans traditionnels. Les différentes règles de cohabitation édictées par les AUC servent à contrôler la vie des

¹⁹⁶ NACIONES UNIDAS, « Informe de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos sobre la situación de los derechos humanos en Colombia », 24 février 2003, p.59.

¹⁹⁷ Amnistía Internacional, Colombia, « Cuerpos Marcados, Crímenes Silenciados: Violencia Sexual contra las Mujeres en el Marco del Conflicto Armado », Madrid : Ediciones Amnistía Internacional, p.44.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 27.

femmes, à travers un contrôle de leur corps principalement. En ce qui concerne leur sexualité, l'adultère y est interdit et puni, tout comme la prostitution ou le fait d'avoir des relations homosexuelles. Comme le décrit ce témoignage, pour les personnes qui refusent de se soumettre à ces règles, les paramilitaires s'arrogent le droit de mort :

« Dos pilares sostienen el escenario de control territorial; por una parte, el control de los actores armados sobre la vida cotidiana de los habitantes y, por otra, el uso del poder de muerte como vehículo para demandar de la población su fidelidad, el reconocimiento de su autoridad y el acatamiento a sus órdenes de carácter político, económico y moral¹⁹⁹».

Dans le rapport de Sisma Mujer, les femmes qui ne se conforment pas au modèle de féminité établi par les AUC sont considérées comme *ignominiosas* ou *inciviles* d'après Virginia Gutierrez, ce sont celles qui sont exclues du *Codigo del Honor masculino* : « positiva si se sujeta a los patrones de comportamiento patriarcal que honran al varón y negativa si escapa o tiene implícitamente el potencial destructivo para lesionarlo en su honor ». Comme le décrit Maria Jimena Lopez Leon au cours de son mémoire, la différence entre ces deux catégories se définit dans la vision de leurs corps par les paramilitaires. C'est-à-dire que les femmes considérées comme *civiles* - celles qui sont incluses dans le modèle de féminité paramilitaire- doivent être protégées si elles obéissent aux règles de conduite. Tandis que les *inciviles* sont automatiquement perçues comme des objets, leurs corps sont catégorisés comme des objets sexuels, et doivent être corrigés par la violence : « las indeseables al no responder a las expectativas del orden social, la organización establece relaciones con ellas no asociándolas a la protección como en el caso de los civiles, sino a la corrección o en dado caso a su uso – prostitutas²⁰⁰ ». Ainsi le modèle de féminité permet de catégoriser, hiérarchiser- selon le respect des normes patriarcales- pour ensuite légitimer la stigmatisation ou les violences sexuelles.

En s'attaquant aux femmes et en essayant d'imposer un modèle traditionnel et conservateur de leur propre modèle de « féminité », les paramilitaires pensent pouvoir reproduire un modèle de société et un type de famille qui correspond à leur vision de l'ordre. Toute femme qui pourrait mettre en péril l'ordre traditionnel et religieux de la famille traditionnelle est punie, comme le montre ce témoignage d'une femme accusée d'adultère : « Una mujer denunció ante los

¹⁹⁹ Rocio Martinez MONTOYA (coord.), « La Guerra inscrita en el cuerpo. Informe nacional de violencia sexual en el conflicto armado », *Centro Nacional de Memoria Historica*, novembre 2017, p.68.

²⁰⁰ Maria JIMENA LOPEZ LEON, « Las mujeres imaginadas' de la guerra: narraciones de excombatientes paramilitares sobre las mujeres y el conflicto armado », mémoire en anthropologie, Bogota, Université Nationale de Colombie, 2009, p.116.

paramilitares que una muchacha tenía relaciones sexuales con su marido. Como castigo a la muchacha, los paramilitares la desnudaron y la pasearon con un cartel²⁰¹ ».

D'après différents récits, ces règles sociales imposées étaient basées sur des normes de genre traditionnelles et des stéréotypes concernant l'apparence physique des femmes et leur manière de s'habiller. Des punitions humiliantes et dégradantes psychologiquement comme physiquement étaient mises en place en cas de non-respect des règles. La majorité des narrations révèle des punitions et des châtiments d'ordre sexuel en ce qui concerne la population féminine.

Ce témoignage illustre le contrôle vestimentaire instauré par les AUC :

« Un día, una muchacha que vivía casi en frente de la que era mi casa, salió a la calle en una bermuda, cuando iba de regreso la detuvieron dos hombres de estos y pues en plena calle le quitaron la ropa, la amarraron y le colocaron un letrero²⁰² ».

Le viol des femmes est utilisé comme une technique de terreur pour soumettre la population à ce modèle de société. C'est par l'instauration d'un régime de terreur que les règles étaient respectées. Comme le démontrent de nombreux témoignages, le viol était connu comme étant une pratique courante chez les paramilitaires. D'autant plus, que selon différents récits d'anciens paramilitaires, le viol chez les AUC n'était pas reconnu comme un crime et était légitimé dans la plupart des cas ; ceci donne une idée de la vision ultra patriarcale et conservatrice de ce groupe. Comme le décrit cet ancien paramilitaire, il reconnaît que le viol était puni seulement dans le cas où la personne violée était vierge :

« La violación se prohibía de una menor, eso sí se castigaba, o de un civil, ya que se impone que una mujer que haya tenido relaciones sexuales no es violada, una mujer que sea virgen eso es violarla... eso es lo que piensa la organización, no lo que pienso yo. [...] Una mujer de quince o dieciséis años ya ha sido recorrida, que violación va a haber... Eso es lo que dice la organización²⁰³ ».

Un autre témoignage soutient cette déshumanisation présente chez les AUC concernant les violences sexuelles et les conséquences que celles-ci peuvent avoir sur la vie des femmes :

« Preguntarle a un paraco qué significa violar a una mujer, para él no significa nada. No se imagina que puede tener problemas psicológicos, o qué efectos podría causar... no es nada para un grupo de personas inhumanas. Ellos piensan que qué pensaría una mujer: ¿si que la violen o que la maten? pues que la violen!²⁰⁴ ».

²⁰¹ *Ibid*, p.27.

²⁰² Amnistía Internacional, *op.cit*, p.47.

²⁰³ *Ibid*, p.136.

²⁰⁴ *Ibid*, p.139.

Le viol est aussi perçu comme une arme de guerre qui génère la peur et le respect et devient un moyen de contrôle social : « En el conflicto armado el violar a una mujer es... generar terror, más terror. Y respeto...²⁰⁵ ». L'idée véhiculée est que par le viol des femmes, la domination masculine s'impose, à travers le respect et la peur.

De plus, différents témoignages montrent que les violences sexuelles lors des incursions paramilitaires n'avaient pas de volonté à être cachées mais bien au contraire, le but était qu'elles soient commises sur place publique, ce qui permettait de soumettre plus facilement et à grande échelle la population à un contrôle social, par l'usage de la terreur. Ainsi dès que les paramilitaires arrivaient pour s'installer dans une zone ou avant une incursion, les femmes, par crainte, se soumettaient automatiquement aux règles édictées. La torture des corps féminins par la mutilation de la part des acteurs paramilitaires sévissait aussi. Selon les autrices de *Sisma Mujer*, ces viols et mutilations publics consistent à annihiler toute répression, à soumettre la population et surtout à détruire et dénouer les liens sociaux et communautaires, car « el sometimiento y la marca del cuerpo individual es asimismo el sometimiento y la marca del cuerpo social²⁰⁶ ». En outre comme l'écrit Elsa Blair, cette mutilation des corps féminins révèle la vision de subordination des paramilitaires sur le sexe féminin²⁰⁷. Ces groupes paramilitaires, par leur extrême violence, sont révélateurs du machisme et de la misogynie de la société patriarcale colombienne. Les répercussions sur les communautés sont d'autant plus graves sur le long terme lorsque ces groupes paramilitaires s'installent dans les communautés et imposent un contrôle social strict selon les règles conservatrices de la « sociedad del buen orden » :

« Cuando un hombre armado abusa de una mujer, las mujeres se llenan de terror de pensar que eso les va a pasar. Estar recordando permanentemente lo que pasó es una estrategia para aterrorizar a las comunidades y a las mujeres. (...) A algunas mujeres los paramilitares las han obligado a estar sexualmente con los actores armados, a servirles a varios hombres y tener relaciones sexuales forzadas con más de un hombre delante de otros²⁰⁸ ».

En régissant la vie des femmes, leurs tenues, leur sexualité, leur vie quotidienne, par l'usage de la peur et de la terreur, ils renforcent les stéréotypes de genre- et leurs modèles de genre. Ils véhiculent une image de la femme dans des zones marginalisées, loin des centres urbains, une

²⁰⁵ Ibid, p.140.

²⁰⁶ Rocio Martinez MONTOYA, « La Guerra inscrita en el cuerpo. Informe nacional de violencia sexual en el conflicto armado », Centro Nacional de Memoria Historica, novembre 2017, p. 13.

²⁰⁷ Elsa, BLAIR, « Muertes violentas. La teatralización del exceso », Medellín: INER Universidad de Antioquia, 2004, p. 48.

²⁰⁸ MESA MUJER Y CONFLICTO ARMADO, « Informe sobre Violencia Sociopolítica contra Mujeres, Jóvenes y Niñas en Colombia. Tercer Informe », Bogotá, février 2003, p.26.

vision conservatrice et traditionaliste des rôles de genre, qui éradique toute prise de conscience par la population des libertés de base, de l'avancée des libertés fondamentales des droits des femmes. Le but étant de limiter et de restreindre toute rébellion. Un ancien paramilitaire, dans les zones sous contrôle paramilitaire, décrit ci-dessous comment l'accès à un certain empowerment -grâce à la voie politique- était interdit pour les femmes ; elles n'avaient droit à aucune représentation dans la sphère politique :

« El tipo de autodefensas que X [nombre del comandante] implantó se castigaba o se sometía al destierro a las mujeres que estuvieran enredadas en política, a las que fueran informantes. [...] No se permitían organizaciones diferentes a la organización paramilitar, sólo se permitían juntas de acción comunal, manejadas por paramilitares [...] Los sindicatos y las organizaciones de mujeres no existían²⁰⁹».

En utilisant la terreur ils conditionnent, ligotent la population à leurs règles. Quand bien même la prostitution est prohibée par les AUC selon les règles conservatrices de nombreux témoignages de la CIDH révèlent néanmoins que, dans les zones sous contrôle paramilitaire, des jeunes filles ont été forcées de se prostituer « Han sido registrados casos en los que algunas niñas son obligadas a ejercer la prostitución, se las llevan en la madrugada y luego las regresan así le pasó hace poco a una menor de edad²¹⁰ » dans la région de Bucaramanga. Certaines jeunes filles, de par leur sexe, sont de cette sorte perçues à travers le modèle prôné de la féminité : celui de la femme soumise aux désirs sexuels d'une masculinité hégémonique. Discours schizophrène, cette double face de la moralité, impacte les jeunes filles comme l'explique ce témoignage « Mientras que disciplinan el cuerpo y la sexualidad femeninas en el contexto público y familiar, no tienen inconveniente en prostituir a las mujeres jóvenes²¹¹». Tout comme l'entrée chez les FARC pour certaines jeunes filles, parfois la prostitution ou les rapports sexuels forcés sont perçus comme une alternative à la misère dans laquelle elles sont nées :

« De esta manera, el tipo de sexualidad que los paramilitares establecen con algunas mujeres jóvenes, se inscribe en lógicas de intercambio, donde para las mujeres, una relación “privilegiada” con el paramilitar significa el acceso a prerrogativas materiales y sociales²¹² ».

Les prostituées sont aussi parfois instrumentalisées comme des récompenses pour les paramilitaires après une victoire sur les guérillas comme le témoigne cet ex-paramilitaire : « Las prostitutas eran la mano derecha de los paramilitares. Se hacía una fiesta y se invitaban cuarenta

²⁰⁹ Maria JIMENA LOPEZ LEON, *op.cit*, p.106.

²¹⁰ SECRETARIA GENERAL ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS, « Las mujeres frente a la violencia y la discriminación derivadas del conflicto armado en Colombia », CIDH, Washington, 2006, p.92.

²¹¹ Ángela María, ESTRADA, , « Regulación y control de la subjetividad y la vida privada en el contexto del conflicto armado colombiano », *Revista de Estudios Sociales*, n° 015, Bogotá: Universidad de los Andes, 2003, p. 140.

²¹² *Ibid.*

prostitutas [...]; tuvo un enfrentamiento con la guerrilla, vamos a llevarles un premio: una prostituta. Y eso es la felicidad más grande para los combatientes²¹³ ».

Leurs corps sont aussi utilisés comme des armes essentielles à la guerre en tant que collaboratrices et des informatrices dans la lutte contre les guérillas :

« Es que las prostitutas en un pueblo son claves..., son claves en un pueblo. Llega el perro, llega el gato, llega el pájaro, llega el guerrillero, llega... son clave, y ahí se maneja mucha información y mercado de todo. Entonces era importante en algunos casos tener todo eso, y el control de todo eso. No solamente era matándolas, la gran mayoría sí, por todo el tema de enfermedades y de colaboradores²¹⁴ ».

Dans tous les cas, les prostituées sont catégorisées comme des objets, elles sont instrumentalisées à des fins militaires, pour promouvoir le modèle de masculinité militarisée traditionnel. Ainsi cette instrumentalisation du corps des femmes et la sexualisation de leurs corps, parfois par la force et la violence, rabaisse encore une fois les féminités à leur rôle sexuel et à l'utilisation de leurs corps comme unique moyen d'expression.

« Hace siete años nos sacaron de Valencia los grupos paramilitares y nos ubicamos en el corregimiento Las Palomas, zona rural de Montería, pero como van las cosas nos tendremos que ir para el casco urbano. Allá nos dominan hasta en los asuntos sexuales, figúrese que hace poco echaron del pueblo a unas jóvenes porque tenían relaciones extramatrimoniales con otros hombres, como si uno no tuviera el derecho a escoger con quien vive o con quien se acuesta.....También he visto casos en los que algunas niñas son obligadas a ejercer la prostitución, se las llevan en la madrugada y luego las regresan, así le pasó hace poco a una menor de edad. Hace poco uno de los parás le quitó la mujer a un joven del pueblo, sólo porque la niña le gustaba, dijo, 'me la llevo porque me gusta', y no pasó nada²¹⁵ ».

Ce témoignage nous rapporte comment les paramilitaires s'octroient le pouvoir de disposer des corps des femmes selon leur propre volonté et de punir celles qui - selon leur système de valeurs- transgressent l'ordre moral établi par la force.

En ce qui concerne les lesbiennes, considérées comme « *ignominiosas* » du fait de la supposée transgression de leur identité de genre, elles étaient doublement stigmatisées. Premièrement car elles ne répondaient pas au modèle hétérosexuel de sexualité hégémonique, ce qui mettait en péril l'ordre traditionnel mais aussi car elles contestaient le modèle de masculinité traditionnel, en remettant en question la « virilité ». Selon un rapport du CNMH, les femmes étiquetées comme lesbiennes étaient considérées comme « déviantes » et donc pour les remettre dans le « droit chemin » - selon les normes sociales et ultra conservatrices du modèle de la féminité

²¹³ Maria JIMENA LOPEZ LEON, *op.cit*, p.124.

²¹⁴ *Ibid*, p.122.

²¹⁵ AMNISTIA INTERNACIONAL, *op.cit*, p.39.

établi par les paramilitaires-, elles subissaient des « punitions » à caractère sexuel, qui touchaient leurs corps et qui étaient souvent humiliantes vis-à-vis de la société, comme nous l’observons à travers ce témoignage d’une habitante de Medellin :

« En Medellín, a finales de 2002, una muchacha de 14 años fue desvestida en una de las calles del barrio y le fue colocado un cartel en donde decía: “Soy lesbiana”. De acuerdo a la versión de pobladores del barrio, fue violada por tres hombres armados, presuntamente paramilitares. Días después fue hallada muerta, con los senos amputados²¹⁶ ».

Nous voyons comme dans le cas des prostituées, que le modèle de féminité et de sexualité imposé permet de soumettre les femmes « déviantes » à des violences sexuelles. C’est par une atteinte à leurs corps (le viol, les seins coupés) que la punition est commise. Le viol était perçu comme une « conversion » en « *proper women* » comme nous l’indique ce témoignage : « [...] dos lesbianas fueron violadas, presuntamente por paramilitares, según ellos, “para mostrarles a estas chicas qué es sentir un hombre²¹⁷ ». Il signifie l’importance des normes sexuelles hégémoniques et la manière dont le viol est utilisé pour perpétuer la domination masculine sur les femmes. De plus, il révèle la volonté de « conversion » au modèle hégémonique par le viol, selon le modèle patriarcal paramilitaire et la violence de la domination masculine dans les zones sous leur contrôle.

Comme le révèle Maria Jimena Lopez León dans son mémoire, les lesbiennes étaient punies car leur sexualité ne correspondait pas au modèle hétéro normé traditionnel mais aussi car elles allaient à l’encontre de leur « nature », qui s’apparente à la « *ley de la vida* » comme le précise cet ancien paramilitaire : « A las mujeres lesbianas las violaban una escuadra. [¿Por qué?] La justificación era para decirle ‘la ley de la vida’, es hombre con mujer, entonces tome este castigo²¹⁸ ». Cette volonté de définir et catégoriser ce qui est défini comme « naturel » ou non selon un modèle hégémonique peut aussi être relié au modèle sociétal et aux normes mises en place lors de la colonisation. Rita Segato dans sa théorie de la « pédagogie de la cruauté », analyse la vision de l’Autre et sa catégorisation selon des critères « naturels » ou « contre naturels » - d’après le modèle de société des AUC- et démontre que la période de la colonisation en Amérique latine ne s’est pas achevée, elle continue de se perpétuer :

« Al racializar el mundo es posible generar categorías de personas que, por tener otra naturaleza, representan presencias con las cuales la empatía es menor, porque no tenemos el mismo grado

²¹⁶ *Ibid*, p.48.

²¹⁷ *Ibid*, p. 27.

²¹⁸ Maria JIMENA LOPEZ LEON, *op.cit*, p.121.

de empatía con otredades que no participan de la misma naturaleza que los pueblos blancos y los pueblos de Europa²¹⁹ ».

Selon un témoignage d'un ancien paramilitaire, les femmes lesbiennes étaient tuées ou forcées de partir de leur communauté, de manière à « nettoyer » le village et d'éviter que leur transgression ne « contamine » d'autres personnes, comme les enfants²²⁰.

Nous assistons à différentes scènes de violences publiques de la part des paramilitaires qui cherchent à contrôler le corps et la sexualité des personnes considérées comme "déviantes". Comme dans le cas des personnes LGBT, le but de la punition publique est de rompre leur confiance en eux, spécialement lorsqu'ils affichent fièrement au sein de leurs communautés leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Comme dans le cas des femmes, nous pouvons lire dans ces châtiments humiliants la volonté de garder en place leur supériorité « naturelle » dans l'ordre de genre, qui se maintient grâce à la domination et la soumission de ces « déviants ». C'est cette lecture qui est faite dans le rapport de la CNMH :

« las mujeres lesbianas y los hombres trans son leídos por los actores armados como “mujeres” y, en ese sentido, como personas que les pertenecen, a la vez que se les castiga por “querer ser varones”, por ocupar un lugar tanto en la sexualidad como en el orden de género que, según la perspectiva de los actores armados y de varias comunidades, no les corresponde²²¹ ».

Tout comme les femmes leaders sociales, la cible est de démolir toute forme d'autonomisation ou de rébellion face à l'autorité morale des AUC. Punir la personne en public sert à envoyer un message à ceux qui sont présents, leur montrer quelles sont les règles imposées et quelles sont les punitions et les conséquences pour celle ou celui qui oserait s'y opposer comme le témoigne Jonathan, un jeune homme homosexuel de Buenaventura :

“como hombre, como macho alfa, lo cual nosotros no somos. Si uno quería poner-se una minifalda entonces era un bochorno, porque se la quitaban a uno, quedaba en cuera²²² ».

« Pantalones clásicos o jeans no ajustados, que no fuera ceñida al cuerpo la ropa, no aceptaban aritos, no aceptaban topitos, no aceptaban tatuajes porque el que tenía un tatuaje era marihuane-ro, era ratero, era de todo, era lo peor" (CNMH, Taller de memoria, Carmen de Bolívar, 1° de octubre de 2014) : témoignage d'un jeune homosexuel sur ce qu'est d'être un "macho" selon les règles édictées par les paramilitaires²²³ ».

²¹⁹ UIMP, « Rita Segato: “El mundo de hoy es un mundo marcado por la dueñidad o el señorío » », Santander : Universidad Internacional Menendez Pelayo, 26 août 2019, disponible sur : <http://www.uimp.es/actualidad-uimp/rita-segato-el-mundo-de-hoy-es-un-mundo-marcado-por-la-duenidad-o-el-senorio.html>.

²²⁰ *Ibid*, p.119.

²²¹ *Ibid*, p.214.

²²² CNMH « Aniquilar la diferencia. Lesbianas, gays, bisexuales y transgeneristas en el marco del conflicto armado colombiano », Informe del centro nacional de memoria historica (CNMH), Bogota, décembre 2015, p.187-188.

²²³ *Ibid*, p.189.

Pour Julia Sachseder, ces discriminations intersectionnelles par la violence renforcent cette relation de domination basée sur le genre, la race et la classe, c'est ce qu'elle appelle la « colonialité de la violence ». Cette violence consolide une oppression structurelle en Colombie et aura un impact pendant des années sur l'*empowerment* de ces populations marginalisées et sur l'idée de déterminisme social auquel seront confrontés les prochaines générations. Le problème qui surgit et risque de se produire est une acceptation de cette situation de domination de la part des populations touchées, un enracinement et une légitimation de ces violences basées sur la « race » et le « genre ». Comme l'écrit Daniel Pécaut, on assiste à déjà à une banalisation de la violence dans les zones touchées par le conflit²²⁴.

Exemple du Salvador post guerre civile : le poids des stéréotypes de genre sur l'émancipation féminine

Au Salvador les femmes accusées de « lesbianisme » sont écartées de la société et considérées comme « déviantes ». Les femmes lesbiennes sont perçues à travers des stéréotypes de genre, qui se rapprocheraient des stéréotypes de genre « masculins ». Ainsi dans le Salvador en reconstruction post guerre civile, des femmes ne peuvent s'émanciper par l'obtention de terres agricoles, car le fait de travailler la terre est catalogué comme un travail « masculin ». Elles ont peur d'être ensuite étiquetées comme lesbiennes et ainsi pour éviter le stigmate beaucoup de femmes n'obtiennent pas d'emplois hors « domestiques ». C'est un cercle vicieux car les emplois les mieux rémunérés et les plus « prestigieux », en termes de reconnaissance sociale, sont automatiquement perçus comme « masculins » et de fait toute une partie de la population est stigmatisée. Tout comme le racisme souterrain, c'est un sexisme et une misogynie souterraine car rien n'est écrit dans la loi, mais pourtant les stéréotypes de genre sont ancrés dans la société.

Pour conclure, nous pouvons établir le lien entre le patriarcat et le militarisme comme deux systèmes d'oppression et de soumission à un ordre hiérarchique fondé sur l'exclusion et la stigmatisation de celui catégorisé comme Autre.

Le patriarcat, perçu comme un système de domination des hommes sur les femmes, légitimé par une supposée différence sexuelle naturelle entre les deux, a construit des rôles de genre

²²⁴ Daniel PECAUT, « De la banalité de la violence à la terreur : le cas colombien » [En ligne], *Cultures & Conflits*, n°24-25, hiver 1996- printemps 1997, mis en ligne le 27 mars 2007, consulté le 30 mars 2021.

basés sur des modèles de masculinité et de féminité. Le militarisme quant à lui est aussi un système de domination et de répression dans la relation amis/ennemis. Ainsi les deux systèmes créent et construisent des relations hiérarchiques à travers une catégorisation de la population, ce qui contribue à générer des violences et des discriminations. Celles-ci sont bénéfiques pour le maintien au pouvoir de ceux qui détiennent les privilèges, pouvoir alimenté par ces systèmes d'oppression. Par exemple, le système d'oppression patriarcal et les modèles de féminités qu'il alimente permettent de consolider le système militariste en entretenant la relation de protecteur/protégée. Le système patriarcal alimente le militarisme, comme nous pouvons le percevoir à travers l'expansion du modèle de masculinité militarisé au cours du processus de militarisation de la société colombienne ou étatsunienne à l'ère de la lutte mondiale antiterroriste. Dans l'autre sens, la doctrine militariste réaffirme et renforce les modèles de masculinités et de féminités et les normes de genres traditionnelles qui leur sont attribués, ce qui permet de consolider l'ordre moral et conservateur, l'un des piliers du système d'oppression patriarcal. Comme l'a décrit la féministe antimilitariste Koldobi Velasco, le militarisme et le patriarcat partagent les mêmes valeurs : « Jerarquía; violencia; obediencia; individualismo; desdén por la vida, por los seres humanos y por el medio ambiente; autoritarismo; victimización y minimización de la mujer; uniformidad; homogeneidad; exclusión; control ». Ces valeurs sont reproduites et exacerbées au sein des AUC, et s'appliquent grâce à la terreur dans les zones sous contrôle territorial, et s'expriment par l'instrumentalisation des corps des femmes comme outil de guerre. C'est ce que Koldobi Velasco décrit comme résultat de la relation militarisme-patriarcat : « bajo estos los cuerpos de las mujeres son colonizados, controlados, vistos como un objetivo militar, como un arma, como un campo de batalla ».

Dans la suite, nous analyserons à travers une approche intersectionnelle et en utilisant la thèse de Maria Lugones qui démontre la persistance d'une « colonialité du genre » à travers les violences et les discriminations sexuelles dont on était victimes les femmes afro descendantes et indigènes en démontrant que la doctrine militariste réactive et perpétue les logiques de domination et soumission coloniales.

B. Modèle basé sur des discriminations de race et de sexualité / Une réaffirmation de la masculinité par la stigmatisation des femmes selon leur race

Au cours de cette partie, nous analyserons les témoignages de femmes considérées comme « Autre », car différentes du modèle de « civilité » instauré selon les critères des AUC. Nous utiliserons le rapport du CNMH *La guerra inscrita en el cuerpo de las mujeres*, qui décrit les violences sexuelles faites aux femmes durant le conflit colombien, plus particulièrement la période entre 1999 et 2006. Ainsi, nous nous baserons sur la théorie de la colonialité du genre de Maria Lugones et son approche féministe décoloniale pour démontrer que ces violences sexuelles sont un héritage colonial, à travers la construction d'un imaginaire culturel et politique raciste basé sur la catégorisation socio-ethnique et sa réutilisation par les groupes paramilitaires sur les femmes racialisées dans la région du Chocó et de Putumayo. Notamment nous nous centrerons sur les cas de discriminations et de violences sexuelles opérés sur ces femmes en fonction de leur niveau de « civilité » dans l'échelle sociale paramilitaire. Nous analyserons donc majoritairement les témoignages de femmes racialisées- indigènes et afro-descendantes- qui ont vécu sous le joug paramilitaire et qui ont été victimes de cette « colonialité du genre », car ces populations ont été particulièrement touchées :

« Ha habido un alto grado de violaciones a los derechos humanos de los indígenas y los afrocolombianos, en especial en términos de asesinatos, desapariciones forzadas, amenazas de muerte y desplazamiento interno en las áreas rurales²²⁵ »

Nous nous demanderons comment et pourquoi, par la violence sexuelle, nous assistons à une reproduction du modèle colonial ? Comment le modèle de féminité imposé par les paramilitaires réactive les formes de soumission et de domination héritées du modèle colonial ? Nous chercherons à savoir quel est le lien avec *le* modèle de masculinité hégémonique véhiculé par la doctrine militariste, car comme l'écrit George Moss, la masculinité est l'un des piliers de la modernité et permet la perpétuation de son hégémonie sur l'« Autre » : « uno de los pilares centrales de la modernidad y de su hegemonia sobre la otredad²²⁶ ». En effet, l'unique modèle de masculinité issu du système patriarcal, développé à l'ère de la modernité, permet de faire persister et subsister la relation de domination hégémonique vis-à-vis de la population catégorisée comme « Autre ». Notre analyse portera aussi sur le lien étroit entre patriarcat et colonialisme, car comme l'assure l'anthropologue maya Aura Cumes : « En los países

²²⁵ NACIONES UNIDAS, « Consideraciones sobre la Protección Internacional de los Solicitantes de Asilo y los Refugiados Colombianos », 2005, p.35.

²²⁶ Mara VIVEROS VOGOYA, « Imágenes de la masculinidad blanca en Colombia. Raza, género y poder político », III Coloquio Internacional sobre varones y masculinidades, 12 janvier 2008, Medellin, p.6.

latinoamericanos el patriarcado no se puede entender sin el colonialismo. Tampoco el colonialismo sin el patriarcado²²⁷ ».

Selon l'anthropologue féministe argentine, Maria Lugones, il est essentiel d'analyser les violences sexuelles à travers une approche de genre qui inclut les dimensions de « race », de sexe, de classe et de sexualité pour mieux comprendre les discriminations envers les corps des femmes racialisées. Les corps de ces femmes, lors des incursions paramilitaires, ont été soumis à des violences sexuelles à cause de la supposée « incivilité » de leur « race » et leur « impureté » selon les termes de Lugones. Dans sa thèse sur la colonialité du genre, elle déconstruit la notion de pureté, et toutes notions ou conceptualisations qui tendraient vers une uniformisation, une essentialisation ou une naturalisation des identités car ces actions provoquent des catégorisations qui soutiennent les logiques coloniales de soumission et domination de l'« Autre ». Pour elle, tout groupe qui revendique différentes identités est automatiquement évincé par la logique coloniale - glorifiant la pureté par l'uniformité. Ainsi, dans notre étude de cas, nous démontrerons que les femmes racialisées sont stigmatisées et victimes d'une persistance de la doctrine colonialiste de par leur double identité : en tant que femme et en tant que personne racialisée. En suivant la théorie de Lugones, pour comprendre et analyser les différents témoignages de femmes racialisées, victimes du modèle uniforme de « civilité » paramilitaire, il faut préciser que les critères de race et de sexe ne peuvent être dissociés dans notre compréhension de la discrimination selon des critères colonialistes.

1. Une géographie racialisée comme expression de la perpétuation de la domination coloniale

Une analyse de ces marginalisations spatialement est intéressante car cela permet d'étudier le lieu où ces populations racialisées habitent et leurs stigmatisations à travers le concept de *géographie racialisée*. L'analyse de l'espace est une autre stratégie pour comprendre comment la hiérarchie raciale coloniale s'est reproduite et enracinée dans la société colombienne jusqu'à nos jours. Voici une description de ce concept :

« Entendemos por «geografías racializadas» aquellos espacios territoriales en donde han operado fuertes desequilibrios regionales justificados desde las élites políticas blancomestizas y centralistas a lo largo de los siglos, como lugares que representan procesos de ocupación territorial anómalos habitados por sujetos étnico-racializados que desprecian la civilización y el

²²⁷ Aura CUMES, «Feminismo indígena: "El patriarcado no se puede entender sin el colonialismo"», *El Mostrador*, 2 mars 2021.

progreso al tiempo que niegan las ventajas del Desarrollo, y donde la presencia de la acción estatal es baja o nula debido a una pretendida lejanía²²⁸ ».

La Colombie est un pays avec beaucoup de régions et des espaces complètement différents géographiquement mais aussi différenciés historiquement selon la « race » de ses habitants. Une différence est donc faite entre l'intérieur du pays (la Cordillère), davantage « blanc, métis », les côtes (Pacifique et Caraïbe) « noires » et les terres basses amazoniennes « indiennes »²²⁹. La différence entre terres basses et terres hautes est très importante car elle date de l'époque coloniale et représente une différence politique et une catégorisation socio-raciale. Depuis la vision coloniale, les terres hautes étaient perçues comme « civilisées » et les terres basses comme plus « sauvages » car moins rapidement soumises à l'autorité étatique coloniale, et donc elles étaient vues comme une source de retard au développement de la nation. Lors de l'époque préhispanique, ces terres hautes andines étaient exploitées par les empires incas et aztèques et une organisation politique de la main d'œuvre indigène était en place. Donc lorsque les colons sont arrivés, le système de division du travail était déjà enraciné dans les mentalités. Au contraire, dans les régions des terres basses (côtières), les populations indigènes étaient beaucoup moins soumises à cette stratification sociale, donc moins faciles à exploiter. Ce qui s'en est suivi est une disparition très rapide des populations indigènes des terres basses, remplacées par les esclaves africains. Tandis que dans les terres hautes, les populations indigènes ont davantage survécu, car elles étaient plus habituées au système d'exploitation. L'intérieur colombien, plus spécifiquement la cordillère orientale, du fait de son climat, d'une population indigène facilement exploitable et de terres agricoles devint donc le centre du pouvoir et de la richesse coloniale. Cette région était et est davantage peuplée de blancs et d'indigènes et d'un mélange de ces deux « races ». De plus, les indigènes des « hautes terres » ont davantage subi la déforestation massive, l'expansion de l'extractivisme et des projets miniers²³⁰. Tandis que les régions amazoniennes, peu exploitées par les colonisateurs car très hostiles, étaient encore dominées par la population indigène. En ce qui concerne les régions côtières, elles comptaient un fort taux de populations « noires », indigènes et aussi de métisses et d'esclaves libres. Sur la côte caribéenne la politique coloniale a incité le métissage entre les populations indigènes locales et les « noirs », ce qui en fait une région très métissée. Cette

²²⁸ Claudia MOSQUERA, Rudy LEON, *Acciones afirmativas y ciudadanía diferenciada étnico-racial negra, afrocolombiana, palenquera, raizal. Entre Bicentenarios de las Independencias y Constitución de 1991*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, 2009, p.353.

²²⁹ *Ibid*, p.354.

²³⁰ Paola SANDOVAL, Suad MOLINA, *op.cit*, p.19.

région étant essentielle aux colonisateurs, du fait de son port-Carthagène- par lequel transitait les biens venant et partant vers l'Europe, tandis que la côte pacifique, notamment la région du Chocó, plus difficile d'accès a été moins victime de la colonisation et comporte principalement une population noire.

C'est ainsi que les différences raciales se sont régionalisées, construites et dispersées par le processus de colonisation. Mais en ce qui concerne cette géographie racialisée et les critères qui la définissent, tout dépend du point de vue duquel on se place. Si l'on compare avec la région des hautes terres andines, la côte caribéenne est « noire » mais si l'on compare avec la côte Pacifique, elle est métisse. Comme l'explique Peter Wade, à l'époque coloniale, le développement d'une région était perçu en terme économique mais aussi associé à la notion hégémonique de « blanchiment » de la région : plus sa population se rapprochait de l'idéal de la blancheur, plus la région était perçue comme développée.

Nous pouvons ainsi remarquer que l'héritage colonial s'est perpétué et qu'il existe encore un sentiment de supériorité dans les « hautes terres ». Peter Wade s'est aussi intéressé à cette intersection société-espace depuis l'ère coloniale et à la hiérarchisation raciale des espaces de cette époque et les répercussions sur la société colombienne aujourd'hui. Selon ses termes :

« Es decir, la diferencia racial en Colombia no está simplemente “reflejada” en categorías espaciales, sino que está constituida por estructuras espaciales. Y las intersecciones entre relaciones sociales racializadas y estructuras espaciales siguen moldeando la desigualdad racial y las formas del racismo hoy en día en Colombia²³¹ ».

Au début du XXIème siècle, cette géographie racialisée perdure et a permis aux paramilitaires de faciliter leur domination et soumission territoriale sur les populations racialisées. Notre étude de cas se centre sur ces zones éloignées des centres de pouvoirs et racialisés, la région Pacifique en ce qui concerne les afro-descendants et la région de Putumayo pour les femmes indigènes. Nous ferons un focus sur les acteurs paramilitaires et analyserons l'effet du renforcement de modèle de masculinité guerrière – décrit précédemment- sur l'instrumentalisation du corps des femmes racialisées, comme expression d'une persistance de la « colonialité du genre ». C'est ce que documente ce rapport des Nations Unies de 2002 sur la condition des femmes racialisées

« Las mujeres indígenas y afrocolombianas padecen discriminación múltiple e intersectorial por motivos de sexo, raza, color y origen étnico y por condición de desplazadas. Con el conflicto se reproduce y se incrementa la discriminación entre los distintos grupos y las mujeres padecen discriminación en distintas vertientes, por motivos de sexo, origen étnico o pertenencia cultural²³² ».

²³¹ Peter WADE, « Espacio, region y racializacion en Colombia », *Revista de Geografía Norte Grande*, n°76, 2020, p.32.

²³² NACIONES UNIDAS, « Informe presentado por la Sra. Radhika Coomaraswamy, Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, sus causas y consecuencias: Misión a Colombia », 11 mars 2002, par. 28 et 42.

2. Communautés afro-descendantes racialisées

En 1993 a été votée la loi 70 qui reconnaissait la population afro-descendante comme un groupe ethnique et ainsi le droit d'accès à la terre et la protection de leur identité culturelle pour acquérir les mêmes droits et le même développement économique et social que le reste de la population. Le but était ainsi de diminuer les disparités socio-spatiales entre la côte Pacifique et le reste du pays :

« Mediante esta reforma, el Estado reconoce que los afrocolombianos tienen derecho a desarrollarse de acuerdo a su cosmovisión, a existir como un grupo étnico con necesidades diferenciadas y a gozar de su propiedad colectiva sobre áreas que vienen ocupando de acuerdo a sus prácticas tradicionales de producción. Sin embargo, los grupos armados al margen de la ley no respetan este derecho a la propiedad colectiva de las poblaciones afrocolombianas²³³ »

Ce racisme « souterrain » vécu par la communauté afro-descendante est aussi décrypté lors de la *Mesa de Trabajo, Mujer y Conflicto Armado* car ce phénomène s'est reproduit depuis la période de la colonisation et créé des disparités économiques, sociales et culturelles au sein de la population colombienne. Notamment, l'exclusion spatiale de ces régions et la pauvreté des populations afro-descendantes poussent les jeunes filles à se prostituer et à utiliser leurs corps pour se nourrir ou gagner de l'argent, ce qui renforce le sentiment de « disponibilité » vis-à-vis des corps des afro-descendantes- du point de vue des paramilitaires. Ceci est décrit dans le cas de Tumasco où sévit une pauvreté extrême dans une région militarisée comme le témoigne une femme leader social de l'association ASOPLINAR dans le rapport du CNMH :

« la pobreza extrema en Tumaco aumenta los casos de violencia sexual, porque las niñas, adolescentes y mujeres jóvenes acceden a realizar intercambios sexuales ante el ofrecimiento de alimentos o dinero. Esto favorece la prostitución o comercio sexual de niñas y mujeres por parte de actores armados, bandas criminales, narcotraficantes y proxenetas que operan en la zona²³⁴ ».

Selon le rapport de la CIDH, dans la région du Quindío, où 85% de la population est afro-descendante, la majorité de la population vit dans une situation d'extrême pauvreté. Le département du Chocó est quant à lui, celui qui a la plus mauvaise couverture en eau potable du pays, il y a un taux de 19% d'analphabétisme et l'un des taux les plus élevés de mortalité

²³³ Carlos ROSERO, « Los afrodescendientes y el conflicto armado en Colombia: la insistencia en lo propio como alternativa », Claudia Mosquera, Mauricio Pardo y Odile Hoffmann (eds), *Afrodescendientes en las Américas, trayectorias sociales e identitarias. 150 años de la esclavitud en Colombia*, Bogotá : Universidad Nacional de Colombia, 2002.

²³⁴ Rocío Martínez MONTOYA, « La Guerra inscrita en el cuerpo. Informe nacional de violencia sexual en el conflicto armado », *Centro Nacional de Memoria Histórica*, novembre 2017, p.201.

maternelle. 72% de la population afro colombienne du pays se situe dans les deux strates socioéconomiques les plus basses du pays²³⁵ et demeure l'une des populations qui a été le plus touchée par les déplacements forcés ; on dénombre 30% d'afro-descendant(e)s²³⁶. Parmi la population de femmes déplacées et chefs de famille, 47% sont des femmes afro-descendantes et 49% des femmes indigènes. A travers les violences sexuelles exercées sur le corps des femmes racialisées, nous remarquons aussi une perpétuation du racisme social hérité de la période coloniale, qui domine la société colombienne. Ce racisme est ensuite reproduit dans la sphère paramilitaire, comme nous pouvons le remarquer dans les comportements vis-à-vis des femmes afro-descendantes, à travers des pratiques discriminantes en fonction de leur « race ». C'est ce qui est décrit par la coordinatrice Genre CNOA dans le rapport de la CNMH :

« La violencia sexual en contra de las mujeres afro tiene sus antecedentes en la trata transatlántica de negros esclavos a las Américas. Desde aquí bien la hipersexualidad que se le otorga a los cuerpos negros. Cuerpos salvajes que funcionan para generar algún beneficio, en principio económico, productivo y luego de satisfacción sexual a los hombres dueños de las esclavas negras. Esta ha sido una práctica heredada en países de conquista y colonia como Colombia. Los cuerpos negros son deseados no solo por los atributos físicos o sexuales sino por la sensación de poder que genera en el otro dominar o doblegar esto que para él es salvaje, impetuoso, rebelde²³⁷ ».

L'avis de différentes associations de défense des droits des femmes et l'ONU, démontre également comment le conflit a particulièrement touché les femmes de manière disproportionnelle mais aussi les secteurs les plus pauvres :

« De igual manera las personas ubicadas en zonas rurales y los sectores sociales con menores niveles de desarrollo han sido los que experimentan con mayor severidad las consecuencias de la guerra en términos de crisis humanitaria, empobrecimiento y costos socioeconómicos y generacionales²³⁸ ».

Comme le dénonce le *Grupo de Memoria Historica* (GMH), les relents coloniaux sont présents dans la catégorisation raciale et sociale instaurée par l'ordre social conservateur paramilitaire : « Un orden social donde las mujeres fueron relegadas al espacio privado, los homosexuales fueron castigados y el « ser blanco » en un territorio primordialmente afrodescendiente, fue sinonimo de distincion social²³⁹ ». D'après le même rapport, les groupes paramilitaires interdisent toute célébration communautaire des traditions afro colombiennes, considérées

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ *Ibid.*, p.18.

²³⁷ *Ibid.*, p.197.

²³⁸ La violencia sexual contra las mujeres por parte de grupos Paramilitares, p.18.

²³⁹ GRUPO DE MEMORIA HISTORICA, «¡Basta ya! Colombia: Memorias de guerra y dignidad », *Bogotá : Imprenta Nacional*, 2011, p.80.

comme en désaccord avec les traditions catholiques. En ce qui concerne la racialisation des sexes, cette catégorisation se reproduit dans ces zones contrôlées. Selon le GMH, les paramilitaires choisissent les femmes dont la peau se rapproche de l'idéal blanc européen pour être leurs *novias* et les femmes afro colombiennes sont directement étiquetées comme des prostituées. Ce racisme est ainsi décrit ici par une jeune femme afro-descendante et pointe comment les stéréotypes et les constructions raciales héritées de l'ère coloniale sont toujours actuelles et réactivées par la vision paramilitaire :

« A muchos no les agrada nuestro color quizá...nuestra forma de ser, nuestra forma de pensar, y quizás no existe un golpe pero sí una mala mirada y para nosotras eso es más que un golpe, porque esa mirada se queda clavada en nuestros corazones y a diario notamos que es que no les agradamos a ellos. A ellos (armados) uno alcanza a diferenciar que ellos llegan a una parte y hay una "clarita" y no la gritan de la misma manera como lo gritan a uno, o quizá no la empujan como la empujan a uno. O sea que entre nosotros los negros todavía sigue existiendo la idea de que a nosotros nos quieren tener a diario pisados y a diario menospreciados, eso sí existe²⁴⁰ ».

Toutes ces femmes sont victimes de violences sexuelles, mais selon leur couleur de peau, les paramilitaires les catégorisent. Nous retrouvons la même sexualisation du corps chez les jeunes filles afro- descendantes de la part des paramilitaires comme le prouve ce témoignage :

« Los hombres se aprovechan de las mujeres jóvenes afro desplazadas, se acuestan con ellas, se ríen de ellas y no les dan nada. Se desmoralizan y avergüenzan las mujeres. Piensan que las mujeres afro desplazadas no merecemos respeto, nos miran como objetos sexuales²⁴¹ ».

Elles sont choisies pour leurs caractéristiques physiques :

« Por lo menos en 15 de los 31 casos examinados, el 48,38%, las víctimas habían sido observadas y fueron seleccionadas por sus características sexuales y físicas, a juzgar por las expresiones previas o concomitantes al hecho y porque en múltiples casos el jefe o comandante de la zona o la región envió expresamente por ellas²⁴² ».

Ces préjugés racistes de l'époque coloniale se sont reproduits dans les mentalités de la société colombienne et dominant le discours hégémonique des AUC dans la légitimation de leurs violences sexuelles de masse. De sorte ces préjugés permettent de « naturaliser » la disponibilité du corps des femmes afro-descendantes, notamment à travers l'hyper sexualisation de leurs corps, comme nous le prouvent ces témoignages de jeunes filles afro-descendantes victimes des paramilitaires :

²⁴⁰ María Eugenia VASQUEZ PERDOMO (coord.), « Informe sobre violencia sociopolítica contra mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. Tercer informe », *Mesa de trabajo Mujer y conflicto armado*, Bogota, février 2003, p.27.

²⁴¹ *Ibid.*

²⁴² *Ibid.*, p.199.

« La violencia sexual fue dirigida particularmente hacia niñas y adolescentes afrocolombianas, y estuvo caracterizada por la persistencia de violencias grupales que incluían penetración vaginal, anal y oral en la mayoría de los casos. Sugiere el tribunal que se trató de una violencia sustentada en la naturalización de la disponibilidad e hipersexualización de los cuerpos de las mujeres afrocolombianas, particularmente por hombres armados blancos y mestizos²⁴³ ».

Pour les femmes afro-descendantes déplacées

Nous retrouvons cet héritage colonial aussi très présent dans les discriminations et violences exercées sur les corps des femmes déplacées. Lorsque celles-ci sont obligées à s'exiler de leurs territoires d'origine, où elles vivaient en communauté, elles sont confrontées au monde du travail et au monde urbain, où les discriminations raciales et les préjugés liés à leur « race » sont encore bien ancrés, et allouent à la classe des hommes la légitimation de disposer de leurs corps à leur guise. Les femmes afro-descendantes sont souvent perçues à travers la « fonction » qu'elles caractérisent dans la hiérarchie sociale établie par le modèle de masculinité hégémonique- qui est souvent à caractère domestique ou sexuel- comme relaté ci-dessous dans le rapport du CNMH : « Esta "función" establecida desde el proceso de colonización sigue instaurada a tal punto que las mujeres sienten que aún hoy, sus parejas, esposos, patronos o jefes, se siguen otorgando el "derecho" de disponer de sus cuerpos como propios²⁴⁴ ». Elles sont reléguées à des emplois plus précaires, avec des salaires plus bas « le travail domestique, les usines de montage, le travail informel et le travail sexuel²⁴⁵ », comme nous le montre ce témoignage d'une femme afro-descendante déplacée :

« La Asociación de Afrocolombianos Desplazados (en adelante "AFRODES") ha descrito la persistencia de creencias de poblaciones receptoras que consideran que "la mujer negra es sucia, ladrona o si entra a trabajar a una casa solamente sirve para la cama". Esta situación se ve agravada por los bajos niveles de educación y pobreza de las desplazadas, lo cual junto con su raza, representa un desafío para que puedan lograr un acceso adecuado a trabajo y a formas de subsistencia económica²⁴⁶ ».

Aujourd'hui nous assistons à un racisme structurel des femmes noires, notamment dans le domaine du travail, elles sont victimes d'une division sexuelle et raciale du travail, construite sur les catégorisations coloniales du passé mais toujours actives. En ce qui concerne le monde du travail, cette catégorisation raciale est toujours présente comme témoigné ci-dessous :

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ *Ibid.*, p.198.

²⁴⁵ Ochy CURIEL, « Critique postcoloniale et pratiques politiques du féminisme », *Mouvements*, n°51, septembre-octobre 2007, p.128.

²⁴⁶ Secretaria General Organizacion de los estados americanos, « Las mujeres frente a la violencia y la discriminación derivadas del conflicto armado en Colombia », CIDH, Washington, 2006, p.47.

« Hemos sabido de casos de mujeres jóvenes afro empleadas en casas de familia, que han sido acosadas sexualmente por sus patrones. De otro lado vemos que la carga de trabajo que se les asigna no se compensa con el pago. Muchas veces incluso, no les pagan²⁴⁷».

Un autre témoignage montre l'importance pour ces communautés du lien avec la terre et la destruction des liens communautaires ancestraux comme une conséquence de la situation de déplacée de la part des paramilitaires dans la région Pacifique :

« Violencia contra la mujer es quitarle el derecho a su territorio, es obligar a las mujeres a salir de su territorio, atentar contra nosotras, nuestra cultura, nuestra familia, incidir en nuestra forma de vida, someternos a ritmos distintos a los de nuestra cultura. Es la discriminación a la cual hemos sido sometidas desde otros tiempos, también la discriminación racial a la cual nos somete la sociedad, es maltratarnos por ser desplazadas y por ser negras. Es el maltrato físico, psicológico en el hogar, por los grupos armados y la sociedad. La violencia contra la mujer es que nos obliguen a perder a los seres queridos a causa de la violencia²⁴⁸ ».

De plus, lors de leurs arrivées dans les centres urbains, outre la perte des liens avec leur territoire et leurs communautés, elles doivent faire face aux discriminations et aux discours stéréotypés liés à l'hyper sexualisation de leurs corps et hérités de l'ère coloniale. Dans le cas ci-dessous, cette femme afro-descendante change ses habitudes vestimentaires à cause des stéréotypes :

« Para las mujeres negras la hipersexualización de sus cuerpos ha hecho que tengan que recurrir a cambios en sus formas de vestir y restringir sus gustos personales para protegerse. Las mujeres son agredidas en el espacio público, en el transporte, en sus casas, por parte de sus vecinos y arrendatarios, en sus trabajos -particularmente en los relacionados con el servicio doméstico- a través del acoso sexual y la violación²⁴⁹ ».

En conséquence, les déplacements forcés par la violence des paramilitaires ont un impact profond sur les liens sociaux entre les communautés afro-descendantes. Le fait que les liens se brisent à cause de la violence, rompt la solidarité communautaire, notamment lors de l'arrivée dans les camps de réfugiés aux abords des grandes villes. L'imposition de nouveaux codes sociaux de la part des paramilitaires, a pour conséquence de modifier les cultures ancestrales et la solidarité communautaire, et peut aussi être analysé comme un héritage colonial.

3. Les communautés indigènes racialisées

²⁴⁷ María Eugenia VASQUEZ PERDOMO (coord.), « Informe sobre violencia sociopolítica contra mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. Tercer informe », *Mesa de trabajo Mujer y conflicto armado*, Bogota, février 2003, p.37.

²⁴⁸ *Ibid*, p.25

²⁴⁹ Rocio Martinez MONTOYA, « La Guerra inscrita en el cuerpo. Informe nacional de violencia sexual en el conflicto armado », *Centro Nacional de Memoria Historica*, novembre 2017, p.201.

En ce qui concerne les populations indigènes, il existe 84 peuples indigènes qui constituent 2% de la population totale colombienne et leur identité culturelle se façonne sur le respect de leurs territoires et leur attachement traditionnel à la terre comme il est décrit dans le rapport :

« Como miembros de pueblos milenarios, las mujeres indígenas expresaron a la Relatora que su sobrevivencia está ligada al mantenimiento de sus territorios, porque es en ellos donde pueden expresar libremente su cultura. Sin embargo, no siempre es posible permanecer en los territorios²⁵⁰ ».

Approximativement 27% du territoire colombien a été reconnu comme propriété des peuples indigènes. Lors de la nouvelle Constitution colombienne de 1991, de grandes avancées ont été engagées en ce qui concerne les droits des peuples indigènes. Désormais l'Etat colombien protège et reconnaît la diversité ethnique de la nation, et il accorde aussi le droit aux peuples indigènes de mettre en place et d'exercer leur pouvoir selon les coutumes traditionnelles locales, de manière autonome. Concrètement, les peuples indigènes peuvent désormais gouverner et exercer leur pouvoir dans leurs territoires selon les règles et les normes propres à la culture indigène et obtiennent différents droits parmi lesquels : « 1) gobernarse por autoridades propias; 2) ejercer las competencias que les correspondan; 3) administrar sus recursos y establecer los tributos necesarios para el cumplimiento de sus funciones²⁵¹ ».

Tout comme les femmes afro-descendantes, nous analyserons à travers différents témoignages la persistance d'une « colonialité du genre » exercée sur le corps des femmes racialisées, particulièrement touchées par la notion de « civilisation » et leur place dans l'ordre de genre « civilisationnel ». Ana Maria Alvarez Chica analyse cet impact sur les femmes indigènes, dans son article « la colonialité du genre » : « En nombre de la razón civilizadora y del dominio de la raza blanca europea estas mujeres no fueron consideradas humanas y han sido abusadas sexualmente, explotadas²⁵² ». Les femmes indigènes ont toujours été discriminées et violentées et leurs identités se sont construites sur les différentes formes de stigmatisation depuis le colonialisme, qui ont perpétué leur appauvrissement au sein de la société colombienne, comme décrit ci-dessous dans le rapport du CNMH :

« Para las Mujeres Indígenas, la violencia de género es definida no solo por la discriminación de género dentro de los contextos indígenas y no-indígenas; sino también por un contexto de continua colonización y militarismo, racismo y exclusión social, políticas económicas y de “desarrollo” que aumentan la pobreza. Estos fenómenos son interactivos y mutuamente

²⁵⁰ Secretaria General Organización de los estados americanos, « Las mujeres frente a la violencia y la discriminación derivadas del conflicto armado en Colombia », CIDH, Washington, 2006, p.51.

²⁵¹ *Ibid*, p.47.

²⁵² Ana Maria ALVAREZ CHICA, « Introducción a la colonialidad de género en mujeres juvenes y niñas indígenas », *Plumilla Educativa : Universidad de Manizales*, 28 septembre 2016, p.136.

influyentes, al igual que los distintos aspectos de identidad que definen las experiencias de violencia de las mujeres y sus estrategias de resistencia²⁵³ ».

En ce qui concerne les femmes indigènes, un rapport montre que pour certains groupes paramilitaires, nous assistons à une forme de colonialité du savoir qui se traduit par le fait de décrédibiliser les savoirs et connaissances des femmes racialisées, par rapport au modèle occidental blanc rationnel. Comme l'écrit Escobar Ribeiro : « La colonialité agit à travers des mécanismes institutionnels qui impliquent simultanément l'hégémonisation de certaines traditions et la subalternisation des autres²⁵⁴ ». Cette différence de savoirs, se traduirait par une catégorisation de ces femmes -en opposition au modèle de développement lié à la « civilité » - ce qui légitimerait l'instrumentalisation de leurs corps par des violences sexuelles. C'est ce dont témoigne Sandra en 2015, victime des paramilitaires à Puerto Boyoca et qui a vécu sous le contrôle social :

« Entonces el uno abusaba de ella, la soltaba ese, la cogía el otro y la soltaba ese y la cogía el otro (...) y que decían que se la habían metido por delante y por detrás, y que ella lloraba y que decía que: “yo decir”, que ella les iba a decir que: “yo demandar, yo decir” (...) ellos se burlaban porque ella no hablaba español y decía: “que yo demandar, que yo demandar”, ellos le decían: “demande (...) y verá que pa'l río se va”. Y que la cogían y que también la maltrataban, tras de que la violaban, la maltrataban (...). Y yo voy y encuentro eso, porque ellos entre carcajadas y cervezas le contaban al otro lo que habían hecho que pues eso era como motivo de orgullo para ellos lo que estaban contando, porque se lo estaban contando de esa forma: “uy sí marica, cogimos esa vieja y le dimos por acá y le dimos por allá, hicimos con ella (...) y esa cómo lloraba y la cogimos del pelo y le dimos (...) Me acuerdo que uno de ellos decía: “mochar cabeza y pa'l río ¿oyó?”. La amenazaron que la iban a matar²⁵⁵ ».

Le fait que certaines femmes ne parlent pas espagnol, ou ne soient pas couvertes sur la partie supérieure du corps sont des signes pour les paramilitaires, comme contraires à leur rigorisme ultra conservateur. Perçus comme une « incivilité », ils légitiment ainsi les violences sexuelles exercées sur ces femmes puisqu'elles sont considérées comme des demi-femmes²⁵⁶, aux corps disponibles et accessibles, car « naturellement » stigmatisées du fait de leur « race ».

D'après différents témoignages d'anciens paramilitaires, les femmes indigènes n'étaient pas considérées comme des femmes *civiles*, du fait de leur race, car ils les percevaient comme « impures ». C'est ce que décrit ce témoignage d'un ancien paramilitaire « ...más bien un acto simple para los civiles dado que las indígenas no tenían ningún tipo de pudor y era muy común

²⁵³ FIMI, « Foro Internacional de Mujeres Indígenas, Mairin Iwanka Raya. Mujeres indígenas confrontan la violencia. Informe complementario al estudio sobre violencia contra las mujeres del Secretario General de las Naciones Unidas », New York, 2006, p.14.

²⁵⁴ Arturo ESCOBAR, Eduardo RESTREPO, « Anthropologies hégémoniques et colonialité », *Cahiers des Amériques latines*, n°62, 2009, p.88.

²⁵⁵ Rocío Martínez MONTOYA, « La Guerra inscrita en el cuerpo. Informe nacional de violencia sexual en el conflicto armado », Centro Nacional de Memoria Histórica, novembre 2017, p.204.

²⁵⁶ *Ibid.*

encontrarlas desnudas bañándose en una quebrada y por lo tanto era muy sencillo el acto sexual²⁵⁷ ».

La vision d'infériorité des femmes indigènes - perçues par les paramilitaires comme des « demi-femmes » - renforce l'invisibilité des violences sexuelles commises durant le conflit et résulte d'une forme de colonialité du savoir. Car cette invisibilité est renforcée par la détention du pouvoir de l'histoire et de la mémoire officielle de la part des paramilitaires, qui imposent leur toute puissance dans les zones sous leur contrôle. Nous pouvons dire qu'en contrôlant l'histoire, ils mettent sous silence les violences sexuelles faites aux femmes indigènes, sachant que la population indigène n'a parfois pas la connaissance de l'espagnol et surtout aucune confiance dans les institutions colombiennes. Comme cela les paramilitaires profitent de cette marginalisation pour disposer de leurs corps en toute impunité tel qu'il est décrypté dans le rapport de la CNMH :

« En Colombia la lectura racializada que han hecho los actores armados de los grupos indígenas ha invisibilizado la violencia sexual hacia las niñas, adolescentes y mujeres. La lectura de las mujeres indígenas como seres inferiores o no civilizados, de los que pueden sacar algún tipo de provecho, ya sea mediante engaños o a la fuerza, ha perpetuado el ejercicio de la violencia sexual por parte de actores armados²⁵⁸».

Comme le décrypte Bourguignon, « la colonialité du savoir, c'est la dépréciation des savoirs et connaissances autres qui s'opère à partir de la Conquête (...) elle est l'élaboration, en divers points de l'Europe ou de l'Amérique, de systèmes de pensée qui justifient la domination de l'Autre par son infériorité ». Ainsi, les paramilitaires profitent de cette dé-crédibilisation des cultures indigènes et du corps des femmes indigènes, instaurés à l'époque coloniale, pour premièrement légitimés les violences sexuelles - du fait que ce soit des « demi-femmes », notamment de par leur connaissances et cultures différentes- et deuxièmement ils reproduisent le système dualiste réducteur colonial en instaurant des régimes de terreur qui empêchent de transmettre l'héritage culturel et les codes culturels. Et ainsi, cela renforce d'autant plus le projet d'uniformisation et d'homogénéisation de la population, vers une supposée « colombianité » basée sur le « droit égal à l'inégalité ».

Comme l'analyse justement Ana Maria Alvarez Chica, c'est l'anthropologue Arturo Escobar qui a dénoncé la colonialité de la nature, comme ce qui est catégorisé comme un frein à la modernité :

²⁵⁷ Maria Jimena LOPEZ LEON, *op.cit*, p.113.

²⁵⁸ Rocío Martínez, MONTROYA, « La Guerra inscrita en el cuerpo. Informe nacional de violencia sexual en el conflicto armado », Centro Nacional de Memoria Historica, novembre 2017, p.204.

« mirada desde la racionalidad occidental moderna tiene que ver, entre otras cosas, con establecer jerarquías que dan el valor más bajo a lo que no llena los requisitos de la modernidad: la naturaleza, los pueblos primitivos, las colonias, los cuerpos femeninos, las pieles oscuras y todo lo que esté por fuera del mundo masculino, blanco euro-céntrico y de su dominio²⁵⁹ ».

Ce rejet de la part des modèles de masculinité hégémonique de tout ce qui a trait à la nature ou s'en rapproche est analysé à travers une vision féministe post coloniale comme une forme de « colonialité de la nature ». Les violences sexuelles basées sur des critères physiques relèvent d'un héritage colonial, dans la relation avec la nature, le naturel. Dans le cas des femmes racialisées, le critère du « naturel » n'est pas perçu comme un atout- à l'inverse des valeurs « naturelles » comme l'hétérosexualité ou la monogamie- mais bien comme un vice. Car le naturel des femmes racialisées est entendu comme proche de la nature et donc automatiquement catégorisé comme sauvage, éloigné de la raison, c'est-à-dire différent de la rigueur blanche masculine hétérosexuelle, glorifié par les AUC. Selon Noguera, ce rejet de tout ce qui ne peut pas s'expliquer « rationnellement » est aussi un des effets de la modernité, une modernité associée au développement qui n'inclut pas les cultures sorties du modèle occidental blanc rationnel :

« El racionalismo omniabarcante y desdeñoso de otros saberes, no podía aceptar que el mundo mítico estuviera en el mismo plano que el mundo tecnocientífico. El acontecimiento más importante de la modernidad fue, por tanto, el abandono que el hombre hizo de los dioses, del mundo de lo sagrado, del mundo de lo mítico, del mundo de lo poético -de la posibilidad de expresión del ser como poético- para pasar al mundo de lo calculado, de lo exacto, de lo explicable racionalmente, del mundo amputado, precisado, despoetizado, desencantado²⁶⁰ ».

Ce système de domination par la construction d'un modèle de pensée hégémonique, est aussi irrigué par le système patriarcal, et impacte de manière différenciée les femmes racialisées. L'interview de cette femme colombienne afro-descendante de la région du Chocó en Colombie confirme la diffusion de ce sentiment de supériorité de la masculinité, au sein des zones sous contrôle social paramilitaire, par rapport au sexe féminin mais aussi par rapport à la « race » :

« con las mujeres siempre por nuestra condición de género nos vemos más discriminadas, el hombre es menos discriminado por el hecho de ser hombre, sufren menos discriminación, las mujeres sufrimos mucho más la discriminación por nuestra condición de género [...] pues del hombre negro se tiene la idea de que es fuerte, que es varonil, un buen varón, pues es hombre y entonces se ve de mejor manera que la mujer, pues por nuestra condición de género creen que estamos para parir, para hacer trabajo doméstico, como que no servimos para otras cosas, o sea que no nos ven en cargos de decisión, sino solo en el cuidado de los hijos o en el trabajo doméstico y que para eso servimos²⁶¹ ».

²⁵⁹ Ana Maria, ALVAREZ CHICA, *op.cit*, p.140.

²⁶⁰ Ana Patricia NOGUERA DE ECHEVERRI, *El Reencantamiento del Mundo*, México D. F : Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente-PNUMA-Oficina Regional para América Latina y el Caribe, 2004, p.44.

²⁶¹ Amnistia Internacional, *op.cit*, p. 43.

Ainsi, pour contrer cette colonialité du savoir qui empêche la reconnaissance des cultures différentes du modèle rationnel blanc occidental, Elsa Blair propose de décolonialiser l'histoire, à travers une déconstruction des discours historiques, en étudiant l'histoire à travers la vision des « dominés », de ceux considérés comme Autre dans les discours officiels²⁶². Le but de cette approche décoloniale rejoint notre idée sur l'importance de l'historisation du discours politique et de celle ou celui qui la raconte, et de l'importance d'inclure l'histoire de celle et ceux considérés comme « dominés », dont nous n'avons pas entendu le point de vue dans l'histoire officielle :

« narrar el pasado de formas alternativas y desde voces no tradicionales; y por el otro, desprendernos de los modelos con los cuales los llamados saberes modernos -eurocéntricos- gestionaron e impusieron dinámicas de jerarquización, diferenciación y exclusión contra cuerpos situados en su singularidad, saberes y sensaciones propias²⁶³ ».

Mais cette approche décoloniale de l'histoire fait face à différentes difficultés, notamment au sein du féminisme communautaire, qui pourrait constituer une base idéologique pour véhiculer cette décolonisation des savoirs mais pour cela il faut déjà contrer ce que Segato nomme la « myopie historique ». Tout comme l'idée que la « race » est « naturelle » car assimilée à la couleur de peau, la domination de l'homme sur la femme s'est enracinée comme « allant de soi », une structure naturelle qui a toujours existé, qui est traditionnelle. Rita Segato nomme cette négation « myopie historique », une métaphore qui souligne l'aveuglement du passé lointain préhispanique et d'un patriarcat de basse intensité face à la netteté et à l'acceptation de la période contemporaine et du patriarcat de haute intensité, une domination qui sied à beaucoup de leaders masculins communautaires. Cette supposée domination traditionnelle complique donc le travail des féministes noires ou autochtones, car face au mur de la Tradition, le changement des mœurs devient compliqué, comme elle l'explique :

« Le manque de clarté sur les changements qui ont eu lieu (depuis la colonisation) amène les femmes à se soumettre sans savoir que répondre à cette phrase que répètent les hommes : « nous avons toujours été ainsi », et à leur revendication d'une coutume qu'ils supposent ou affirment traditionnelle (...). D'où un chantage permanent exercé sur les femmes : si elles touchent à cet ordre, qu'elles modifient cet ordre, leur identité, leur capital politique, et leur culture, référence symbolique de leurs luttes pour leur continuité en tant que peuple, seraient affectée, et cela affaiblirait leurs demandes de territoires, de ressources et de droits (...). L'effet de profondeur

²⁶² Elsa, BLAIR, « Memoria y poder: (des)estatalizar las memorias y (des)centrar el poder del Estado », *Universitas Humanística*, n°72 juillet-décembre 2011, p. 63-87.

²⁶³ Luisa Fernanda, CADAVID PINEDA, « Mujer-caribe, memoria y guerra : opciones *de-coloniales* en la construcción de *otras* historias del conflicto armado en Colombia », II Congreso de estudios poscoloniales y III jornadas de feminismo poscolonial « Genealogías críticas de la Colonialidad », n°11: Epistemologías disidentes, género y color, juillet 2014, p.2.

historique est une illusion d'optique (...) nous nous trouvons ici face un culturalisme pervers²⁶⁴».

Ainsi, pour les féministes communautaires, il devient compliqué de changer les mœurs et coutumes patriarcales. Jules Falquet écrit sur la violence post-conflit, et le développement d'un féminisme communautaire qui s'est développé dans les communautés indiennes guatémaltèques, en proie aux multinationales « qui affirme haut et fort la nécessité impérieuse de lier la défense du Territoire-Terre à la défense du Territoire-Corps, tout particulièrement la défense du corps des femmes indiennes, en butte à toutes les violences depuis cinq siècles ». C'est donc un cercle vicieux, car si elles ne peuvent s'exprimer sur ce que vit leur communauté, car sujettes aux traditions, c'est donc les féministes étrangères à ces systèmes traditionnels qui prendront le relais. Ainsi, il faut se poser la question de la décolonisation du discours féministe, afin que ce ne soit pas seulement d'un point de vue blanc-occidental que l'avancée des droits de femmes soit analysée. Le but des analyses postcoloniales est d'apporter des solutions et des alternatives aux rapports de pouvoir construits par les dominants/exploitants et à la déconstruction des préjugés racistes et sexistes issus de la période coloniale. Mais si ces solutions sont proposées par la population considérée comme « privilégiée » du fait de sa « race » et son origine sociale, n'est-ce pas toujours une sorte de domination culturelle ? Un retour en arrière ?

²⁶⁴ Rita, SEGATO, « Género y colonialidad : en busca de claves de lectura y de un vocabulario estratégico descolonial », in Karina BIDAISECA et Vanesa VAZQUEZ LABA (dir) *Feminismos Y Poscolonialidad : descolonizando el feminismo desde y en America latina*, Buenos Aires : Ediciones Godot, 2011, p.17-48.

CONCLUSION

Comme nous l'avons démontré dans les dernières lignes, les violences sexuelles commises sur les corps des personnes considérées comme « Autre » relèvent d'une volonté d'asseoir une autorité au sein d'un rapport de pouvoir délimité par l'ordre de genre- lui-même établi par un unique modèle de masculinité hégémonique. Ainsi ces rapports de domination et de soumission sont soutenus par la construction – exacerbée en temps de guerre- de modèles de masculinités, alimentés par l'utilisation de la violence. La déconstruction de ces masculinités à travers une approche féministe décoloniale, peut être perçue comme une solution et une stratégie en vue d'une démilitarisation de la société et d'une « dé-naturalisation » de la violence produite sur les corps des femmes racialisées. Le but est de déconstruire pour mettre en valeur l'aspect « artificiel » et non « naturel » des modèles de masculinités dont la domination patriarcale est souvent pensée comme « traditionnelle » ; montrer que le modèle de masculinité est « une construction sociale active, un modèle de conduite sociale qui répond aux situations dans lesquelles les personnes se trouvent²⁶⁵ ». Penser la paix à travers un point de vue féministe décolonial est essentiel pour déconstruire le processus de démilitarisation, et l'ordre de genre patriarcal qui l'accompagne. Car c'est par l'autonomie des femmes, le développement de leurs capacités, d'*agency*, qu'une voie plus pacifiste est envisageable comme le démontre la *Mesa de Trabajo Mujer y Conflicto Armado* dans son rapport de 2004 : « la autonomía de las mujeres y la plena vigencia de sus derechos dependen de la desmilitarización de la vida civil y de la superación de la impunidad que encubre los casos de violencia contra las mujeres²⁶⁶ ». Ainsi différentes chercheuses en études féministes de sécurité internationale ont écrit sur le lien entre militarisation, masculinités et violences faites aux femmes, notamment à travers une approche décoloniale. Nous concluons ce mémoire par leurs différentes analyses et perspectives en vue d'une démilitarisation – et d'une pacification- qui passe d'abord par une déconstruction des masculinités.

Cynthia Enloe explique que pour comprendre le processus de militarisation d'un pays et réussir à le déconstruire, le simple fait d'analyser les relations du complexe militaro-industriel ne sera

²⁶⁵ Raywenn, CONNELL, *Rôles masculins, masculinités et violence*, p.24.

²⁶⁶ MESA DE TRABAJO MUJER Y CONFLICTO ARMADO, « La dinámica del conflicto armado en Medellín y su impacto en las vidas de las mujeres », in *Cuarto Informe sobre violencia sociopolítica contra mujeres, jóvenes y niñas en Colombia*, Bogotá D.C, 2004, p. 105.

pas efficace car le but est de déstructurer ce qui fait vivre ce processus, ce qui l'irrigue, notamment la construction des politiques liées aux masculinités et féminités :

« focusing our attention on the military-industrial complex, oil and empire isn't enough. If we dismiss the politics of feminity and masculinity, we will never get to the bottom of what fuels militarization. We will never roll it back because we won't know what propels it forward²⁶⁷».

Simona Sharoni explique que pour réussir à démilitariser les sociétés, il faut comprendre le système militaire, déconstruire les masculinités, et pour cela s'attaquer aux discours et aux narrations qui construisent la guerre. Le but est de démystifier la guerre et ses récits, et ainsi délégitimer le lien entre masculinités et violence qui pour certains, peut paraître « naturel » et/ou justifié par le statut militaire ou par le sexe masculin²⁶⁸. Selon Sharoni, pour que le processus de démilitarisation des masculinités guerrières se mette en place et fonctionne, il ne faut pas s'attaquer uniquement au système militaire mais aussi au système patriarcal, base des masculinités, et à tous les systèmes de domination et d'oppression (sexisme, colonialisme). Ainsi comme elle l'écrit, ce projet de démasculinisation se rapproche de la décolonisation :

« demilitarizing masculinities involves the decolonization of bodies, minds, and souls and the re-integration of the different parts of a man that have been colonized. Men who participate in wars have to undergo this process to unmask both the processes of making and unmaking of their particular militarized masculinities in the age of empires²⁶⁹».

Décoloniser les corps revient à mettre en valeur la colonisation des corps et des discours hégémoniques et aussi la déconstruction des préjugés colonialistes qui impactent le corps des femmes. Au cours de ce mémoire et lors de notre étude de cas sur les corps des femmes racialisées comme expression exacerbée de la colonialité du pouvoir, nous avons essayé de poser une pierre à l'édifice, en commençant par analyser le lien entre colonialisme, militarisme et masculinités hégémoniques. En considérant le cas de la colonisation des corps racialisés durant les premiers mandats d'Alvaro Uribe, nous avons analysé les modèles de masculinités et féminités promus par les paramilitaires, en vue ensuite d'une déconstruction, car selon Johannes Vogeles une révolution sociale « n'est imaginable que comme la suppression simultanée de ces deux carcans que sont la « masculinité » et la « féminité²⁷⁰ ».

²⁶⁷ Cynthia, ENLOE, "Macho, Macho Militarism", *The Nation*, 7 mars 2006.

²⁶⁸ Simona, SHARONI, « De-Militarizing Masculinities in the Age of Empire », *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, n°37, 2008, p.155.

²⁶⁹ *Ibid*, p.160.

²⁷⁰ Johannes VOGEL, « Le côté obscur du capital. « Masculinité » et « féminité » comme piliers de la modernité », *Palim Psao*, 21 octobre 2017.

C'est aussi la thèse de Raywen Connell, qui montre que l'une des stratégies pour accéder à la paix réside dans l'étude des masculinités, dans la manière dont elles se construisent, les objectifs qu'elles servent en temps de guerre, et comment elles sont réactivées durant la période de la militarisation. L'autrice explique qu'en comprenant les masculinités et en parvenant à les désactiver ou du moins à modifier leur impact social, cela réduirait le degré de violence sociale – car ces masculinités hégémoniques sont légitimées par les pouvoirs en place durant le processus de la guerre :

« Une stratégie pour la paix nécessite une stratégie pour modifier les masculinités (...) Ceci est une nouvelle dimension pour la paix que suggère l'étude du genre masculin : contester l'hégémonie des masculinités qui mettent en avant la violence, la confrontation et la domination pour les remplacer par des structures de masculinités plus ouvertes à la négociation, à la coopération et à l'égalité²⁷¹ ».

Cette idée rejoint celle de Simona Sharoni, qui explique comment certaines structures de masculinités au sein des guerres sont plus ouvertes à un changement et à une déconstruction des normes de genre traditionnelles. Dans son texte, Simona Sharoni montre qu'il sera plus facile de déconstruire les préjugés liés à la masculinité au sein des groupes armés révolutionnaires qu'au sein des armées nationales. Elle prend l'exemple de la guerre en Irlande du Nord entre l'IRA et l'armée anglaise et explique que les soldats d'une armée régulière sont davantage « formatés » et « éduqués » à la violence, au port d'armes, au fait de tuer, mais aussi habitués à l'ordre, à la tradition, à leur place à l'intérieur du système hiérarchique, et donc qu'ils seraient ainsi moins enclins au changement. De plus, à travers l'officialité de leur tâche, représentée par des insignes, des cérémonies officielles, des chants nationaux, ils se sentent davantage légitimés au cours de leurs actions. Tandis qu'au sein des mouvements de libération, les masculinités seraient plus enclines à changer, dû au fait que le mouvement se bat pour une « libération », pour des changements dans la société. Dans le cas de l'IRA et d'autres mouvements de libération, les acteurs se sont rebellés contre l'État, et se battent contre le système légitimé dans la société ; ils se sont ainsi retournés contre la morale qu'on leur avait inculquée. Comme l'écrit Sharoni, lors de leur période d'emprisonnement, certains membres des groupes révolutionnaires ont organisé des sessions d'éducation populaire, au cours desquelles ils éduquaient aux luttes sociales et aux inégalités de genre et aux théories féministes²⁷². Ainsi dans le cas de la Colombie, et dans la suite de mon premier mémoire sur la réincorporation des ex-combattantes FARC dans la société civile post accords de paix, il serait

²⁷¹ Raywenn, CONNELL, Masculinities, violence, and peacemaking, *Peace News*, n° 2443, juin-août 2001.

²⁷² Simona, SHARONI, « Gendering Resistance within an Irish Republican Prisoner Community. A Conversation with Laurence McKeown », *International Feminist Journal of Politics*, n°1(2), 2000, p.104–123.

intéressant de continuer des recherches sur la déconstruction des masculinités comme stratégie de réincorporation auprès des ex-combattant(e)s des groupes révolutionnaires.

La prise en compte de la question des masculinités militarisées lors du conflit est ainsi essentielle au projet de pacification et représente un problème structurel au sein de la Colombie post accords de paix. Ces modèles de masculinités traditionnelles existaient déjà avant le conflit certes, mais se sont largement développés et amplifiés par la militarisation du pays et le développement d'une culture militariste. Ainsi, les organisations de féministes communautaires et notamment le *feminismo insurgente*, pourraient devenir des actrices dans la déconstruction des conditions structurelles qui ont amplifié l'accroissement de groupes armés, basés sur des modèles de masculinités militarisés. Cependant, elles devront se confronter à Ivan Duque qui, dans la lignée d'Alvaro Uribe, s'oppose aux accords de paix et perpétue une doctrine militariste dont l'usage de la force face à la négociation alimente un unique modèle de masculinité hégémonique.

C'est ce que nous avons pu remarquer lors des récentes manifestations en Colombie au mois de mai 2021. La répression militaire qui s'en est suivie prouve que le gouvernement d'Ivan Duque s'oriente vers une criminalisation des manifestants et une répression du mouvement social, digne de celle initiée contre la guérilla lors de la guerre anti-terroriste des années Uribe.

Comme nous l'avons écrit au cours de ce mémoire, le mot « terroriste » avait été choisi et instrumentalisé par Uribe pour désigner les FARC dans le but de légitimer et justifier le recours à la militarisation du pays et à des violences extrêmes de la part de l'armée. En 2021, le gouvernement d'Ivan Duque criminalise aussi les manifestants et stigmatise les mouvements contestataires en les catégorisant de « criminels ». C'est ce que dénonce Agnès Callamard, la secrétaire générale d'Amnesty International dans une lettre à Ivan Duque :

« Par l'usage de ce vocabulaire, auquel s'ajoute l'absence de condamnation officielle des violations des droits humains commises par les forces de sécurité, le gouvernement semble cautionner et justifier le recours à une force excessive, et par extension protéger les responsables, en leur permettant de ne pas être tenus de rendre des comptes et en perpétuant dès lors l'impunité ».

C'est aussi le point de vue du politiste colombien Pedro Piedrahita qui dénonce l'anachronisme de la politique sécuritaire en Colombie : « celle de l'anticommunisme, de l'« ennemi interne »,

de sorte que les manifestants ne sont pas vus comme des citoyens, mais comme des cibles militaires légitimes²⁷³».

Face aux manifestations, Duque a lancé une « assistance militaire » selon les termes du ministère de la Défense qui s'est soldée par la militarisation de huit départements et treize villes. Pour ainsi dire, le président Duque a choisi la méthode uribiste de la *mano dura* et privilégie la force face à la négociation, ce qui ancre d'autant plus profondément la Colombie dans une logique militariste qui se traduit par l'usage de la violence au nom de la paix. Comme le témoigne un leader communautaire d'un quartier pauvre de Cali : « the order was to militarize the city, so that's what happens²⁷⁴ », ainsi l'utilisation de la militarisation des zones contestataires comme solution pour réprimer les manifestations témoigne que la Colombie n'est pas prête à se démilitariser ou diminuer sa doctrine militariste.

Le gouvernement colombien a, encore une fois, légitimé et justifié la violence envers les manifestants, au nom de la lutte anti-drogue et anti-terroriste, proclamant que les manifestations étaient instrumentalisées par des gangs de narcotrafic et des groupes de guérilleros de l'ELN n'ayant pas déposé les armes²⁷⁵. Cette vision dualiste relève bien de l'anachronisme car le gouvernement de Duque utilise toujours les guérilleros d'extrême gauche comme protagonistes des malheurs du peuple colombien pour cacher l'inefficacité institutionnelle face à la demande de « sécurité de la vie » de la part des colombien.n.e.s. Au temps d'Uribe les FARC étaient instrumentalisés comme bouclier politique afin de contrer les revendications populaires et au temps de Duque c'est la signature des Accords de paix qui est remise sur le devant de la scène pour justifier les problèmes socio-économiques. Notamment après l'année 2020 et la crise sanitaire qui s'est caractérisée par une augmentation du taux de pauvreté de 37% à 42%. C'est aussi cet anachronisme de la classe politique colombienne que la politologue Sabine Kurtenbach dénonce : « a pesar de que el 40 por ciento de los jóvenes colombianos no tienen acceso ni a educación ni a empleo, el Gobierno insiste en echarle la culpa a políticos opositores, o al Acuerdo de Paz o al extranjero²⁷⁶ ».

²⁷³ Lola ALLEN, Guillaume LONG, « Feu sur l'« ennemi intérieur » en Colombie », *Le Monde diplomatique*, Juin 2021.

²⁷⁴ Joe, PARKIN DANIELS, « UN condemns violent repression of Colombia protests after at least 18 die », *The Guardian*, 4 mai 2021.

²⁷⁵ AFP Bogota, « Le gouvernement dénonce une « campagne de stigmatisation » contre la police », *Le Devoir*, 8 mai 2021.

²⁷⁶ José OSPINA VALENCIA, « Militarizacion : Colombia se autobloquea », *D.W.*, 1^{er} juin 2021.

Pour conclure nous pouvons relayer l'une des questions que se pose le journal DW : « ¿Está la clase política de Colombia solo preparada para gobernar en guerra contra una guerrilla armada y no en paz ante millones de civiles pidiendo oportunidades de salir adelante ?²⁷⁷ ».

D'après Daniel Pécaut, le conflit armé a permis de maintenir une certaine stabilité sociale en Colombie, en faveur du néo-capitalisme prôné par Uribe, car tant que le conflit perdurait, les mouvements revendicatifs et syndicaux étaient ignorés par la classe politique qui donnait priorité à la lutte anti-narcoterroriste au nom de la paix. Même si le président Santos a été clair sur le fait que le modèle économique colombien ne serait pas modifié lors des accords, la peur dans les grandes villes et centres économiques que les FARC ne se métamorphosent en agitateurs sociaux, à la tête des syndicats, et changent le système économique néo-libéral était présente. Ainsi la classe politique uribiste, des mandats d'Uribe, en passant par la campagne du « non » lors des Accords de paix, jusqu'à la répression des manifestants de 2021, a utilisé la carte du discours anti-guérillero pour légitimer un continuum de violence au sein de la Colombie : un discours narratif guerrier qui semble être un des piliers, maintenant une droite uribiste manifestement anachronique.

²⁷⁷ *Ibid.*

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques :

ALVAREZ CHICA, Ana Maria, « Introduccion a la colonialidad de género en mujeres jóvenes y niñas indígenas », *Plumilla Educativa : Universidad de Manizales*, 28 septembre 2016, p.134-145.

BRODEUR, Paul, « L'insécurité. La peur de la peur », *RIAC*, n°30, automne 1993, p.7-15.

BUITRAGO, Francisco Real, « Una vision de la seguridad en Colombia », *Análisis político*, n° 73, septembre-décembre 2011, p.3-36.

CADAVID PINEDA, Luisa Fernanda, « Mujer-caribe, memoria y guerra : opciones *de-coloniales* en la construccion de *otras* historias del conflicto armado en Colombia », II Congreso de estudios poscoloniales y III jornadas de feminismo poscolonial « Genealogías críticas de la Colonialidad », n°11: Epistemologías disidentes, género y color, juillet 2014, 20p.

CARVAJAL MARTINEZ, Jorge, « Del terrorismo en el gobierno de la seguridad democrática (Uribe, 2002-2010) al de la política integral de seguridad y defensa para la prosperidad (Santos, 2010-2018) », in BERNAL-CASTRO, Carlos Andres, (dir.), *Derecho internacional humanitario en el conflicto armado colombiano*, Bogotá: Editorial Universidad Católica de Colombia, 2018, p.117-135.

CASAUS ARZU, Marta, « El Genocidio : la maxima expresion del racismo en Guatemala : una interpretacion historica y una reflexion », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 23 septembre 2009.

CASAUS ARZU, Marta, « El Genocidio : la maxima expresion del racismo en Guatemala : una interpretacion historica y una reflexion » [en ligne], *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 23 septembre 2009.

CASTANO, Daniel, RUIZ, Gabriel, « La construccion del discurso contrainsurgente como legitimador del poder paramilitar en Colombia », *Estudios Politicos*, n°51, 2017, p.153-174.

CEYHAN, Ayse, PERIES, Gabriel, « L'ennemi intérieur : une construction discursive et politique », *Cultures & Conflits*, n°43, automne 2001.

CHOCQUET, Christian, « Le terrorisme est-il une menace de défense ? », *Culture & Conflits*, n°44, 2001, p.19-64.

CONNELL, Raewyn, « Hégémonie, masculinité, colonialité », *Genre, sexualité & société*, 1^{er} juin 2015.

CORTES RODAS, Francisco, « Vilma Liliana Franco Restrepo, Orden contrainsurgente y dominacion », *Estudios politicos*, n°34, janvier-juin 2011, p. 197-202.

CURIEL, Ochy, « Critique postcoloniale et pratiques politiques du féminisme », *Mouvements*, n°51, septembre-octobre 2007, p.119-129.

DE LA TORRE, Miguel, « Ernesto Laclau. La razón política », *México: Fondo de Cultura Económica, Revista Interamericana de Educación de Adultos*, vol 27, n° 2, 2005, p. 227-228.

EUGENIA CHAVEZ, Maria, « Color, inferioridad y esclavizacion : la invencion de la diferencia en los discursos de la colonialidad temprana », in C. MOSQUERA, M. RODRIGUEZ, *Afro reparaciones : memorias de esclavitud y juticia reparativa para negro, afrocolombianos y raizales*, Éditions Barcelos : Bogota, 2009, p.73-94.

ESCOBAR, Arturo, RESTREPO, Eduardo, « Anthropologies hégémoniques et colonialité », *Cahiers des Amériques latines*, n°62, 2009, p.83-95.

ESPINOSA, Monica, « Ese indiscreto asunto de la violencia. Modernidad, colonialidad y genocidio en Colombia », in CASTRO GOMEZ, Santiago, GROSFUGUEL, Ramon (dir), *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica mas alla del capitalismo global*, Bogota: Siglo del Hombre Editores, 2007, p.265-287.

ESPINOSA, Sebastian, « Identidad y otredad en la teoria descolonial de Anibal Quijano », *Ciencia Politica*, vol10, n°20, 2015, p.107-130.

GARCIA CORTEZ, Natalia, « Feminités y masculinidades: Analizando el militarismo a través del lente del patriarcado », *Internacional de Resistentes a la Guerra*, 21 avril 2020.

INES GARCIA, Clara, « Orden social y conflicto : resultados de una metodología comparada en nueve localidades de Colombia », *Sociedad y economía*, n°27, 2014, p.23-46.

JALNA, Hanmer, « Violence et contrôle social des femmes », *Questions féministes*, n°1, 1977, p.69-90.

JACKSON, Richard, « Security, Democracy, and the Rhetoric of Counter-Terrorism », *Democracy and Security*, 2005, p.147-171.

LUGONES, Maria, « Colonialidad y género », *Tabula Rasa*, n°9, juillet-décembre 2008, p.73-101.

MASSON, Sabine, « Sexe race et colonialité. Point de vue d'une épistémologie postcoloniale latino-américaine et féministe », in Elsa DORLIN (dir), *Sexe, Race, Classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris : PUF, 2009, 185p.

MARCHAL, Roland, MESSIANT, Christine « Les guerres civiles à l'ère de la globalisation : Nouvelles réalités et nouveaux paradigmes », *Critique Internationale Presses de Sciences Po*, 2003, p.91-112.

MARSAUD, Olivia, « La profanation des vagins, Bolya dénonce le viol comme arme de guerre », *Afrik.com*, vendredi 15 avril 2005.

MAZOUZ, Sarah, « Racialisation ou racisation ? », *Carnet de recherche Racismes*, 6 octobre 2020.

MEGER, Sara, SACHSEDER, Julia, « Militarized peace: understanding post-conflict violence in the wake of the peace deal in Colombia », *Globalizations*, 14 janvier 2020, p.953-973.

MOSQUERA, Claudia, RODRIGUEZ, Maria, « Hablar de racismos y discriminación racial: elementos para cuestionar la ideología de la igualdad racial en Colombia », Bogotá: *Universidad Nacional de Colombia*, 2009, p. 615-773.

NERA CRUZ, Andrea, TERESA CASTILLO, Andrea, « Hombres de verdad » : urdimbres y contrastes entre masculinidades paramilitares y farianas », *Nomadas*, juillet-décembre 2020, p.123-139.

PECAUT, Daniel, « Brouillage de l'opposition « ami-ennemi » et « banalisation » des pratiques d'atrocité. À propos des phénomènes récents de violence en Colombie », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 83, n° 1, 2012, p. 9-32.

PECAUT, Daniel, « De la banalité de la violence à la terreur : le cas colombien », *Cultures & Conflits*, n°24-25, hiver 1996-printemps 1997, p.147-179.

PONTVIANNE, Julie, « La Politique de Sécurité Démocratique, pilier et principal héritage de l'ère Uribe », *La Clé des Langues*, Lyon, ENS de LYON/DGESCO, janvier 2017.

POUZOL, Valérie, « Jules Falquet: Pax neoliberalia. Perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 36, n°2, 2017, p.133-136.

QUIJANO, Anibal, « Modernity, identity and Utopia in Latin America », *The Postmodernism Debate in Latin America*, vol.20, n°3, 1993, p.140-155.

QUIJANO, Anibal, « « Race » et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, n°51, septembre-octobre 2007, p.111-118.

QUIJANO, Anibal, « ¡Qué tal raza! », *Ecuador Debate*, n° 48, décembre 1999, p. 141-152.

REDWOOD, Nyanda, « Colonialidad del poder en Guatemala. El Sistema de operacion detras del genocidio maya », *Revista de Historia*, n°29, 2013, p.85-98.

RODRÍGUEZ GARZÓN, Angélica María, « El uso de la violencia sexual por parte de los paramilitares en el Caribe Colombiano. Estrategias de expansión y consolidación de la « sociedad del buen orden », *Ciudad Paz-ando*, vol.5, n°2, décembre 2012, p.37-52.

SACHSEDER, Julia, « Cleared for investment ? The intersections of transnational capital, gender, and race in the production of sexual violence and internal displacement in Colombia's armed conflict », *International Feminist Journal of Politics*, 3 mars 2020, vol.22, n°2, p.162-186.

SEGATO, Rita, « Género y colonialidad: en busca de claves de lectura y de un vocabulario estratégico descolonial », in Karina BIDASECA (dir.), *Feminismos y Poscolonialidad: descolonizando el feminismo desde y en América latina*, Buenos Aires : Ediciones Godot, 2011, p.17-48.

SEGATO, Rita, « Las nuevas formas de la guerra y el cuerpo de las mujeres », *Sociedade e Estado*, n°29, août 2014, p.347-348.

SERRANO, Yeny, « Médias, visibilité et légitimité politique en Colombie : Luites discursives en contexte de guerre et de construction de la paix », *Études de communication*, n°47, 2016, p.49-70.

SHARONI, Simona, « De-Militarizing Masculinities in the Age of Empire », *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, n°37, 2008, p.147-164.

THEIDON, Kimberly, « Transitional Subjects: The Disarmament, Demobilization and Reintegration of Former Combatants in Colombia », *International Journal of Transitional Justice*, vol. 1, 2007, p.66–90.

THEIDON, Kimberly, « Reconstructing Masculinities: The Disarmament, Demobilization, and Reintegration of Former Combatants in Colombia », *Human Rights Quarterly*, vol.31, n°1, février 2009, p.1-34.

THIBAUD, Clément, « La pureté de sang en révolution. Race et républicanisme en Amérique bolivarienne (1790-1830) », *Le Mouvement social*, n°252, juillet-septembre 2015, p.33-54.

TORRES, Henry, « El concepto de terrorismo, su inexistencia o inoperancia: la apertura a la violación de derechos humanos », *Diálogos de Saberes*, n° 32, 2010, p.77-90.

VELEZ RAMIREZ, Orlando, « Desarrollo, globalización, colonialismo, conflicto sociopolítico y realidad social colombiana », *Revista «Poiésis» FUNLAM*, n° 28, décembre 2014, 9p.

VIVEROS VIGOYA, Mara. « 4. Les bénéfiques de la masculinité blanche : entre race, classe, genre et nation », in VIVERO VOGOYA, Mara (dir.), *Les couleurs de la masculinité. Expériences intersectionnelles et pratiques de pouvoir en Amérique latine*, Paris : La Découverte, 2018, p.136-166.

VRIESINGA, Stewart, « Colombia analysis: neo colonization – towards a better understanding of the conflict in “post conflict” Colombia », *Christian peace maker teams*, 17 janvier 2012.

VOGELE, Johannes, « Le côté obscur du capital. « Masculinité » et « féminité » comme piliers de la modernité », *Palim Psao*, 21 octobre 2017.

WADE, Peter, « Espacio, region y racializacion en Colombia », *Revista de Geografía Norte Grande*, n°76, 2020, p.31-49.

WEYLAND, Kurt, « Neopopulism and Neoliberalism in Latin America: How Much Affinity? » *Third World Quarterly*, vol.24, n°6, décembre 2003, p. 1095-1115.

WRIGHT, Claire, « Modèle extractiviste et pouvoirs d’exception en Amérique latine », *Cultures & Conflits*, vol. 112, n° 4, 2018, p. 93-118.

XIMENA MARCIALES, Carmen, « Violencia sexual en el conflicto armado colombiano : racismo estructural y violencia basada en genero », *Revista Via Iuris*, n°19, p.69-90.

ZELIK, Raul, « Gouvernamentalité del terror ? Sobre la relacion entre hegemonia y violencia dominante », *Ciencia politica*, n°7, janvier-juillet 2009, p.50-69.

Articles de périodiques :

ALLEN, Lola, LONG, Guillaume, « Feu sur l'« ennemi intérieur » en Colombie », *Le Monde diplomatique*, Juin 2021.

ALSEMA, Adrian, « How Colombia's newspapers consistently misinformed the public of the armed conflict » [en ligne], *Colombia Reports*, 18 octobre 2016. Disponible sur : <https://colombiareports.com/colombias-newspapers-persistently-misinformed-public-armed-conflict/>. Consulté le 4 novembre 2020.

SEMANA, « Habla Vicente Castano » [en ligne], *Revista Semana*, 6 mai 2005. Disponible sur : <https://www.semana.com/portada/articulo/habla-vicente-castano/72964-3/>. Consulté le 6 janvier 2021.

SEMANA, « ¿ Super Alvaro ? » [en ligne], *Semana*, n°1031, 25 février 2002. Disponible sur : <https://www.semana.com/super-alvaro/49235-3/>. Consulté le 6 janvier 2021.

CAROIT, Jean Michel, « Les plaies à vif de la guerre civile » [en ligne], *Le Monde*, 12 juillet 2012. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2012/07/12/au-guatemala-les-plaies-a-vif-de-la-guerre-civile_1732841_3210.html. Consulté le 12 mars 2021.

Ouvrages :

BENJUMEA RUA, Adriana, *La violencia sexual una estrategia paramilitar en Colombia*, Bogota : Corporacion Humanas, février 2013.

BERENI Laure (dir.), *Introduction aux études sur le genre*, Louvain : De Boeck Supérieur, 2012.

BOURGUIGNON-ROUGIER, Claude, COLIN, Philippe, GROSGOUEL, Ramón (dir.), *Penser l'envers obscur de la modernité : une anthologie de la pensée décoloniale latino-américaine*, Limoges : Pulim, 2014.

BOURGUIGNON ROUGIER, Claude, *Un dictionnaire décolonial*, Québec : Éditions science et bien commun.

BROWN, Wendy, *Les habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néo-conservatisme* », Paris : Les Prairies ordinaires, 2007.

CHOMSKY, Noam, *Piratas y emperadores. Terrorismo internacional en el mundo de hoy*, Barcelona : Ediciones B, 2003.

COLLECTIF, *Des images et des bombes ; politique du spectacle et néolibéralisme militaire*, Paris : Les Prairies Ordinaires, 2008.

COCKBURN, Cynthia, *Des femmes contre le militarisme et la guerre*, Paris : La Dispute, 2015.

CREPON, Marc, *La culture de la peur, vol.1. Démocratie, identité, sécurité*, Paris : Éditions Galilée, 2008.

EFTHYMIOU, Stratis-Andreas, *Nationalism, Militarism and Masculinity in Post-Conflict Cyprus*, Londres : Palgrave Macmillan, 2019.

ENLOE, Cynthia, *Faire marcher les femmes au pas ? Regards féministes sur le militarisme mondial*, trad.Florence MANA, Joseph CUETOUS, Blajan : Éditions Solanhets, 2015.

ENLOE, Cynthia, *Globalization and militarism: Feminists make the link [Globalización y militarismo: Las feministas hacen el vínculo]*, Lanham: Rowman & Littlefield, 2007, p.67.

FALQUET, Jules, *Pax neoliberalia : Perspectives féministes sur la (réorganisation) de la violence*, Paris : Éditions iXe, 2016. .

FALQUET, Jules, Avant-propos du livre d'Andrée MICHEL, *Féminisme et antimilitarisme*, Paris : Éditions iXe, 2012.

FEDERICI, Silvia, *Caliban et la sorcière*, Genève : Entremonde, 2014.

GAGO, Veronica, *Économies populaires et luttes féministes ; résister au néolibéralisme en Amérique du Sud*, Paris : Éditions Raisons d'agir, 2020.

GIRALDO, Javier, *Colombia. The genocidal democracy*, Londres: Common Courage Press, 1996.

GRAJALES, Jacobo, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris : Karthala, 2016.

GORDILLO, Claudia, *Seguridad mediática. La propaganda militarista en la Colombia contemporánea*, Bogota: Uniminuto, 2014.

HAVEL, Vaclav, *Essais Politiques. Lettre ouverte à Gustav Husak*, Paris : Calmann-Lévy, 1980.

IGUATIEV, Noel, *How the Irish Became White*, New York: Routledge, 1995.

KALDOR, Mary, *New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era*, Cambridge: Polity Press, 1999.

MICHEL, Andrée, *Féminisme et antimilitarisme*, Paris : Éditions iXe, 2012.

PARPART, Jane, ZALEWSKI, Marysia., *Rethinking the Man Question : Sex, Gender and Violence in International Relations*, Londres: Bloomsbury Publishing, 2008.

QUIJANO, Anibal, « Colonialidad del poder, Eurocentrismo y America latina », Buenos Aires: CLACSO, 2014, p.778-832.

RESTREPO, Vilma Liliana, *Orden contrainsurgente y dominacion*, Bogota : Instituto Popular de Capacitacion - Siglo del Hombre, 2009.

RIGOUSTE, Mathieu, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Paris : La Découverte, 2011.

ROBIN, Corey, *El miedo. Historia de una idea política*, Fondo de Cultura Economica, Mexico, 2009.

SCHOLZ, Roswita, *Le sexe du capitalisme. « Masculinité et « féminité » comme piliers du patriarcat producteur de marchandises*, Paris : Éditions Crise & Critique, 2019.

SJOBERG, Laura, *Gender, War and Militarism: Feminist Perspectives*, Santa Barbara: ABC-CLIO, 2010.

SEGATO, Rita Laura, *La guerra contra las mujeres*, Madrid : Traficantes de sueños, 2016.

SEGATO, Rita Laura, *La escritura en el cuerpo de las mujeres asesinadas en Ciudad Juárez. Territorio, soberanía y crímenes de segundo Estado*, Buenos Aires : Tinta Limón, 2013.

SCHMIDT, Nelly, *Histoire du métissage*, Paris : Éditions de la Martinière, 2003.

VIVEROS VIGOYA, Mara, « Les bénéfiques de la masculinité blanche : entre race, classe, genre et nation », in *Les couleurs de la masculinité*, Paris : La Découverte, 2018, p.136-166.

WADE, Peter, GIRALDO, Fernando, VIGOYA, Mara, *Raza, etnicidad y sexualidades*, Bogota : Coleccion lecturas CES, 2008.

Mémoires et thèses :

CARVAJALINO VILLEGAS, Martha Viviana, « La construcción de un Estado autoritario en el gobierno de Álvaro Uribe Vélez », thèse en sciences politiques, Bogota, Universidad Nacional de Colombia, 2006.

GONZALEZ MOJICA, Johanna Maria, « Les Farc et la lutte pour la reconnaissance : aspects symboliques, émotionnels, moraux et identitaires de la violence armée en Colombie », thèse en science politique, Bordeaux, Science Po Bordeaux, 2013.

JIMENA LOPEZ LEON, Maria, « Las mujeres imaginadas' de la guerra: narraciones de excombatientes paramilitares sobre las mujeres y el conflicto armado », mémoire en anthropologie, Bogota, Universidad Nacional de Colombia, 2009.

JIMENO SANTOYO, Myriam, « Hegemonias y Agencias en el contexto del control social paramilitar », thèse en sciences humaines, Bogota, Universidad Nacional de Colombia, 2010.

LOPEZ DE LA ROCHE, Fabio, « Conflicto, hegemonia y nacionalismo tutelado en Colombia 2002-2008 : entre la comunicacion gubernamental y la ficcion noticiosa de television », thèse en philosophie, Pittsburgh, University of Pittsburgh, 2009.

SANDOVAL, Paola, MOLINA, Suad, *La inclusion indigena y el desarrollo : los casos de Colombia y Ecuador*, mémoire en sciences économiques et sociales, Bogota, Universidad de la Salle, 2016.

TORRES, Jaime, « Influencia de la política neoliberal en la sociedad colombiana y el fortalecimiento del autoritarismo », thèse en sciences politiques, Berlin, Universidad Libre de Berlín, 1992.

VELASQUEZ BURITICA, Carlos Andrés, « Populisme et néolibéralisme en Colombie : le phénomène politique de « l'uribisme » », mémoire en science politique, Montréal, Université du Québec, 2017.

Documentaires, films :

GORDILLIO, Claudia, FEDERICO, Bruno, *Apuntando el corazon*, [documentaire], [en ligne], 2013, 52mn.

KEVRAN, Perrine, *Épisode 2 : Colombie : L'impunité des crimes paramilitaires*, [en ligne], LSD. La série documentaire, diffusée le 24/10/2018.

KEVRAN, Perrine, *Épisode 3 : Colombie : le combat des victimes du paramilitarisme*, [en ligne], LSD, La série documentaire, diffusée le 24/10/2018.

Rapports/ sites web :

AMNISTIA INTERNACIONAL, *Colombia, Cuerpos Marcados, Crímenes Silenciados : Violencia Sexual contra las Mujeres en el Marco del Conflicto Armado* [en ligne], 2004.

Disponible sur : <file:///Users/delphinemoscovici/Downloads/amr230402004es.pdf>. Consulté le 3 décembre 2020.

CENTRO NACIONAL DE MEMORIA HISTORICA, *La Guerra inscrita en el cuerpo. Informe nacional de violencia sexual en el conflicto armado* [en ligne], novembre 2017. Disponible sur : http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes-accesibles/guerra-inscrita-en-el-cuerpo_accesible.pdf. Consulté le 2 décembre 2020.

CENTRO NACIONAL DE MEMORIA HISTORICA, *Aniquilar la diferencia. Lesbianas, gays, bisexuales y transgeneristas en el marco del conflicto armado colombiano. Informe del centro nacional de memoria historica* [en ligne], 2015. Disponible sur : <http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2015/aniquilar-la-diferencia/aniquilar-la-diferencia.pdf>. Consulté le 2 décembre 2020.

CENTRO NACIONAL DE MEMORIA HISTORICA, *Memoria histórica con víctimas de violencia sexual: aproximación conceptual y metodológica* [en ligne], décembre 2018. Disponible sur : <http://centrodememoriahistorica.gov.co/wp-content/uploads/2020/02/memoria-historica-con-victimas-de-violencia-sexual.pdf>. Consulté le 14 novembre 2021.

CODHES, *Las Sobrevivientes [Re] Cuentan: La Experiencia de las Mujeres en las Masacres de Chengue y El Tigre* [en ligne], 2009. Disponible sur : <https://www.redalyc.org/pdf/557/55740044007.pdf>. Consulté le 22 janvier 2021.

DOCUMENTO DANE, *La visibilización estadística de los grupos étnicos colombianos*, [en ligne], 2005. Disponible sur : https://www.dane.gov.co/files/censo2005/etnia/sys/visibilidad_estadistica_etnicos.pdf. Consulté le 2 août 2021.

GRAJALES, Jacobo, *Violence paramilitaire en Colombie. Lorsque l'État reste au centre du jeu* [en ligne], *Guerre & Po*, 3 novembre 2017. Disponible sur : <https://lilloa.univ-lille.fr/handle/20.500.12210/14667>. Consulté le 12 mai 2021.

GRUPO DE MEMORIA HISTORICA, *¡Basta ya! Colombia: Memorias de guerra y*

dignidad [en ligne], 2011. Disponible sur :

http://centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2013/bastaYa/capitulos/basta-ya-cap1_30-109.pdf. Consulté le 10 novembre 2020.

GRUPO DE MEMORIA HISTORICA, COMISION NACIONAL DE REPARACION Y RECONCILIACION, *Mujeres y guerra : Víctimas y resistentes en el Caribe Colombiano* [en ligne], 2011. Disponible sur :

https://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2011/Informe_mujeresyguerra.pdf. Consulté le 16 novembre 2020.

62 MESA DE TRABAJO MUJER Y CONFLICTO ARMADO, *Informe sobre violencia sociopolítica contra mujeres, jóvenes y niñas en Colombia* [en ligne], 2012. Disponible sur : https://www.coljuristas.org/documentos/libros_e_informes/iii_informe_mesa_mujer_y_conflicto.pdf. Consulté le 13 octobre 2021.

MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL y PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA, « Política de Defensa y Seguridad Democrática » [en ligne], 2003. Disponible sur : <https://www.oas.org/csh/spanish/documentos/Colombia.pdf>. Consulté le 5 décembre 2020.

NACIONES UNIDAS, *Informe de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos sobre la situación de los derechos humanos en Colombia*, [en ligne], 2005. Disponible sur : file:///Users/delphinemoscovici/Informe2005_esp.pdf. Consulté le 3 mars 2021.

ORGANIZACION DE NACIONES UNIDAS, *Temas Mundiales: Mujer* [en ligne], Disponible en <http://www.un.org/spanish/Depts/dpi/boletin/mujer/ip3.html>. Consulté le 12 décembre 2021.

SECRETARIA GENERAL ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS, *Las mujeres frente a la violencia y la discriminación derivadas del conflicto armado en Colombia* [en ligne], 2006. Disponible sur : <http://www.cidh.org/countryrep/colombiamujeres06sp/iv.htm>. Consulté le 4 avril 2021.

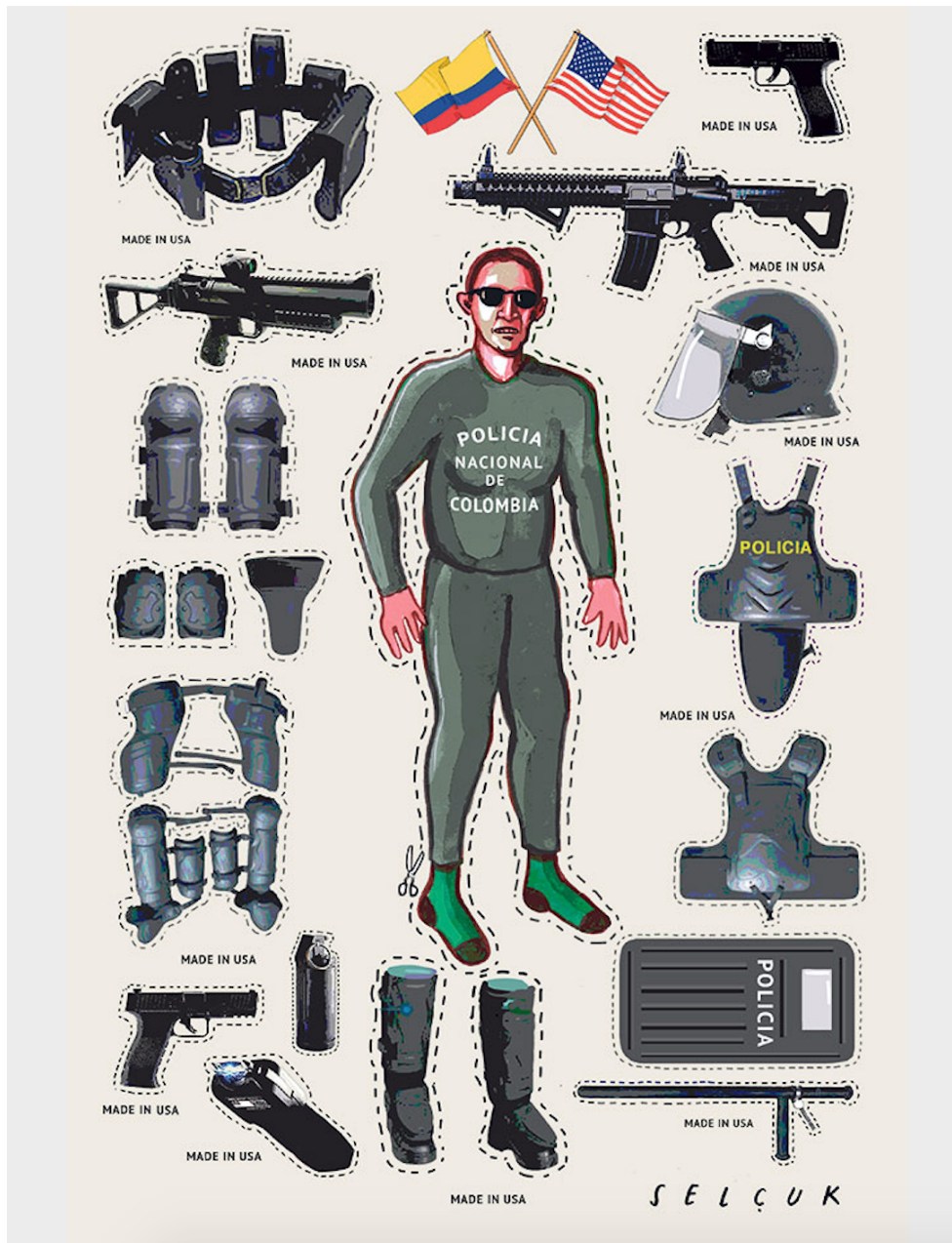
SISMA MUJER, *Mujeres en Conflicto: Violencia Sexual y Paramilitarismo*, [en ligne], 2009. Disponible sur : <https://www.sismamujer.org/mujeres-en-conflicto-violencia-sexual-y-paramilitarismo/>. Consulté le 11 décembre 2020.

URREA-GIRALDOIN, Fernando, « La población afrodescendiente en Colombia », in *Pueblos indígenas y afrodescendientes de América Latina y el Caribe : información sociodemográfica para políticas y programas* [en ligne], janvier 2006. Disponible sur : https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/4043/S2006017_es.pdf. Consulté le 3 mars 2021.

VIVEROS VOGOYA, Mara, *Imágenes de la masculinidad blanca en Colombia. Raza, género y poder político*, [en ligne], III Coloquio Internacional sobre varones y masculinidades, 12 janvier 2008. Disponible sur : http://www.lazoblanco.org/wp-content/uploads/2013/08manual/bibliog/material_masculinidades_0063.pdf. Consulté le 14 juin 2021.

ANNEXES

Annexe I



Source : ALLEN, Lola, LONG, Guillaume, « Feu sur l'« ennemi intérieur » en Colombie », *Le Monde diplomatique*, Juin 2021.

Carta del Presidente de la República, Álvaro Uribe Vélez

Recuperar el orden y la seguridad -requisito cardinal para la vigencia real de las libertades y los derechos humanos- es preocupación central de este Gobierno. La Seguridad Democrática es lo que se requiere para garantizar la protección de los ciudadanos. Que el Estado proteja a todos por igual y sin distinción, para que todos los colombianos puedan disfrutar de sus derechos.

La Seguridad Democrática tiene unos principios guías y unas políticas que están en desarrollo. En este documento presentamos la carta de navegación de lo hecho y de lo que está por hacer, para que servidores del Estado, miembros de la Fuerza Pública y ciudadanos conozcan el conjunto de nuestra política de seguridad y participen en ella.

La Seguridad Democrática se diferencia de las concepciones de seguridad profesadas por regímenes autoritarios, partidarios de la hegemonía ideológica y la exclusión política. Este Gobierno no hace suyas concepciones de otras épocas como la "Seguridad Nacional" en América Latina, que partía de considerar a un grupo ideológico o partido político como "enemigo interno". Nosotros predicamos que todos son bienvenidos en la democracia. La oposición, los que disientan de las ideas del Gobierno o de su partido, serán protegidos con el mismo cuidado que los amigos o partidarios del Gobierno.

No hay contradicción entre seguridad y democracia. Por el contrario, la seguridad garantiza el espacio de discrepancia, que es el oxígeno de toda democracia, para que disentir no signifique exponer la seguridad personal. Pero hay que trazar una línea nítida entre el derecho a disentir y la conducta criminal. Sólo cuando el Estado castiga implacablemente el crimen y combate la impunidad hay plenas garantías para ejercer la oposición y la crítica.

La antípoda de la política democrática es el terrorismo, que pretende imponer por la violencia su voluntad sobre los otros, al costo de la vida de miles de civiles. Es lo que hemos visto en los atentados del club El Nogal en Bogotá y de Neiva. Es lo que hemos visto en Fortul, Arauca, donde terroristas engañaron a un niño con una bicicleta bomba que luego activaron, acabando con su vida. Frente al



REPÚBLICA DE COLOMBIA

POLÍTICA DE DEFENSA Y SEGURIDAD DEMOCRÁTICA

terrorismo sólo puede haber una respuesta: derrotarlo. Quienes persistan en el uso de esta práctica criminal, soportarán todo el peso de la ley.

6

Los colombianos no cederemos ante esa amenaza. La vamos a derrotar con la colaboración de toda la ciudadanía. El concepto clave aquí es solidaridad. Solidaridad entre los ciudadanos y solidaridad con la Fuerza Pública. Este principio, esencial en el texto de nuestra Constitución, es fundamental para la convivencia, para la creciente consolidación en la integración profunda del pueblo colombiano. La masiva respuesta de la población a la cooperación dentro del marco institucional ha demostrado la determinación del pueblo colombiano de acabar con el terrorismo.

También necesitamos la solidaridad de otros países, en especial de la región, para frenar el terrorismo y su aliado el narcotráfico. Tenemos que congelar sus cuentas, perseguir a sus hombres, entregarlos a la justicia. Lo he dicho en repetidas ocasiones: quien toma la decisión de albergar el terrorismo termina siendo víctima del terrorismo. Para derrotar el terrorismo no hay soberanía de naciones, sino soberanía democrática. La lucha es de la soberanía de los Estados y de las naciones democráticas contra la soberanía del terrorismo. La lucha es de todos contra el terrorismo.

Requerimos eficacia con transparencia. Eficacia, que se mide en resultados, y transparencia, que se mide en la observancia de los derechos humanos. Tenemos la suerte en Colombia de contar con una Fuerza Pública respetuosa como ninguna en el continente de la democracia y del orden constitucional. La eficacia dentro de la transparencia y del acatamiento al ordenamiento jurídico es la base sobre la que debemos actuar.

Recuperaremos la seguridad de nuestros ciudadanos sin limitar sus libertades. Colombia siempre ha sido ejemplo en América Latina de la libertad de prensa. No ha pasado por la mente de este Gobierno restringir esa libertad, con normas jurídicas excepcionales o permanentes. Sólo pedimos a los periodistas, como a todos los ciudadanos, actuar con responsabilidad a la hora de divulgar información que pueda poner en peligro la seguridad de todos.

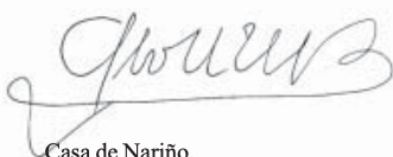
Nuestra actuación será de frente y con las cartas sobre la mesa. La Fuerza Pública constituye el elemento coercitivo de la Constitución para proteger la vida, la libertad y los bienes de los ciudadanos. No es un actor de guerra ni de conflicto y no debemos permitir que se le iguale a grupos violentos, contra los cuales actuará con absoluta determinación, llámense como se llamen. La legitimidad de nuestras instituciones depende de nuestra determinación de luchar por igual contra toda organización, grupo o persona que amenace la seguridad de los ciudadanos, de las instituciones y de la democracia.

Tenemos tanta generosidad para albergar a los que desistan de la vía violenta, como firmeza para derrotar el terrorismo. Así como no desmayaremos para derrotar al último de los terroristas, los que quieran hacer la paz con el Estado colombiano tienen la oportunidad de hacerla rápidamente, acogiéndose a la política de desmovilización. Hemos hecho un llamado a los jóvenes campesinos, a los jóvenes de los sectores urbanos que han sido engañados o forzados a hacer parte de los grupos violentos a que abandonen las armas. Cómo se frustra la familia del campesino, cómo sufre la familia urbana cuando los hijos son obligados por estas organizaciones a ingresar a sus filas. Tenemos toda la disposición de acoger a todos aquellos que renuncien a la violencia, a darles todas las garantías de seguridad y las oportunidades de educación para que se reintegren a la sociedad. Quienes manteniendo pudor político crean que aún tienen ideas para defender, que rechacen la vía de la violencia y vengan a desmovilizarse o a hacer un acuerdo de paz con el Gobierno. Les daremos todas las garantías para ejercer la política que merece el disidente en la democracia.

La seguridad no se alcanza sólo con los esfuerzos de la Fuerza Pública. Este va a ser un esfuerzo de todo el Estado, de todos los colombianos. Una estructura estatal fuerte, apoyada en la solidaridad ciudadana, garantiza el imperio de la ley y el respeto de los derechos y libertades.

El imperio de la ley es también garantía de desarrollo y prosperidad económica. Cada vez que hay un secuestro se afecta profundamente la confianza de los inversionistas, se dispersan los capitales y se pierden fuentes de empleo. Cuando la Seguridad Democrática desarrolla una política para eliminar el secuestro, está defendiendo al pueblo y las garantías sociales básicas.

Hemos avanzado, pero el camino es largo. Este es un esfuerzo de años, que requiere perseverancia en la política y resultados concretos para que sea sostenible nuestra demanda permanente de apoyo a los ciudadanos, para que paguen sus impuestos con convicción, para que los soldados y los policías estén acompañados permanentemente por el ánimo popular. No descansaremos hasta hacer de la Seguridad Democrática una realidad para todos los colombianos.



Casa de Nariño,
16 de junio 2003

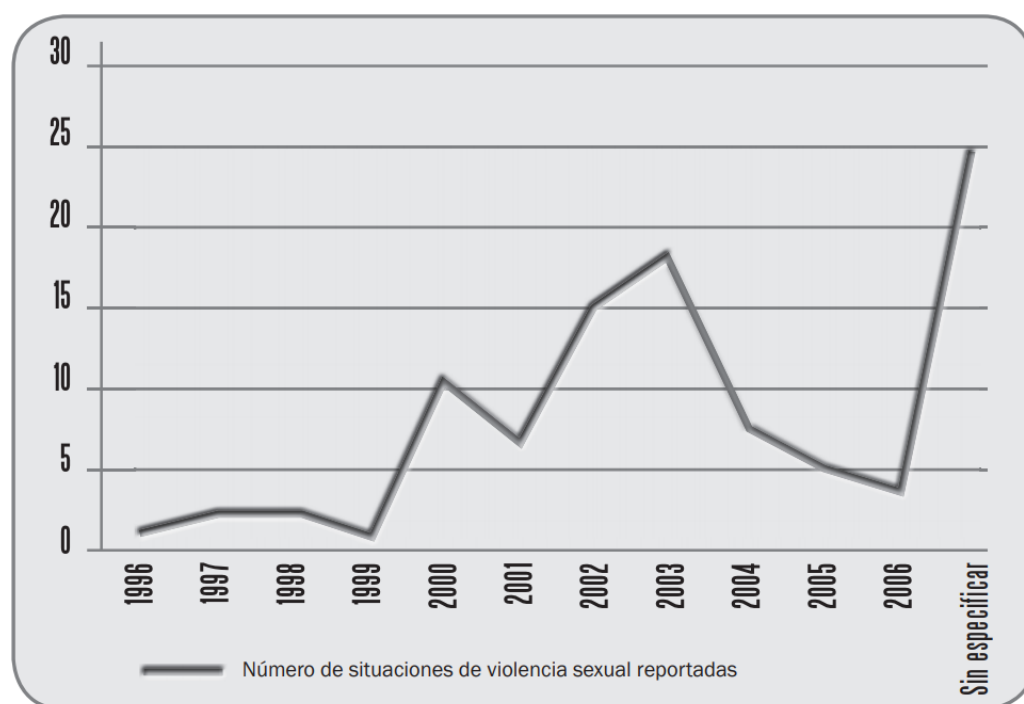


REPÚBLICA DE COLOMBIA

Annexe III

Gráfico 1

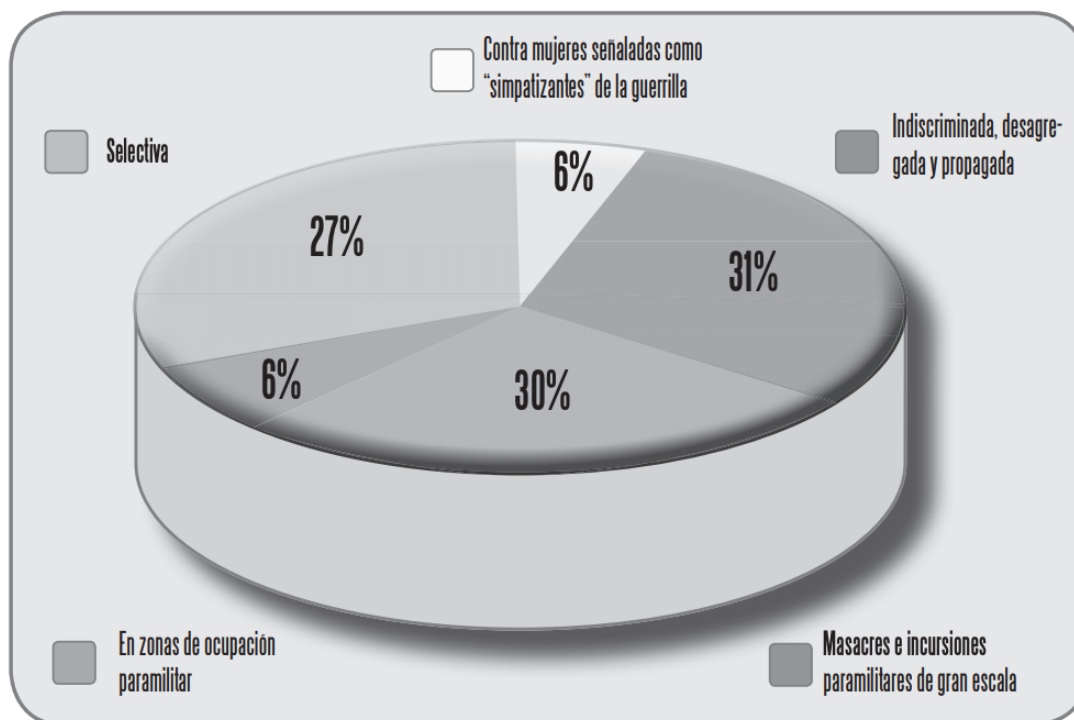
Número de situaciones de violencia sexual reportadas según año (1996 - 2006)



Fuente: Gráfico elaborado por Sisma Mujer con base en información tomada de Informes de la Alta Comisionada de Naciones Unidas Para Los Derechos Humanos; el informe de la Relatora sobre la Violencia contra la Mujer de las Naciones Unidas en su visita a Colombia en el 2001; el Informe de la Relatoría de la CIDH sobre Derechos de las Mujeres. Colombia, 2006; el Informe de Amnistía Internacional del año 2004; Informes de la Mesa de Trabajo Mujer y Conflicto Armado; el Banco de Datos del CINEP y Justicia y Paz; la Base de Datos de Violencia Sociopolítica de la CCJ y la Corporación Nuevo Arco Iris.

Source ; SISMA MUJER, *Mujeres en Conflicto: Violencia Sexual y Paramilitarismo*, 2009.

Gráfico 3. Número de situaciones de violencia sexual reportadas según la modalidad



Fuente: Gráfico elaborado por Sisma Mujer con base en información tomada de Informes de la Alta Comisionada de Naciones Unidas Para Los Derechos Humanos; el informe de la Relatora sobre la Violencia contra la Mujer de las Naciones Unidas en su visita a Colombia en el 2001; el Informe de la Relatoría de la CIDH sobre Derechos de las Mujeres. Colombia, 2006; el Informe de Amnistía Internacional del año 2004; Informes de la Mesa de Trabajo Mujer y Conflicto Armado; el Banco de Datos del CINEP y Justicia y Paz; la Base de Datos de Violencia Sociopolítica de la CCJ y la Corporación Nuevo Arco Iris.

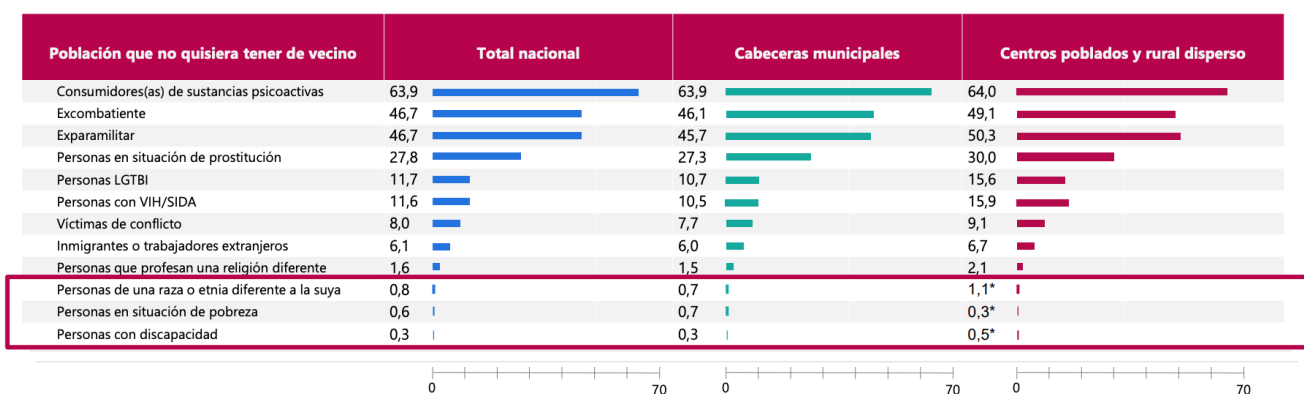
Source : SISMA MUJER, *Mujeres en Conflicto: Violencia Sexual y Paramilitarismo*, 2009.

Annexe V : L'Autre en Colombie

INFORMACIÓN PARA TODOS

Cohesión. Porcentaje de personas de 18 años y más según tipo de población que no quisiera tener de vecinos(as)

Total nacional, cabeceras municipales, centros poblados y rural disperso
2019



Fuente: DANE. ECP 2019

Fuente: DANE. ECP 2019

Nota: población de referencia: total de personas de 18 años y más, total nacional, 34.056 (en miles); cabeceras municipales, 26.936 (en miles); centros poblados y rural disperso, 7.120 (en miles).
*Las cifras contienen datos con baja precisión debido a prevalencias muy bajas cuyos coeficientes de variación estimados superan el 15%.

Source : DANE, *Encuesta de cultura política*, 2019.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	3
SOMMAIRE	4
INTRODUCTION.....	6
CADRE THÉORIQUE.....	8
I. CONTEXTUALISATION.....	16
A. HIERARCHISATION EN TERMES DE « RACE » ET DE « GENRE » DEPUIS LE PASSE COLONIAL 16	
1. <i>Période coloniale</i>	<i>17</i>
2. <i>La construction de l'Autre en termes de « sexe » et de « genre ».....</i>	<i>20</i>
3. <i>Période post coloniale et XXème siècle</i>	<i>23</i>
4. <i>La colonialité de la violence et colonialisme interne à la fin du XXème : Guatemala et Colombie</i>	<i>28</i>
B. MONDIALISATION AU XXIEME SIECLE ENTRE EXPLOITATION/DOMINATION DE LA « RACE » ET DU « GENRE »	33
1. <i>Désormais, une violence privatisée et informelle.</i>	<i>33</i>
2. <i>À l'ère capitaliste : consolidation de la valeur marchande entre « masculinité » et « féminité ».....</i>	<i>37</i>
3. <i>Un modèle de masculinité hégémonique utilisé comme cache misère et opium des masculinités subordonnées en Amérique latine</i>	<i>42</i>
II. CULTURE MILITARISTE À L'ÈRE DE LA GUERRE ANTI TERRORISTE. 49	
A. INTERNATIONALISATION DE LA GUERRE ANTI-TERRORISTE.....	51
1. <i>Le cas des États Unis post 11 septembre</i>	<i>52</i>
2. <i>L'arrivée d'Alvaro Uribe et le retour de « l'ordre »</i>	<i>56</i>
3. <i>Promotion de la masculinité hégémonique chez Uribe</i>	<i>63</i>
B. MILITARISATION ET COMMUNICATION POLITIQUE DANS LE CAS DE LA COLOMBIE	66
1. <i>Modernisation de l'armée</i>	<i>68</i>
2. <i>Les discours de peur et le rôle des médias.....</i>	<i>70</i>
3. <i>Un discours sécuritaire inégalitaire.....</i>	<i>73</i>

C.	LES PARAMILITAIRES ET ALVARO URIBE : LEGITIMATION DE LA VIOLENCE AU NOM DE LA SECURITE ET INSTAURATION DES NORMES CONSERVATRICES	75
1.	<i>Création et consolidation des milices paramilitaires</i>	75
2.	<i>Une justification au nom du développement néolibéral</i>	81
III.	LES AUC : UN MODÈLE DE MASCULINITÉ HÉGÉMONIQUE MILITARISÉ	86
A.	LES PARAMILITAIRES ET LA VISION DES MASCULINITES ET FEMINITES A TRAVERS UN MODELE DE CONTROLE SOCIAL : EXALTATION D’UN MODELE DE MASCULINITE HEGEMONIQUE BASE SUR LA VIOLENCE	89
1.	<i>Un modèle de masculinité paramilitaire ultra violent : entre patriarcat et militarisme</i>	89
2.	<i>Un modèle de féminité comme système d’oppression</i>	96
B.	MODELE BASE SUR DES DISCRIMINATIONS DE RACE ET DE SEXUALITE / UNE REAFFIRMATION DE LA MASCULINITE PAR LA STIGMATISATION DES FEMMES SELON LEUR RACE	107
1.	<i>Une géographie racialisée comme expression de la perpétuation de la domination coloniale</i>	109
2.	<i>Communautés afro-descendantes racialisées</i>	112
3.	<i>Les communautés indigènes racialisées</i>	116
	CONCLUSION	121
	BIBLIOGRAPHIE	129
	ANNEXES	143
	TABLE DES MATIÈRES	150